

320

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13504 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - MERCREDI 29 JUIN 1988

La France dans le Pacifique

L'accord de dimanche sur la Nouvelle-Calédonie devrait avoir pour première conséquence de remplacer l'affrontement armé entre communistes par des négociations autour d'un tapis vert. Certes, l'entente sera difficile. Mais, si ce compromis est avalisé sur le terrain, le sang devrait cesser de couler et le Caillou quitter l'actualité brûlante. Tant mieux pour le territoire, tant mieux aussi pour l'image de la France dans le Pacifique sud.

Depuis des années, les efforts de Paris pour faire reconnaître sa place de puissance à part entière par les pays de la région se heurtent à la perpétuation d'une situation coloniale, ou considérée comme telle, en Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'à la poursuite des expériences nucléaires à Mururoa. Viscéralement antinucléaires, bien que l'Australie ait offert jadis ses vastes espaces aux essais des bombes britanniques, les pays du Pacifique se sont toujours opposés aux tests, et continueront de le faire. Mais ils sont réalistes et ils savent que la stratégie de discussion bénéficie en France d'un consensus.

Tout autre était la situation en Nouvelle-Calédonie. Canberra et Wellington savaient que la politique à la hussarde de MM. Chirac et Pons était contestée non seulement à l'Élysée, mais aussi par M. Barre. Après avoir soutenu en son temps le « plan Pisani », Australiens et Néo-Zélandais ne peuvent que se satisfaire du nouvel accord. Le chef de la diplomatie néo-zélandaise, M. Marshall, l'a qualifié de « pas en avant ». De la rédaction de M. Mitterrand, le premier ministre de Canberra, M. Hewke, avait préché aux pays voisins la patience et la modération.

Le temps n'est plus aux rivalités franco-britanniques. En dépit de désaccords importants, M. Marshall déclarait, en mars, que « la France a un rôle à jouer dans le Pacifique sud ». Soucieux de préserver le caractère de « mare nostrum » occidentale du plus grand océan de la planète et d'en écarter d'éventuelles ambitions soviétiques... voire libyennes, attirées par l'instabilité calédonienne, les Australiens trouvaient déplorable que leurs relations avec la France soient moins bonnes que celles qu'ils entretiennent avec l'URSS.

Une fois l'hypothèque calédonienne levée, la France pourra poursuivre le renforcement de ses positions dans une atmosphère plus favorable. Ses efforts dans le domaine de la coopération seront regardés avec moins de méfiance. La Nouvelle-Calédonie réconciliée et la Polynésie mieux équilibrée devraient s'intégrer progressivement dans ce petit monde d'atolls et d'archipels à l'étonnante cohésion interne. Autozones dans leurs provinces, les Canaques vont pouvoir nouer ouvertement des liens avec leurs « frères » mélanésiens et polynésiens. M. Laffont lui-même veut faire de Nouméa, en dix ans, « la vraie vitrine de la France » dans la région.

Il n'est pas possible d'être une grande puissance sans une diplomatie à l'échelle de la planète. En prenant la place qui est la sienne dans le Pacifique sud, la France devrait conforter sa position dans une région dont le rôle ne cesse de s'accroître dans le jeu économique mondial.

Une certaine déception chez les indépendantistes canaques
(Lire page 9 l'article d'ALAIN ROLLAT.)

M 0147 - 0629 0 - 4,50 F
3790147004500 06290

L'ouverture de la conférence du Parti communiste

M. Gorbatchev propose de démocratiser les institutions soviétiques



M. Mikhaïl Gorbatchev a ouvert par un long rapport, le mardi 28 juin, la dix-neuvième conférence nationale du PC soviétique. Il a notamment proposé une réforme profonde du système politique allant dans le sens d'une démocratisation, par un renforcement du contrôle exercé sur le parti par les assemblées élues.

MOSCOU
de notre correspondant

Le peuple soviétique, a déclaré le mardi 28 juin M. Gorbatchev à l'ouverture de la dix-neuvième conférence du parti, ne pourra pas réaliser les objectifs de la « perestroïka » sans procéder à une réforme du système politique. Insistant beaucoup sur le développement du rôle des soviets (les assemblées élues), le secrétaire

général a notamment proposé que les « premiers secrétaires du Parti communiste (à chacun des niveaux où il en existe) deviennent présidents des présidium des soviets » de niveau correspondant.

Cette réforme reviendrait, de fait, à faire confier par les Parlements la désignation des premiers secrétaires dans la mesure où l'on imagine mal, a priori, que le parti maintienne à sa tête un homme qui aurait été désavoué par la représentation populaire. Bien que cela n'ait pas été explicitement dit, cette proposition pourrait aussi conduire à une confusion des fonctions de secrétaire général du Parti soviétique et de chef de l'Etat, puisque ce qui serait vrai au niveau des républiques, des régions et des villes, devrait aussi l'être au niveau fédéral.

Si elle était adoptée, cette réforme impliquerait à la fois un renforcement du rôle du parti (qui trouverait là une nouvelle

légitimité), mais aussi l'établissement - tant réclamé dans les discussions qui ont précédé la conférence - d'une forme de contrôle social sur le parti. Ce contrôle demeurerait naturellement très relatif, puisque la composition des soviets n'est certainement pas en passe d'échapper au contrôle du parti. Mais il n'y en a pas moins là une évolution importante qui vise à briser la situation actuelle dans laquelle le seul vrai centre de pouvoir est aux côtés du parti tandis que les soviets font de la figuration.

Plus significativement encore on fait, là aussi, un pas vers un système de type présidentiel puisqu'un secrétaire général élu chef de l'Etat par le Parlement fédéral aurait une autorité redoublée - et serait aussi beaucoup plus à l'abri d'une révolution de palais au sein du Kremlin.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4 et nos informations pages 5 et 32.)

L'opposition face au nouveau gouvernement Rocard

La crise des droites

La composition du deuxième gouvernement de M. Rocard devait, selon toute probabilité, être connue le mardi 28 juin en fin de journée, après le retour de M. Mitterrand du sommet de Hanovre. Ce gouvernement devait être marqué plus par l'ouverture vers la « société civile » que par de nouvelles tentatives d'ouverture politique vers le centre.

A l'Assemblée nationale, M. Giscard d'Estaing (UDF) a été élu président de la commission des affaires étrangères avec l'accord des socialistes.
(Lire nos informations page 32.)

par Jean-Marie Colombani
S'il n'y avait eu l'accord de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, la France aurait pu continuer de croire qu'elle avait résolu à sa tête... M. Giscard d'Estaing, tant il est, depuis le 9 mai dernier, omniprésent.

S'il n'y avait eu l'élection de M. Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale, la droite aurait pu continuer de croire qu'elle avait gagné les élections législatives, et que M. Giscard d'Estaing était fondé à s'indigner qu'elle ne fut pas, en qualité, convoquée à gouverner.

En quelques jours, le pouvoir s'est matérialisé et la majorité qui le soutient s'est incarnée. Mais la

France n'est toujours pas réconciliée. Le gouvernement que MM. Mitterrand et Rocard s'approprient à former ne sera pas d'« union nationale », ni même de « grande ouverture », selon la terminologie chère à l'ancien président.

Somme-nous pour autant, comme l'affirme ce dernier, touchés par ce « mal endémique » de notre vie politique, le « morcellement » ? La droite l'est, à coup sûr. Pour elle, la crise est là. L'habileté de M. Giscard d'Estaing et la sainte alliance des notables, au sein de l'URC, ont masqué, le temps d'un scrutin législatif, une réalité que l'élection présidentielle avait révélée et qui, désormais, reprend ses droits.
(Lire la suite page 11.)

La Biennale de Venise

300 artistes de 25 pays

La quarante-troisième Biennale de Venise, consacrée aux arts visuels, a été inaugurée, dimanche 26 juin. Vingt-cinq pays et près de trois cents artistes y sont représentés. Les Italiens s'y taillent la part du lion, avec un pavillon géant. On peut y découvrir aussi des artistes non conformistes des pays de l'Est, et tenter de saisir ce qui anime la très jeune création et son électisme « néo » sous diverses formes. Le peintre américain Jasper Johns et le pavillon italien ont reçu les grands prix.

Celui des jeunes est allé à l'Américaine Barbara Blum. L'italien Enzo Cucchi et l'Anglais Tony Cragg ont eu droit à une mention spéciale du jury.
(Lire page 15 l'article de GENEVIÈVE BRÉERETTE.)

Force 10
Bout au vent - Face au soleil

Lunettes Force 10 hommes et dames, en câble marin d'acier et plaqué or. Solaires (verres Zeiss ou photochromiques).
Prix : 3.100 F.

Existent également en verres optiques.

FRED
6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65
Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz, Hôtel Méridien, Espace "Galeries Lafayette", Paris. Aéroport d'Orly-Z1, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo. 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Collision à la suite d'un défaut de freinage

Une quarantaine de morts gare de Lyon

Quarante-deux morts, trente-deux blessés, tel était, le mardi 28 juin en fin de matinée, le bilan encore provisoire de la catastrophe ferroviaire, survenue la veille à 19 h 8 au troisième sous-sol de la gare de Lyon, à Paris. Ces chiffres s'expliquent par la violence avec laquelle un train de banlieue en provenance de Melun, privé brusquement de freins, est venu s'encasturer dans une autre rame en instance de départ pour Villeneuve-Saint-Georges.

Le visage de Jacques Chirac se tourne sans cesse vers le trou noir du quai en sous-sol. Au-delà, il le sait, commence une longue pente que le train fou de Melun a dévalée. A quelle vitesse ? 80 kilomètres/heure ? Davantage ? Les yeux du maire de Paris suivent les rails, et se reposent sur cette montagne de tôle déchiquetée qu'attaquent avec rage des dizaines de pompiers.

Comme Louis Mermeaz à ses côtés, le maire de Paris, figé d'horreur, imagine la course libre de la rame, ces derniers mètres, sous la lumière crue des néons et, enfin, le choc. Inévitable. Terrible. Jacques Chirac ne sait plus comment qualifier le spectacle qu'il fixe. « C'est absurde », répète-t-il au ministre des transports, qui acquiesce doucement de la tête, hébété lui aussi. « Absurde. Incompréhensible. » Le premier wagon de ce qu'on appellera, tout au long de cette nuit maudite, « la rame percuteuse » a littéralement coupé en deux le wagon du train de 19 h 4, qui, comme chaque soir, s'appropriait - mais, malchance du « dispatching », sur un autre quai que d'habitude, et avec quelques minutes de retard - à partir pour

Villeneuve-Saint-Georges, bourré de passagers pressés.

Vers 23 heures, Jacques Chirac et Louis Mermeaz, bousculés par l'activité de ruche des secours, ont compris ce que les voyageurs rescapés, les familles des victimes secourues de banlieue, ignorent encore, là-haut, à l'air libre : les socles des deux wagons encastrés reposent l'un sur l'autre. Même à se toucher, par endroits. « Deux crépes de plusieurs centaines de tonnes du métal le plus lourd », commente un policier. Sur le quai, tout le monde sait que, pour les malheureux prisonniers de ce pressoir, il n'y a plus rien à faire depuis longtemps. Depuis la collision, à 19 h 8. Fudiquement, on a posé des couvertures sur ce qui pouvait dépasser de morceaux d'êtres humains, une main, un pied, une touffe de cheveux...

Toute la soirée, le bilan officiel des morts restera faux, par respect pour ceux qu'on ne peut approcher, ceux dont il ne sera possible de repérer la « silhouette » qu'au petit jour, à l'abri des regards, par l'emploi de moyens de levage et de traction qu'on n'emploie plus qu'au-delà de la vie.

PHILIPPE BOGGIO.
(Lire la suite page 12.)

La chute du camp de Chatila
Les partisans de M. Arafat ont perdu le contrôle du camp palestinien en ruines
PAGE 8

Airbus : faute de pilotage ?
Après l'accident de Mulhouse-Habsheim les « boîtes noires » révèlent que l'avion volait trop bas
PAGE 29

L'Europe monétaire à Hanovre
Les Douze ont décidé la création d'un comité des « sages »
PAGE 3

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Les rapports entre les médecins et l'industrie pharmaceutique
■ L'étude de la fusion thermonucléaire
Pages 21 à 23

La libéralisation en Libye
Le printemps de Tripoli
PAGE 8

Les comptes de la nation
Le profit des entreprises retrouve son niveau d'avant 1973
PAGE 27

Les traditionalistes et Mgr Lefebvre
Divisions avant le sacre de quatre évêques
PAGE 14

Le sommaire complet se trouve en page 32

Débats

HORIZON 1993

Une banque centrale pour l'Europe

par ANDRÉ FOURÇANS (*)

VEUT-ON, oui ou non, créer, dans un délai raisonnable, une banque centrale européenne (BCE) ? Telle est la question cruciale à laquelle doivent répondre les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Hanovre. Il y va de la crédibilité de leur engagement en matière d'union monétaire européenne. Certes, mettre en place une banque centrale européenne n'est pas chose facile. Certes, les problèmes, tant politiques que techniques, sont importants. Mais l'opération est fort heureusement possible.

En tant que rapporteur de la commission économique et monétaire du Parlement européen pour les questions de politique économique et monétaire, j'ai présenté au Parlement de Strasbourg des propositions de création de cette banque centrale. Une très large majorité, au-delà des clivages politiques, s'est dégagée en faveur de ces projets. Ce Parlement, élu au suffrage universel, représente les peuples d'Europe pour ce qui concerne l'expression des grands projets européens. Les chefs d'Etat et de gouvernement resteraient-ils en deçà de la volonté parlementaire ? Souhaitons que non.

Le président de la République a tenu durant la campagne présidentielle un discours très européen. Qu'il le concrétise en agissant franchement à Hanovre en faveur de la BCE ! Le chancelier Kohl, malgré des tiraillements internes à son gouvernement, s'est aussi exprimé en faveur d'une BCE. Les Allemands ayant pour l'instant la présidence de l'Europe, son influence sera donc prépondérante. On peut penser que les autres pays ne seront pas hostiles, même si certains, telle la Grande-Bretagne, ne font pas preuve d'un grand enthousiasme. Une volonté ferme et commune de la France et de l'Allemagne devrait donc permettre de surmonter les obstacles.

Les réticences les plus fortes viennent en fait de la Bundesbank, la banque centrale de la République fédérale, qui, on le sait, est largement indépendante du pouvoir politique de Bonn. Si cette indépendance est louable et nécessaire en matière de gestion monétaire, il

serait choquant qu'elle bloque le processus. A François Mitterrand et à Helmut Kohl d'outrepasser ces résistances comme l'avaient fait Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt lors de la création du système monétaire européen.

Questions techniques et politiques

Cela dit, les questions techniques soulevées par M. Karl-Otto Poehl, le président de la Bundesbank, ont aussi des implications politiques et économiques qui ne peuvent pas être négligées. Et si l'on veut que la BCE soit forte dans toute la communauté économique et financière internationale, mieux vaut avoir l'appui sans réserve de la Banque centrale allemande.

Comment faire ? En reconnaissant la justesse des positions de fond de M. Poehl, même si cela doit se faire au détriment de notre orgueil national. Il veut une BCE largement indépendante des pouvoirs politiques. Il a raison. Il veut une gestion monétaire assurant la stabilité des prix, et les moyens pour ce faire. Il a raison. Il veut que la livre sterling entre dans le SME. Il a raison. Il veut une plus grande convergence des politiques économiques. Il a raison, même s'il néglige le fait qu'un SME renforcé et une BCE constituent d'excellents moyens, justement, pour assurer cette convergence. Il nous faut admettre que la baisse du taux d'inflation en Europe, et notamment en France, depuis quelques années, résulte pour beaucoup de la discipline que nous a imposé le deutsche mark via le SME. L'arrimage des monnaies européennes au DM est sans doute la meilleure garantie de stabilité des prix qu'on puisse obtenir en France et en Europe.

Alors, comment, concrètement, tenir compte de ces faits, rassurer la Bundesbank et obtenir sa pleine coopération ?

D'abord en faisant chez soi ce qu'il faut faire au plan européen : donner une bien plus grande indépendance, rapidement, à la Banque de France. Ce serait, de la part de notre pays, une marque de volonté de rigueur et de sérieux en matière monétaire. Ensuite, il faut accepter de donner à la Banque centrale allemande un rôle particulier dans l'application de ce qui serait la politique monétaire de l'Europe.

J'entends d'ici les cris d'orfraie nationalistes vis-à-vis d'une telle suggestion ! Mais, si l'on veut l'Europe, il faut voir les réalités en face et reconnaître certains faits : la Bundesbank a la responsabilité principale et l'expérience de la gestion des principales monnaies du SME ; le deutsche mark est la principale monnaie de réserve européenne. Sachons appuyer sur les faits porteurs d'avenir plutôt que de se recroqueviller sur la défense de pouvoirs illusaires.

Cela dit, si l'application de la politique monétaire européenne pouvait être confiée à la Banque centrale allemande, comme elle est confiée à la Banque centrale de New-York dans le cadre du Système fédéral de réserve américain (Fed), il est évident que la détermination et les choix de politique monétaire devraient être collégiés.

Propositions concrètes

En s'inspirant du Fed, le système de banque centrale européenne pourrait être organisée comme suit. Un conseil de direction comprenant huit membres indépendants nommés pour une longue période (huit ans ?) d'après une liste proposée par la Commission de Bruxelles et le Parlement européen, les membres étant confirmés par les ministres de l'économie des pays de la Communauté (Conseil éco-f). A ce conseil de direction seraient ajoutés cinq ou six gouverneurs des banques

(*) Député au Parlement européen (UDF).

centrales des grands pays de la Communauté pour former le Comité de politique monétaire européenne (CPME), qui serait chargé de l'élaboration de la politique monétaire. Les autres gouverneurs participeraient à ce comité, mais n'auraient pas le droit de vote. On pourrait aussi imaginer un système de vote par rotation pour chacun des gouverneurs des autres pays, ou bien une procédure de votes pondérés, comme c'est le cas aujourd'hui aux conseils des ministres. Les éléments essentiels de la politique monétaire ainsi décidée seraient alors appliqués, on l'a dit, par la Bundesbank, comme le fait le Fed de New-York.

Une organisation de ce type assurerait l'indépendance de l'institution à l'égard des pouvoirs politiques et des banques centrales de chaque pays (par l'intermédiaire des huit membres du conseil de direction, qui ont la majorité des voix), tout en intégrant les responsabilités des principales banques centrales européennes. Celles-ci garderaient un rôle analogue à celui des banques centrales régionales aux Etats-Unis dans la mise en place cohérente et coordonnée des implications de la politique monétaire européenne pour ce qui concerne chaque Etat membre.

En outre, le conseil de direction devrait, deux fois l'an, présenter sa politique, et ses résultats, au conseil des ministres de l'économie et des finances de la Communauté, ainsi qu'à la commission économique et monétaire du Parlement européen (comme le fait le chairman du Fed américain au Sénat et à la Chambre des représentants).

Voilà, me semble-t-il, la direction à suivre. Et si l'on veut dès fin 1992, échéance prévue pour le grand marché européen, être en mesure d'assurer une véritable intégration monétaire, intégration nécessaire au bon fonctionnement d'un marché européen digne de ce nom, c'est dès aujourd'hui qu'il faut préparer la mise en place de la BCE. C'est dire l'importance cruciale d'une décision en ce sens au sommet de Hanovre. Un échec ferait sans aucun doute reculer l'Europe monétaire de plusieurs années.

BIBLIOGRAPHIE

« LE CHANTIER UNIVERSITAIRE » de L. Paye-Jeanneney et J.-J. Payan

Un plaidoyer antijacobin

ELLE est historienne : il est mathématicien. Fille et belle-fille de deux anciens ministres du général de Gaulle (1), Laurence Paye-Jeanneney se dit « de sensibilité barthe » : fille de postier et « produit de la méritocratie républicaine ». Jean-Jacques Payan est militant socialiste, tendance Chevènement. Ils ont travaillé ensemble pendant cinq ans, de 1981 à 1986, alors qu'il était directeur général du CNRS, puis directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche. Et ils ont éprouvé le besoin de mettre noir sur blanc les réflexions contrastées que leur a inspirées cette expérience.

Sortant au lendemain du second tour des élections, leur livre en duo — le Chantier universitaire — apparaît comme un exercice particulièrement opportun d'ouverture. Mais, indépendamment de cette conjoncture, il constitue un essai passionnant, traitant tous les grands problèmes politiques et administratifs qui se posent aux universités. Mêlant, sur un ton simple et alerte, la théorie et l'anecdote, cette conversation entre deux esprits libres aborde — exemples à l'appui — une foule de questions épineuses, comme la politisation de l'administration, l'influence des cabinets ministériels et des syndicats, le recrutement et le pouvoir des présidents d'université ou la participation des étudiants au financement de leurs études.

Libérer le recrutement

Ayant été les acteurs d'une partie difficile au moment où se discutait la « loi Savary » sur l'enseignement supérieur, ils n'hésitent pas à dire crûment ce qu'ils pensent de comportements des uns et des autres : le corporatisme des syndicats, l'impuissance des présidents d'université, la versatilité des députés et des recteurs, l'égoïsme des mandarins, les hésitations du secrétaire d'Etat aux universités Roger-Gérard Schwartzberg (qu'ils ont manifestement en piètre estime). Il est vrai que le combat qu'ils menaient n'était pas tout à fait en harmonie avec les idées qui prévalaient alors.

L'ancien directeur des enseignements supérieurs et sa collaboratrice sont en effet d'ardents défenseurs de l'autonomie des universités, avec tout ce que ce principe entraîne : concurrence entre les établisse-

ments, fin des diplômes nationaux, liberté de fixer les droits d'inscription.

Leur expérience administrative ne peut être atteinte par une gestion centralisée de l'enseignement supérieur. C'est pourquoi ils prônent la régionalisation des universités — pour celles, du moins, qui seraient volontaires. Selon eux, ce transfert de compétence est la conséquence logique des deux grandes évolutions qui doivent faire éclater le jacobinisme français : la loi de décentralisation et l'Acte unique européen. Seule une gestion décentralisée des universités peut leur assurer la liberté d'action et la capacité d'adaptation qui leur permettent d'affronter la concurrence internationale et l'échéance européenne de 1992.

La régionalisation doit donner plus de facilités aux universités pour mettre en place des formations nouvelles et organiser librement le recrutement, les tâches et les rémunérations des personnels. Bref pour être gérés comme des entreprises, responsables de leurs moyens et de leurs objectifs. Et s'ilant jusqu'au bout de leur raisonnement les deux auteurs ont rédigé une « proposition de loi permettant la création d'universités régionales autonomes », qu'ils livrent aux lecteurs en conclusion.

On imagine les interrogations qu'un tel programme ne manquera pas de susciter dans les milieux politiques et universitaires. Etant président de l'université Joseph-Fourier de Grenoble, M. Payan l'a d'abord soumis au maire de sa ville, M. Alain Carignon, qui, en fervent régionaliste, l'a accueillie avec un vif intérêt. Du côté des responsables du Parti socialiste, la réponse est manifestement plus embarrassée. Maintenant qu'ils sont revenus aux affaires, on attend leur réaction avec curiosité. La gauche, qui a fait voter la décentralisation et qui fait campagne pour l'ouverture européenne, peut difficilement esquiver ce débat.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.
★ LAURENCE PAYE-JEANNENEY, JEAN-JACQUES PAYAN, *Le Chantier universitaire*. Bâtir l'avenir. Beauchesne, 253 p., 120 F.

(1) M. Jean-Marcel Jeanneney, son père, a été ministre de l'Industrie (1959-1962), ministre des affaires sociales (1966-1968) et ministre d'Etat (1968-1969). M. Lucien Paye, son beau-père, mort en 1972, a été ministre de l'éducation nationale (1961-1962).

Au courrier du Monde

MISE AU POINT

A propos de la « Lettre de la Nation »

Contrairement à ce qui est mentionné dans le *Monde* du 17 mars, page 8, selon une source anonyme censée représenter le RPR, ce n'est pas à titre bénévole que je m'occupe de la *Lettre de la Nation*, organe officiel du RPR. J'y fais salarier à temps complet, pour en assurer la rédaction en chef.

NICOLASTANDLER
(Paris).

ÉCOLE

On peut rêver

Après un quart de siècle de pratique dans l'enseignement et au moment où un nouveau ministre prend ses fonctions, on a le droit de rêver un peu. J'ai donc rêvé que, pour préparer l'avenir, les mesures prises par le ministère de l'éducation nationale l'étaient dans le cadre de l'utopie directrice définie par les principes suivants :

- 1) L'enseignement est facultatif, gratuit, ouvert à tous et à tout âge. On ne peut toutefois s'inscrire à un enseignement sans avoir les certificats requis.
- 2) Les niveaux et la diversification des certificats sont tels, et cela dès l'enseignement primaire, que chacun peut trouver des filières à sa mesure. Chaque certificat, défini par un programme précis, sanctionne un savoir (lecture, mémorisation) et un savoir-faire (maîtrise de techniques). Aux employeurs, aux universités et aux

troisième âge...), les horaires et la répartition sont souples.

- 3) Les certificats sont décernés par des jurys spécialisés qui fonctionnent d'une façon permanente. Le candidat se présente lorsqu'il se juge prêt. S'il est reçu, il est admis pour une durée fixée par le jury. Tout succès peut être récompensé par une bourse.
- 4) L'essentiel du savoir est disponible sous forme de manuels et de cours magistraux audio-visuels. Ce matériel est proposé dans les établissements publics, mais on le trouve aussi dans le commerce, de sorte que chacun peut en partie se former chez soi.
- 5) Des professeurs en titre, garants du savoir, dirigent des ateliers où la formation est personnalisée. Ils sont aidés dans cette tâche par des moniteurs dont le recrutement (étudiants, chômeurs,

Je pourrais développer longuement les implications, les mérites et les raisons de chacun de ces principes, et dire en quoi une utopie est utile. Mais de même que chacun a le droit de rêver, de même les autres ont le droit qu'on ne les prive pas du plaisir de gambader. Et avouez qu'il y a là de quoi !

MICHEL PATILLON
(Le Mans).

ARMÉE

Les incidents de Mulhouse

Je ne puis laisser passer sans réagir un extrait d'un article de votre numéro du 23 juin dans lequel, rapportant les incidents qui se sont passés à Mulhouse il y a quelques jours, vous écrivez et je cite : « Pour une fois que les protagonistes d'une telle expédition n'étaient pas des « paras » avinés partant casser du « bougnoule » dans une ville de garnison du Sud-Ouest. »

Je récusé avec vigueur une affirmation qui tendrait, si elle était crédible, à jeter l'opprobre sur toute une catégorie de personnels et à mettre en doute le climat de tolérance auquel vous comme moi sommes spécialement attachés et qui fait l'objet de mon attention personnelle dans l'armée de terre.

GÉNÉRAL D'ARMÉE
GILBERT FORRAY,
chef d'état-major de l'armée de terre.

SÉRÉNITÉ

Heidegger au bac

Personne et surtout ni les enseignants ni les éducateurs ne peut ignorer la signification réelle mais aussi symbolique et morale du choix délibéré d'un texte de Heidegger proposé aux candidats de la série A, un choix insoutenable.

Les recteurs des académies de Paris, Créteil, Versailles doivent certainement déplorer aujourd'hui que leur vigilance ait été surprise.

Pourtant, depuis l'apparition du livre de Victor Farias : *Heidegger et le nazisme*, les Français peuvent maintenant tout savoir du nazisme de Heidegger. Non seulement on ne peut rien attendre de vraiment rigoureux d'un penseur qui confond délibérément les moissonneuses-batteuses et les chambres à gaz, mais, plus grave-

ment, une pensée qui refuse tout prolongement moral n'est pas et ne sera jamais une pensée authentiquement philosophique (...).

La réflexion philosophique exige la sérénité. L'Université française, encore toute abasourdie, vient de redécouvrir les éléments d'un dossier accablant qu'elle avait préféré ignorer.

Dans un tel climat, on ne peut exiger d'un élève d'une classe de terminale qu'il examine avec sérénité le texte d'un homme qui a continué de verser sa cotisation au Parti nazi jusqu'en 1945. Et on peut craindre que des correcteurs ne puissent pas, légitimement révoltés, rester sercins.

JEAN-CLAUDE CASTAGNEYROL,
professeur-adjoint de lycée.

Le Monde 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises.
MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Woufs.
Rédacteur en chef : Daniel Verdet.
Cortdacteur en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS vois normale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Imprimé en France
7, rue des Italiens
PARIS-IX^e

Au sommet européen de Hanovre

Les Douze créent un comité chargé de définir la procédure d'intégration monétaire

HANOVRE De nos envoyés spéciaux Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze entendent accélérer leur progression vers l'union monétaire. Le compromis de procédure auquel ils sont parvenus, le lundi soir 27 juin, mais qui doit être encore confirmé mardi une fois les textes rédigés, donne sans conteste l'avantage à ceux - la grande majorité du conseil européen - qui souhaitent aller de l'avant. Mais il est néanmoins suffisamment flou pour que M. Thatcher, peu convaincu de l'opportunité de hâter l'intégration monétaire, puisse accepter de participer aux travaux qui vont être entrepris.

Le comité sera également désigné pour siéger dans le comité. C'est Jacques Delors qui pilotera le tout, a commenté M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, afin d'expliquer comment il fallait interpréter la décision de procédure sur le point d'être prise. Le rapport que le comité est chargé de rédiger devra être soumis aux ministres des finances dans moins d'un an, de telle manière que ceux-ci aient le temps de l'étudier pour être en mesure de soumettre leurs observations et conclusions au conseil européen qui se tiendra en juin 1989 à Madrid. M. Delors a rappelé à quelles questions les sages ainsi désignés devraient chercher une réponse.

Les Douze, sauf rebondissement de dernière minute, ont donc choisi de différer l'affrontement. Quel sens aurait un tel état alors que les premières décisions n'auront, en tout état de cause, pas à être prises avant au moins un an ? Ce répit permettra aux sceptiques - M. Thatcher n'est pas l'unique du genre, il en existe, comme chacun sait, au sein du cabinet ouest-allemand - de réfléchir, voire de freiner. En outre, une querelle ouverte aurait été du plus mauvais effet alors que la Commission, presque épuisée d'avoir fait aussi bien. Elle ira à Hanovre et au succès de la présidence allemande et renouvelée, reconnaissante, pour un nouveau terme d'au moins deux ans, le mandat de M. Jacques Delors à la tête de la Commission européenne.

enumérer, pour raffermir les énergies, la liste des directives stratégiques qui devraient être adoptées au cours des mois à venir : l'harmonisation des règles bancaires, passage obligé pour la mise en place d'un Marché commun des services financiers ; l'ouverture généralisée des marchés publics et la poursuite de l'harmonisation des normes. M. Delors a attiré l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement sur les dossiers les plus difficiles.

Vers le marché unique

En vérité, ce débat sur la nécessité de progresser plus vite vers l'union monétaire surgit aujourd'hui parce que la mise en œuvre de l'acte unique, ce programme de relance de la Communauté décidé par les Douze en 1985, est une réussite. Ainsi l'adoption récente de la directive libérant complètement les mouvements de capitaux d'ici le 1er juillet 1990 implique, si l'on veut éviter trop de turbulences sur les marchés, des politiques monétaires plus étroitement coordonnées.

PHILIPPE LEMAITRE et CLAIRE TREAN

Un nouveau bail pour M. Jacques Delors

M. Jacques Delors, reconduit pour deux ans dans ses fonctions de président de la Commission européenne, est né à Paris le 20 juillet 1925 dans une modeste famille de sept enfants. Boursier au lycée, il mûrit très tôt dans les rangs de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Rédacteur à la Banque de France en 1945, il suit des cours du soir et obtient une licence en droit, une autre en sciences économiques et le diplôme du Centre d'étude supérieure de banque. Syndicats affilié à la CFTC, il entre, en 1962, au Commissariat du Plan comme chef du service des affaires sociales, puis devient chargé de

mission auprès de M. Chaban-Delmas, premier ministre de 1969 à 1972. Professeur à l'université de Paris-Dix Dauphine, président de l'Association Echanges et Projets, il rejoint les rangs du PS en 1974, dont il devient le délégué national pour les relations économiques internationales. Ministre de l'économie et des finances de mai 1981 à juillet 1984, il s'efforcera d'éviter les mutations trop brusques, demandant notamment au premier ministre, M. Mauroy, une « pause » dans les réformes.

A sa sortie de la Rue de Rivoli, où le remplace M. Pierre Bérégovoy, il prend la présidence de la Commission européenne en janvier 1985 pour deux ans, son mandat ayant été renouvelé en janvier 1987. En novembre dernier, il avait jeté l'émoi dans la classe politique en n'écartant pas l'hypothèse de devenir le premier ministre de M. Raymond Barre si celui-ci était élu président de la République. A la tête de la Commission de Bruxelles, il s'est fait le champion d'un Europe unie face aux Etats-Unis et au Japon, prenant une grande part à la signature de l'acte unique européen, qui prépare l'échéance de 1992.

Nouvelle phase dans la négociation sur le Cambodge

L'ONU soumet des propositions de règlement aux parties concernées

La négociation sur le conflit cambodgien est entrée dans une nouvelle phase avec l'intervention de l'ONU, qui a soumis des propositions de règlement aux différentes parties. Ces propositions, dont le contenu n'a pas été révélé, ont été transmises par M. Rafeeduddin Ahmed, représentant spécial de M. Perez de Cuellar. Elles ont pour objet, a déclaré, le lundi 27 juin à New-York, le porte-parole de l'ONU, de « fournir la base de négociations sur le cadre d'un règlement global du problème du Cambodge et la restauration de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est ».

M. Ahmed est attendu jeudi à Phnom-Penh - où sa visite, en tant que représentant du secrétaire général des Nations unies, constituera une première - puis, vendredi, à Hanoi. Lundi, il a rencontré à Hanoi le chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach. Il s'était déjà entretenu, samedi à Bangkok, avec le prince Sihanouk avant de rencontrer le lendemain, toujours dans la capitale thaïlandaise, les deux autres représentants de la résistance, MM. Khieu Samphan (Khmer rouge) et Son Sann (Front national). M. Ahmed doit retourner à Bangkok, au fin de

semaine, pour s'entretenir de nouveau avec le prince Sihanouk avant de voir, dimanche, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddi Sawetula, et son collègue indonésien, M. Ali Alatas. L'initiative de M. Perez de Cuellar intervient à la veille de la conférence des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande), prévue les 5 et 6 juillet à Bangkok et à laquelle doit participer le prince Sihanouk. Les « Six » de l'ASEAN rencontreront ensuite, toujours dans la capitale thaïlandaise, M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain. Les nouvelles de M. Ahmed interviennent également un mois avant la réunion, prévue le 25 juillet à Djakarta (Indonésie), d'un « cocktail » entre les factions cambodgiennes - y compris le régime de Phnom-Penh - et des Etats concernés par le conflit, notamment le Vietnam, la Thaïlande et l'Indonésie. Enfin, M. Ahmed doit se retrouver à Phnom-Penh au moment même où les Vietnamiens organisent des parades à l'occasion du retrait, qui

doit s'étaler jusqu'à la fin de l'année, de quelque cinquante mille soldats sur les cent vingt mille que compte - selon des experts occidentaux - leur corps expéditionnaire au Cambodge. Le rôle des Chinois et des Soviétiques Pour quelles raisons M. Perez de Cuellar a-t-il jugé opportun d'intervenir dans des négociations qui paraissent encore à l'état d'ébauche ? Il y a eu, le 14 avril, l'accord de Genève sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, dans lequel l'ONU a joué, avec succès, le rôle d'honnête courtier. Depuis, il y a eu le sommet Reagan-Gorbatchev à l'ordre du jour duquel le Cambodge a figuré. Enfin, la « nouvelle pensée » soviétique dans le domaine diplomatique, qui met notamment l'accent sur le règlement des conflits régionaux, a contribué à placer celui de la question cambodgienne au centre des discussions que Soviétiques et Chinois ont eues, du 13 au 20 juin, à Moscou. Quelles que soient les pressions des Grands en faveur d'un accord, on en reste cependant au début d'un long processus. Tout en acceptant de

se rendre à Djakarta - et d'y rencontrer de quelle manière le prince Sihanouk, - les Vietnamiens ont réitéré, lundi, leur refus de « négociations directes Vietnam-Sihanouk », une exigence que la résistance cambodgienne a remise sur le tapis, le week-end dernier, à l'occasion d'une rencontre entre le prince, M. Khieu Samphan et M. Son Sann. Selon la radio khmère, les hommes auraient, en effet, demandé qu'à Djakarta M. Nguyen Co Thach « participe immédiatement » à des négociations avec le prince. Depuis plusieurs semaines, Moscou s'efforce de faire avancer le dossier cambodgien. La Chine - sans laquelle aucun accord sérieux ne peut se faire - en a pris acte, assoupissant quelque peu une position qui se résumait, à l'ancien encore, à exiger un retrait inconditionnel des troupes vietnamiennes du Cambodge. M. Perez de Cuellar a dû juger la situation assez mûre pour mettre en jeu le prestige de l'organisation internationale, tout en prenant la précaution de rappeler que son émissaire ne s'adressait qu'à des individus.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'ex-général Kenan Evren en visite aux Etats-Unis

Le président turc est reçu avec tous les honneurs par M. Reagan

Principal responsable du coup d'Etat militaire de 1980, l'ancien général Kenan Evren, président de la République turque, a reçu, le lundi 27 juin, des mains du président Reagan, la Légion de mérite, l'une des plus hautes distinctions américaines, pour services rendus par son pays pendant la guerre du Corée. La cérémonie se déroulera à la Maison Blanche, où le chef de l'Etat turc s'est entretenu avec M. Reagan au début d'une visite de six jours aux Etats-Unis, la première d'un président turc depuis vingt et un ans. Ce séjour témoigne de la détente intervenue ces derniers mois dans les rapports entre les Etats-Unis et la Turquie, à la suite du rétablissement progressif de la démocratie dans ce pays. L'année dernière encore, la visite de M. Evren avait dû être

reportée en raison des réserves du Congrès sur le programme d'aide demandé par l'administration pour Ankara. Troisième récipiendaire de l'aide américaine après Israël et l'Egypte, la Turquie, qui joue un rôle essentiel dans le dispositif de l'alliance atlantique au sud de l'Europe, avait toujours été tenue en suspicion par le Congrès, notamment à cause de l'affaire de Chypre. Ce dernier a accepté de voter pour cette année une aide militaire et économique de 520 millions de dollars. Se félicitant de l'étrécissement des relations entre les deux pays, le président Reagan a lancé un appel au développement des échanges commerciaux et des investissements américains en Turquie. (AFP, UPL)

La « guerre des espions » entre le Canada et l'URSS

Pause entre Moscou et Ottawa

MONTRÉAL de notre correspondante Le Canada a tenté, le lundi 27 juin, de sortir la tête haute de la « guerre des expulsions » qui l'oppose depuis dix jours à l'URSS. M. Joseph Clark, secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, a convoqué l'ambassadeur d'URSS à Ottawa, M. Alexie Rodionov, pour lui annoncer que le Canada était déterminé à refuser de prolonger les visas de travail des ouvriers venus spécialement de Moscou pour reconstruire le consulat d'URSS de Montréal, ravagé par un incendie l'an passé. Cette mesure s'appliquera tant que l'URSS ne reviendra pas sur sa décision d'empêcher vingt-cinq des trente-neuf employés soviétiques de l'ambassade du Canada à Moscou de reprendre leur travail. Sans tracteurs ni chauffeurs ni cuisiniers, les diplomates canadiens restés en

poste dans la capitale soviétique ont, en effet, leurs tâches singulièrement compliquées depuis samedi. Ottawa s'est toutefois abstenu de décréter de nouvelles expulsions, mettant ainsi fin à la surenchère qui a amené au total neuf diplomates soviétiques (sur les soixante-trois en poste au Canada) et trois canadiens à regagner précipitamment leurs pays ces derniers jours, sans compter les dix Soviétiques et les dix Canadiens déclarés *persona non grata* par l'un ou l'autre des deux gouvernements. Il n'en fallait pas plus pour que M. Rodionov s'estime « satisfait » et déclare la « bruyante » terminée. M. Clark n'est pas allé aussi loin. Selon lui, il est trop tôt pour parler de « trêve » dans la dispute, et la balle est maintenant de nouveau dans le camp soviétique. MARTINE JACOT.

Première rencontre Chevènement-Scholz à Paris

La brigade franco-allemande devrait manœuvrer l'année prochaine sur le terrain

BONN de notre correspondant

M. Rupert Scholz, ministre ouest-allemand de la défense, est en visite officielle, le mardi 28 juin, à Paris, où il rencontre son collègue français, M. Jean-Pierre Chevènement, et le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. M. Rupert Scholz est un nouveau venu dans le gouvernement fédéral. Le chancelier Kohl l'a désigné en mai pour succéder à son défunt prédécesseur, ce professeur de droit public de cinquante ans, qui n'a pas effectué de service militaire (appartenant à une génération parvenue à l'âge de l'incorporation avant la création de la Bundeswehr en 1955), pour occuper le poste de ministre de la défense.

et son adjoint qui m'ont informé de l'état d'avancement de ce projet. Au milieu de l'an prochain, on pourra voir cette brigade fonctionner sur le terrain.

Si M. Scholz estime que, dans l'immédiat, M. Chevènement et lui n'ont pas de décisions urgentes à prendre en commun, le conseil de défense franco-allemand, à son avis, va devoir se saisir bientôt d'une question très importante : « L'élaboration d'une position commune franco-allemande face aux dernières propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement conventionnel. J'estime que ces propositions sont très intéressantes, car elles admettent qu'il existe des disparités, que les Soviétiques avaient toujours contestées. Aujourd'hui, ils en conviennent. C'est positif. Il faut saisir cette chance, et aboutir au plus vite à la définition d'une position occidentale commune dans le cadre de la conférence sur la réduction des armements conventionnels. »

De nombreux commentateurs ont interprété sa promotion comme la manifestation de la volonté du chancelier Kohl de placer au gouvernement un homme capable de faire contrepois au très actif ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher. Tout cela n'est que « spéculations » pour M. Scholz, car « la politique du gouvernement fédéral en matière de défense et de sécurité se fonde sur les lignes directrices définies par le chancelier, dont c'est la compétence. Cette politique est assumée et mise en œuvre par l'ensemble du cabinet. »

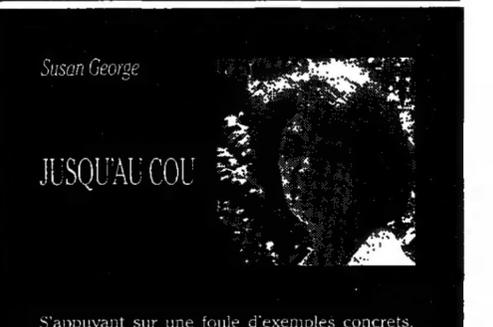
Sur la question du maintien et de la modernisation des armes nucléaires à courte et à très courte portée, sur laquelle le débat est particulièrement vif en RFA, M. Scholz se montre d'une grande prudence : « La décision concernant les armes françaises de ce type appartient à la France seule, et il ne me semble pas qu'elle soit à l'ordre du jour immédiat. »

Un marché unique européen de l'armement

M. Scholz, qui a déclaré récemment que l'on « devait juger M. Gorbatchev à ses actes », ne serait-il pas pourtant plus réticent à l'égard du numéro soviétique que M. Genscher, qui veut « aider M. Gorbatchev » et a affirmé à maintes reprises qu'il fallait prendre ce dernier « au mot » ? Les actes, c'est ce qui doit suivre les mots, je ne vois pas de contradiction », poursuit M. Scholz, pour qui « le travail quotidien avec M. Genscher se passe très bien ». M. Scholz vient à Paris pour faire connaissance avec M. Chevènement, qu'il n'avait jamais rencontré auparavant. Cette visite s'inscrit, selon lui, dans la « continuité » de la coopération franco-allemande en matière de défense. Celle-ci s'est traduite, en 1987 et 1988, par d'importantes décisions : création d'une brigade commune, mise en place d'un conseil de défense et de sécurité le 22 janvier dernier. La fameuse brigade ? « Les choses avancent bien. L'état-major a été constitué, et j'ai déjà reçu son chef

MM. Scholz et Chevènement devaient évoquer la coopération franco-allemande en matière d'armement, un domaine où, à côté de réussites remarquables comme l'hélicoptère de combat, les deux pays ont pris des chemins divergents, comme dans le cas de la conception et de la réalisation de l'avion de combat des années 90. M. Scholz est plutôt optimiste pour l'avenir : « Plusieurs facteurs sont déterminants : il faut à la fois aboutir à la production d'armes les plus performantes possibles pour le prix le plus avantageux, et tenir compte des politiques industrielles nationales. Il faut respecter les intérêts industriels nationaux, comme ceux de la France qui a choisi l'avion Rafale de Dassault plutôt que la participation au chasseur européen. J'estime cependant que ces intérêts particuliers perdront de l'importance dans les années à venir. Si la coopération en matière de défense et de sécurité s'intensifie au sein de l'Europe occidentale, cela aura certainement des répercussions dans le domaine de l'armement. Le Marché unique européen contribuera lui aussi au rapprochement des industriels de l'armement après 1992. »

LUC ROSENZWEIG.



S'appuyant sur une foule d'exemples concrets, ce livre décrit la détresse, mais aussi la capacité d'organisation des populations du tiers monde dans leur lutte pour survivre malgré les sacrifices que le remboursement de la dette leur impose. Ce livre élargit le débat politique et propose des solutions. Pour Susan George, celles-ci doivent favoriser ceux qui sont aujourd'hui les plus durement touchés par l'austérité économique, aussi bien dans le Sud que dans le Nord, où des millions d'emplois sont perdus à cause de la dette du tiers monde. Susan George présente ce dossier explosif avec la vigueur pédagogique et l'honnêteté intellectuelle qui ont déjà fait le succès de son ouvrage précédent. Comment meurt l'autre moitié du monde.

Traduit de l'anglais par Pierre Saint-Jean et William Desmond.

LA DÉCOUVERTE

Europe

L'ouverture de la dix-neuvième conférence fédérale

La dix-neuvième conférence nationale du PC soviétique — la première depuis 1941 — s'est ouverte au Palais des congrès du Kremlin, le mardi 28 juin, à 10 heures (heure locale, 8 heures à Paris). Elle réunit 4 991 délégués, qui ont d'abord élu, à l'unanimité, les 112 membres de

leur présidium, ainsi qu'un secrétariat et des commissions de rédaction et de vérification des pouvoirs.

Les délégués ont ensuite approuvé un ordre du jour que l'agence Tass présente en deux

points : 1) « Mise en œuvre des décisions du vingt-septième congrès du PCUS, principaux résultats de la première moitié du douzième quinquennat et tâches des organisations du parti en vue d'approfondir la « perestroïka » ;

2) « Mesures de démocratisation ultérieure de la vie du parti et de la société. »

M. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général, a ensuite pris la parole. Les journalistes étrangers n'ont pas accès au Palais des congrès, mais la séance inaugurale de la conférence est retransmise en direct par la télévision.

Un débat très ouvert a lieu dans les journaux

MOSCOU
de notre correspondant

La conférence qui s'est ouverte le mardi 28 juin au Palais des congrès de Moscou est officiellement la dix-neuvième. Car même si elle n'a pas été reconnue comme telle, une autre conférence, riche et vivante, s'est tenue auparavant, trois mois durant, dans les colonnes de la presse.

Pour le seul mois d'avril, la Pravda a ainsi reçu soixante-sept mille lettres et chaque jour tous les grands quotidiens ont consacré au bas mot deux pages à cette discussion qui n'a pratiquement connu d'autres tabous que le bien-fondé de la révolution et la vertu du léninisme — souvent réduit d'ailleurs à l'antistalinisme.

Traditionnel exutoire d'une société bâillonnée, le courrier des lecteurs a, dans l'affaire, changé de nature. Hier, on écrivait aux journaux pour se plaindre. Aujourd'hui, célèbre ou inconnu, c'est pour faire publier de véritables manifestes, polémiques, penser sur le cours des choses, et beaucoup des propositions avancées lors de cette préconférence se sont retrouvées, en moins vigoureuses, dans les « Thèses » adoptées par le Comité central.

Au début, juste après que la Pravda eut publié, le 5 avril, sa fameuse réponse au « manifeste » que les conservateurs avaient fait paraître le 13 mars dans *Sovietskaja Rossiia*, on était encore timide et prudent. Puis la liberté de ton des lecteurs a grandi, a fini par déborder dans les autres pages, et l'on pouvait ainsi lire dans le dernier numéro de *Nouvelles de Moscou* l'interview suivante d'un délégué à la conférence, premier secrétaire d'une ville de Sibérie. Question : « On dit souvent à l'Ouest qu'une des causes freinant le développement de la société soviétique est le fait que nous n'avons qu'un seul parti (...). Peut-être avons-nous besoin d'un parti d'opposition ? » Réponse :

« Cette idée surgit dans les conditions d'un centralisme forcé, lorsque le pouvoir appartient à l'appareil. Mais si, dans le futur, les collectifs de travailleurs et les soviets ont le pouvoir réel, si une atmosphère démocratique règne au sein du parti, alors la question d'un parti d'opposition tombera d'elle-même. »

Sous-entendu : dans le cas contraire... Et avec cela, les *Nouvelles de Moscou* s'attachent comme de la vodka et atteignent, à Vladivostok, 25 roubles au marché

noir — plus du dixième d'un salaire moyen. Mais sans même parler de quotidiens à l'autre, les seuls titres trouvés dans ces pages elles-mêmes intitulées : « Votre position ? », « J'ai un avis », ou bien encore : « Je demande la parole ! » avaient un parfum de grande fièvre.

Beaucoup de ces titres étaient, en fait, des slogans : « Démocratisation de l'information ! », « Confisquer notre propriété à la bureaucratie », « Eligibilité totale.

« L'Allemagne a été écrasée par les chars, le Japon mis en pièces par les bombes atomiques, et nous qui avons un régime social d'avant-garde, des ressources humaines et naturelles immenses, (toutes variantes possibles) et encore la suppression des fonctions réservées aux membres du parti.

Ideé fréquemment avancée : si le parti est unique et représente les intérêts de tous, il lui faut « demander l'avis des sans-parti », dans des prises de décision bien sûr, mais aussi dans l'admission et la promotion de ses membres, car « n'y a-t-il pas danger de voir le noyau de souveraineté du parti se substituer à celle de souveraineté du peuple et des lois ? »

Question toute rhétorique, en fait, car il n'est pas une seule lettre qui ne prenne en compte l'existence d'« adversaires de la « perestroïka », ces « conservateurs », ces partisans du « système administratif autoritaire de gestion », ces « chasseurs de glands », ces « privilégiés », cette « nomenklatura » dont le silence finit par inquiéter plus que les protestations d'hiver. Lettre publiée par le *Vingtième Siècle* et la paix : « Nos dirigeants sous-estiment le danger que représente l'appareil bureaucratique. A tout moment, cette armée hautement disciplinée qui, pour l'heure, endure dans l'expectative bien des outrages peut se transformer en une armée qui attaque. Et alors nous, qui sommes en majorité incognites, nous ne résisterons pas. »

« Les « silencieux », autre appellation de ces conservateurs occultes, font d'ailleurs d'autant plus peur que bien des témoignages démontrent qu'ils sont toujours assez forts

pour avoir manipulé les élections des délégués à la conférence. Quand on n'a pas simplement évincé des réformateurs bénéficiant pourtant d'un soutien massif, on a seulement respecté les traditions. « Trop tard ! », écrit ainsi un Leningradais à *Opinion*, qui avait publié un article sur la question — trop tard, car sur les 176 délégués de Leningrad, explique-t-il, 17 sont des parachutés de Moscou, 44 des représentants du parti et des organisations de masse, 21 d'institutions et entreprises diverses, 7 des officiers et 7 encore des responsables locaux du parti.

Quant aux 80 mandats restants, 52 sont allés à la « classe ouvrière », 9 aux « travailleurs des campagnes », 2 aux anciens combattants, 6 aux « employés », et 11 seulement, déplore-t-il, à des scientifiques, des enseignants, des médecins ou des artistes. Constants dans toutes les élections soviétiques, cette pratique des quotas sociaux a souvent été mise en cause, notamment par un critique littéraire, Iouri Bourmine, qui écrivait dans les *Izvestia* : « Et si soudain, dans un soviét ou même un Soviet suprême, il n'y avait pas une seule trappe ou une seule ouverture du textile et s'il n'y avait, disons, que dix ou vingt des premiers secrétaires d'élus, qu'y aurait-il de si terrible ? Et si venaient à leur place, par exemple, des économistes, des historiens, des essayistes, des auteurs de journaux populaires et militants, les affaires en souffriraient-elles ? Tout au contraire. »

Une dernière citation, tirée de *Moscou Soir* : « Et encore une chose : la conférence doit réviser ses mandats légalistes, comme contraire au marxisme-léninisme. L'idée introduite subrepticement par de pitres idéologues véritablement obsédés, d'une hausse, prétendument indispensable, des prix des produits de première nécessité. » Une telle véhémence était rare et ce problème-là, ce n'est pas pour les conservateurs qu'il est gênant, mais pour M. Gorbatchev.

« Les « silencieux », autre appellation de ces conservateurs occultes, font d'ailleurs d'autant plus peur que bien des témoignages démontrent qu'ils sont toujours assez forts

« Débats animés » au sein du bureau politique

Le bureau politique du Parti communiste soviétique est uni sur la nécessité des réformes mais divisé quant à leur ampleur, a déclaré le lundi 27 juin, au cours d'une conférence de presse le rédacteur en chef de la Pravda, M. Viktor Afanassiev.

M. Afanassiev a ainsi mis en valeur le débat entre réformistes et conservateurs, et confirmé que les « débats animés » sur la « perestroïka » avaient également gagné le bureau politique. Celui-ci compte treize titulaires et sept suppléants sans droit de vote.

M. Afanassiev a indiqué que, grâce à sa position de rédacteur en chef de l'organe du parti, il avait assisté à des sessions du bureau politique, où « le besoin de réformes n'est pas contesté », mais où il y a parfois « des discussions animées » et « prolongées » sur l'ampleur de la « perestroïka », les moyens d'y parvenir, les buts à atteindre.

Il a révélé en outre qu'une réunion du bureau politique après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl du 26 avril 1986 avait duré un jour et

demie et qu'on y avait même discuté de l'avenir du nucléaire en URSS.

M. Afanassiev a expliqué que depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev le temps de parole n'était plus limité, alors que sous Léonid Brejnev les orateurs avaient droit à dix ou quinze minutes. Il a estimé que des médias occidentaux avaient « manqué en épingle l'animosité » entre membres du bureau politique, en s'abstenant de citer des noms. Il faisait, semble-t-il, allusion aux rumeurs de divergences entre M. Gorbatchev et M. Egor Ligatchev, gardien de l'orthodoxie.

M. Afanassiev a écarté la publication par son journal de la lettre ouverte d'un professeur de Leningrad, Nina Andreeva, dont le premier article dans le quotidien *Sovietskaja Rossiia* en mars dernier avait été taxé de « manifeste anti-perestroïkiste » par la Pravda. M^{me} Andreeva avait également envoyé son article, long de vingt-six pages, à la Pravda, a-t-il dit, soulignant : « Nous avons eu, dross-nous, la sagesse de ne pas le publier. » — (AFP.)

« Les « silencieux », autre appellation de ces conservateurs occultes, font d'ailleurs d'autant plus peur que bien des témoignages démontrent qu'ils sont toujours assez forts



révocabilité à tout moment !... « Entre un membre du parti, pas un rouge ». « Une loi sur le parti ». D'autres faisaient entrer dans les pages d'organes officiels le célèbre « ils » par lequel on désigne les maîtres du pays : « Comment ils nous effraient ! » D'autres encore résumaient tout le Renouveau de la conscience politique », et l'une des lettres qui aura le plus marqué ces débats épistolaires traitait de la renaissance de la conscience tout court d'un membre du PCUS.

« La tête contre les murs »

« Je ne peux me départir, a écrit ainsi aux *Izvestia* un militaire de quarante-huit ans, d'un sentiment de honte. Vingt ans durant, j'ai vu tout ce qui se passait dans le parti, et je me suis tu. Je me disais : autant se cogner la tête contre un mur. Intervenir ? Dire ce que je pense et ce que je sais que les autres pensent ? Et alors ? Ça ne changera de toute façon rien. (Mais) il devient de plus en plus difficile de se forcer à rester dans sa tranchée. (...) J'ai décidé

Mais cela ne saurait suffire à conjurer les spectres de Staline et de Brejnev qu'il faut aussi éloigner par la limitation du nombre et de la durée des mandats (l'un des thèmes dominants) : l'élection du secrétaire général au suffrage universel et secret ; la publication des projets de réformes et rapports avant et non pas après leur adoption ; la définition précise de la notion de « rôle dirigeant » et des attributions du parti et de ses différentes instances ; la démocratisation des élections

M. Gorbatchev propose la création d'une fonction présidentielle

(Suite de la première page.) Bien que cela ne soit évidemment pas dit, M. Gorbatchev est en train de balayer l'institution parlementaire existante, de renouveler entièrement la représentation parlementaire et de créer une instance suprême, a bien des regards concurrents du comité central.

Car il est absolument clair, en effet, que la légitimité de cette instance pourrait très vite apparaître, dans les débats, au moins aussi importante que celle du comité central. L'esprit de coup d'Etat démocratique que lance M. Gorbatchev est d'autant plus spectaculaire qu'il ne s'agit pas de perspectives lointaines puisque l'actuel Parlement devrait se prononcer dès l'automne sur ces propositions, afin que dès les printemps les nouvelles institutions soient en place.

Si la conférence approuve M. Gorbatchev (et les débats risquent de ce point de vue d'être extrêmement animés), il deviendrait pratiquement impossible d'écarter le secrétaire général puisque cela ne dépendrait plus seulement du comité central mais aussi de ce nouveau Congrès des députés.

Deuxième proposition de réforme spectaculaire, M. Gorbatchev a également demandé d'examiner non pas même la possibilité de créer ce « Mouvement patriotique national »,

mais les formes d'activité qu'il pourrait avoir. Autrement dit, sur le fond, la décision est en fait déjà prise de créer cette organisation — au regard, a-t-il dit, à la nécessité d'avoir, dans le système du parti unique, un mécanisme permanent de comparaison des points de vue, de critique et d'autocritique. Or la création de cette organisation était réclamée depuis plusieurs semaines par de nombreux intellectuels réformistes, par les Républiques baltes et par plusieurs clubs politiques indépendants, afin de pouvoir regrouper tous les partisans des réformes et de faire apparaître ainsi un parti du mouvement.

Le parti du président

Ce n'est pas encore le multipartisme, mais ce serait déjà, à côté du Parti communiste, le parti du soutien à M. Gorbatchev. En un mot, le parti du président qui a d'ailleurs, dans le même souffle, rappelé la nécessité de bien délimiter les fonctions du parti et de l'Etat, afin que le premier ne continue plus à jouer le rôle du second. Pour plus de sûreté, le Parti communiste a été informé par son secrétaire général que les effectifs de son appareil seraient réduits — par la suppression, en particulier, des organismes doublant les institutions étatiques.

Autre innovation : un conseil constitutionnel, élu en son sein par le Congrès des députés serait mis en place, parallèlement bien sûr, aux profondes modifications législatives qu'implique la garantie du respect des droits de l'homme et des libertés religieuses sur laquelle M. Gorbatchev s'est longuement étendu.

On comprend ainsi que le secrétaire général ait appelé les délégués à des sessions du bureau politique, où « le besoin de réformes n'est pas contesté », mais où il y a parfois « des discussions animées » et « prolongées » sur l'ampleur de la « perestroïka », les moyens d'y parvenir, les buts à atteindre.

Brossant un tableau sans complaisance des résultats des trois premières années de la « perestroïka », le secrétaire général a ainsi noté que les réformes économiques n'avaient pas donné tous les résultats escomptés, parfois en raison d'erreurs de calcul, mais aussi en raison d'une sous-estimation initiale du passif laissé par la période brejnevienne et du refus délibéré de certaines administrations, au niveau central comme sur le terrain, de faciliter et plus encore d'impulser les nouvelles méthodes de gestion.

Déclarant que la situation financière du pays était particulièrement alarmante, en raison du déficit budgétaire et des tendances inflationnistes qu'il suscitait, M. Gorbatchev a donc longuement insisté sur le besoin de favoriser l'initiative individuelle dans les campagnes et sur l'obligation non seulement d'accélérer, mais d'amplifier aussi les réformes économiques.

BERNARD GUETTA.

Les délégués

Aucune liste complète des cinq mille délégués au congrès n'a encore été publiée en URSS. Si l'on connaît les délégués d'une série de républiques et régions, ceux qu'on envoie à Moscou le République la plus importante, la Fédération de Russie, n'est connue que de manière fragmentaire. Certains délégués ont d'ailleurs été tardivement rayés des listes, tels les anciens premiers secrétaires des régions de Sakhaline et de Iaroslavl, par trop compromis avec le régime brejnevien.

Mieux connus est la principale bataille qui a eu lieu pour l'élection des deux cent dix-neuf délégués de Moscou et s'est terminée — en présence de M. Gorbatchev. Un certain nombre de réformateurs en fin de carrière ont été finalement élus, malgré une forte contestation : citons notamment MM. Leonid Abalkine, directeur de l'Institut d'économie, Iouri Afanassiev, directeur de l'Institut des archives, et Iouri Kikrov, président de l'Union des cinéastes. Ont été battus, en revanche, MM. Tatiana Zaslavskaja, sociologue, qui était pourtant la seule contestataire clairement identifiée du temps de Brejnev, les professeurs Gavril Popov (malgré une tentative de « rachat » entreprise par le comité de ville du parti), Chmelev et Guelman, ainsi que les écrivains Karlatina et Chatrov.

Il est possible que certains des candidats battus à Moscou aient bénéficié d'un « parachutage » dans d'autres circonscriptions. On sait par exemple que M. Etienne, le très contestataire ancien chef du parti à Moscou, a été élu délégué « sur recommandation, dit-on, de la direction régionale du parti », dans la république autonome de Carélie. De même, M. Korotitch, le directeur d'*Opinion*, est délégué de Kherson en Ukraine. M. Volkogonov, directeur de l'Institut d'histoire militaire et très en fâche dans le réexamen de l'histoire stalinienne, siège également au Kremlin dans les rangs d'une délégation non encore précisée.

Mentionnons enfin que le Haut-Karabakh a deux représentants à la conférence du parti : son premier secrétaire, M. Pogossian, qui se trouve ainsi être le seul Arménien membre de la délégation d'Assébidjan, et son second secrétaire, un Russe.

« Tatars refoulés de Moscou. — Quelque neuf cents Tatars de Crimée, venus de différentes régions d'URSS, ont été systématiquement refoulés de Moscou ces jours derniers, a affirmé M. Rechat Djemilev, l'un des dirigeants du mouvement tatar. Ils voulaient attirer l'attention des délégués de la conférence fédérale du PCUS sur leurs revendications. M. Djemilev a confirmé, d'autre part, qu'un grand nombre de Tatars avaient été blessés par les forces de l'ordre, au cours de la manifestation qui s'est déroulée le dimanche 26 juin à Tchekent, en Ouzbékistan, et qui réunissait, a-t-il précisé, vingt mille personnes. » (AFP.)

« RECTIFICATIF. — Le Monde du 28 juin annonçait que trente mille personnes avaient participé à la manifestation arménienne du samedi 25 juin à Paris. Il s'agissait en fait de trois mille personnes. »

ITALIE

Les élections du Val d'Aoste et du Frioul confirment la perte d'influence des communistes

ROME
de notre correspondant

Un nouveau scrutin partiel portant sur deux régions — le Val d'Aoste et le Frioul-Vénétie-Julienne — a confirmé, le dimanche 26 et le lundi 27 juin, les tendances manifestées lors des derniers scrutins en Italie : baisse sensible du Parti communiste, désormais talonné par un Parti socialiste en constante augmentation, et excellente tenue de la démocratie-chrétienne.

Un peu plus d'un million d'électeurs (sur quarante-six pour l'ensemble du pays) étaient appelés à élire deux conseils régionaux, ainsi que différentes instances provinciales et communales. Une semaine après l'élection du nou-

veau secrétaire général du PCI, l'« effet Occhetto » n'a pas eu lieu. Avec 17,2% de voix, les communistes perdent près de 4 points et sont suivis à moins de 1 point par le PSI. Dans le Frioul-Vénétie, ils sont même devancés par les socialistes (17,5% contre 17%).

Comme lors des précédentes consultations, législatives ou « administratives », il y a superposition quasi parfaite entre les gains du PSI et les pertes du PCI.

Les dirigeants communistes font observer que le « réajustement » au profit des socialistes, souvent présenté comme préalable à une « alternative de gauche » à la démocratie-chrétienne, s'accompagne en réalité d'une constante remontée d'influence de cette dernière.

On commence à évoquer en Italie un « effet De Mita », le nouveau président du conseil démocrate-chrétien. Il serait certes légitime de tirer des conclusions de deux mois et demi de conclusions de direction du gouvernement. Deux succès à des consultations partielles (1) ne font pas un renouveau. Mais le chef de la démocratie-chrétienne, dont l'entreprise était entourée d'un certain scepticisme, a su au moins consacrer le respect des médias et d'une fraction de l'opinion.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) La précédente consultation partielle, le 29 mai, portait sur un peu plus de 15% de l'électorat.

(Publicité)

CLASSES PREPA
d'été ou annuelles
SCIENCES-PO ET MÉDECINE
La première depuis 1967. Documentation complète à 3 titres
CEPES
57, rue Crémier-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.03.19 ou 47.22.94.94.

Europe

du Parti communiste d'URSS

Les dix thèses, «plate-forme pour la discussion»

Les «thèses» qui sont présentées à la conférence nationale du PC soviétique ont été approuvées le 23 mai dernier par le comité central. Il s'agit d'un long document, présenté comme une «plate-forme pluraliste», où quelques formules inédites — sur l'Etat socialiste de droit — par exemple — citent les références les plus classiques — «centralisme démocratique» et «principes du socialisme scientifique» — entre autres.

Le texte se divise en dix parties qui regroupent de manière thématique un certain nombre de réflexions et quelques propositions relativement précises.

La première thèse porte sur la «situation idéologique et politique». Elle évoque le «devenir d'un pluralisme réel des opinions» mais souligne que «les discussions ne sont fructueuses qu'en terrain socialiste et au nom du socialisme». C'est dans ce contexte qu'une «importance vitale» est donnée à la politique de transparence qui doit s'appliquer aux débats aussi bien sur les problèmes du présent que sur de «nombreuses questions épineuses de l'histoire».

La démocratisation et le rôle du parti

La seconde thèse est consacrée aux «problèmes du développement économique et social». C'est l'une des plus longues, mais elle est peu novatrice. On y retrouve, en effet, la plupart des projets — autonomie financière des entreprises, réforme des prix, amélioration de l'approvisionnement — ou des critiques contre le bureaucratisme et les méthodes de travail du Gosplan et autres organismes centraux — déjà formulés depuis le début de la «perestroïka». Le texte est très équilibré. On y lit que «les possibilités offertes par la réforme sont manifestement sous-utilisées», mais aussi que «des milliers de collectifs de travailleurs ont su (...) accroître considérablement la productivité du travail et atteindre le niveau mondial de la qualité de la production». Ni triomphalisme ni pessimisme démobilisateur.

Même ton pour la troisième thèse,

sur «la science, l'instruction et la culture», où sont notés à la fois des «changements positifs» et le «manque de changements substantiels». Un coup de chapeau est donné à «l'activité des associations et des unions de création qui existent déjà et qui viennent d'être formées».

Concentrée en trois paragraphes, la thèse n° 4 est l'une des plus importantes. Traitant de «la démocratisation de la société soviétique», c'est elle qui réclame «une réforme du système politique», dont l'objectif est «d'achever la formation d'un Etat socialiste de droit» dans lequel les masses participent «réellement (...) à la gestion de toutes les affaires publiques et sociales». Ce qui suppose qu'on se débarrasse «de tout ce qui est lié aux conséquences du culte de la personnalité, aux méthodes autoritaires-administratives de gestion, au bureaucratisme, à l'évitement des travailleurs du pouvoir (...)».

C'est dans cette perspective que la thèse numéro 5 observe que «le rôle du PCUS (...) apparaît sous un jour nouveau». On trouve là de multiples références aux «principes leninistes» qui doivent régir «les relations du parti avec l'Etat» — c'est-à-dire «la délimitation nette de leurs fonctions» —, «l'activité des organisations de base» — au sein desquelles doit régner une «atmosphère d'ouverture, de discussions, de critique, d'autocritique».

Plus précis est le projet d'organiser, avant le prochain congrès (1991), «l'attestation sociopolitique des communistes, instrument efficace d'autoévaluation et de renforcement du parti». Très vraisemblablement un examen destiné à vérifier comment chacun se détermine et se comporte en matière de «perestroïka».

C'est à ce chapitre enfin que sont énoncées quelques suggestions très concrètes sur «les modalités de formation des organes électifs du parti» (au scrutin secret et avec pluralité de candidatures), la limitation à cinq ans de la durée des mandats (renouvelables une fois et une seconde selon une procédure plus

rigoureuse), la «possibilité de renouveler en partie le comité central entre les congrès» (ce qui ne semble pas devoir être le cas à l'occasion de cette conférence nationale), une réforme enfin des organismes «de contrôle et de vérification au sein du parti».

Dans le prolongement des deux précédentes, la sixième thèse traite du rôle et des responsabilités des soviets, «assemblées élues qui restent sous une tutelle excessive des comités du parti» et auxquelles il convient de «restituer un pouvoir réel». C'est un autre aspect de la démocratisation. Sur ce sujet également, le texte est assez précis. Il parle d'«élargir considérablement les possibilités matérielles et financières des soviets locaux», d'affirmer leur «prééminence par rapport aux organes exécutifs» (dont les membres ne pourront être au même temps députés), de limiter les mandats des élus, d'accroître la durée des sessions (actuellement un ou deux jours, deux fois par an, en général). Plusieurs de ces dispositions nouvelles s'appliqueraient également aux deux Chambres du Soviet suprême de l'URSS que l'on souhaite, en substance, voir jouer un rôle se rapprochant un peu plus de celui d'un Parlement national, un peu moins d'une docile Chambre d'enregistrement.

Nationalités et libertés

Ce vaste projet entraînerait «une réforme du système électoral», une limitation du nombre des mandats (on ne pourrait siéger, comme en France, dans plus de deux Assemblées élues), mais aussi un accroissement du rôle du gouvernement par rapport, si l'on comprend bien, à celui du parti. En même temps, une «restructuration du système administratif d'Etat» doit notamment permettre la suppression «des échelons superflus».

La thèse n° 7, qui traite des «Nationalités», est l'une des plus brèves et des plus vagues. Le contexte de l'actualité, au Caucase et ailleurs, oblige à la prudence. Le Comité central se borne à estimer que «les problèmes qui surgissent

dans les rapports entre les nations (au sein de l'Union soviétique) doivent être réglés sur une base authentiquement démocratique, dans le cadre de la perestroïka».

Les relations entre l'Etat et les citoyens «font l'objet des thèses 8 et 9. Elles envisagent une «rénovation» de la législation en fonction du principe : «Est permis tout ce qui n'est pas interdit par la loi». Deux axes principaux se dessinent : l'un pour un «accroissement substantiel du rôle de la justice» dont les représentants ne doivent être «l'objet d'aucune pression et ingérence dans leurs activités»; le second pour «la création des conditions matérielles et juridiques [nécessaires] à l'exercice des libertés constitutionnelles (liberté de parole, de la presse, de réunion, de défilé et de manifestation dans la rue, la liberté de conscience, etc.».

Dans un esprit voisin, le droit d'association est évoqué, sans être explicitement cité. «L'existence des organisations de masses est regrettée (thèse 9) mais les «nouveaux unions», auxquelles on souhaite donner une «base juridique» et dont l'activité doit se développer, semblent être à vocation surtout culturelle, écologique, peu politique en tout cas. Là encore, cependant, «toute activité sociale qui est menée dans le cadre de la Constitution et qui n'est pas contraire aux intérêts du développement de la société socialiste soviétique mérite d'être reconnue».

La dixième et dernière thèse est la moins originale car, traitant de la «Politique extérieure», elle reprend des thèmes déjà abondamment développés par M. Gorbatchev et ses collaborateurs. On retiendra seulement qu'il figure une brève «analyse critique du passé», «Soucieux de nous assurer la parité militaire stratégique, lit-on, nous n'avons pas toujours mis à profit dans le passé les possibilités de garantir la sécurité de l'Etat par des moyens politiques et nous nous sommes laissés entraîner dans la course aux armements, ce qui n'a pas pu ne pas affecter le développement social et économique du pays et sa position internationale».

ALAIN JACOB.

HONGRIE

50 000 manifestants à Budapest contre les projets de M. Ceausescu pour la Transylvanie

Trente mille personnes, selon l'agence officielle hongroise MTI, cinquante mille, selon des observateurs occidentaux, ont participé, le lundi 27 juin, devant l'ambassade de Roumanie, à Budapest, à la plus grande manifestation dans la capitale hongroise depuis le soulèvement de 1956.

Le rassemblement, organisé par divers groupes indépendants, mais autorisé officiellement, visait à protester contre le projet d'«aménagement du territoire» roumain du président Nicolae Ceausescu, qui prévoit de raser près de huit mille des treize mille villages roumains. Un grand nombre de ces villages se trouvent en Transylvanie, où vivent, selon Budapest, deux millions de Roumains de souche hongroise.

Les manifestants se sont d'abord réunis, à 19 heures, sur la place des Héros, en plein centre de Budapest, puis ont marché dans les rues de la ville pendant deux heures avec des torches et des bougies allumées.

Brandissant des pancartes aux noms hongrois des villages de Transylvanie, ou proclamant : «Hitler, Staline, Ceausescu, tous les mêmes!», «Roumanie égale fascisme!», «Adolf Ceausescu!», ou encore : «Ceausescu, solution finale!», ils sont arrivés devant l'ambassade de Roumanie qui, les volets hermétiquement fermés, était protégée par quelque deux cents policiers armés, pour la première fois à Budapest, un équipement anti-émeutes (casque et bouclier).

Une délégation a été autorisée à franchir le cordon pour remettre une pétition à l'ambassade mais a trouvé porte close. La pétition, que les organisateurs ont décidé d'envoyer à toutes les ambassades à Budapest, ainsi qu'au pape et à Lech Walesa, «avertit les autorités roumaines que la mise en œuvre de leur plan d'aménagement du territoire causera de graves dégâts physiques et mentaux aux membres des groupes nationaux» (hongrois et allemand).

Les manifestants sont revenus vers 22 heures sur la place des Héros. La police n'est pas intervenue, se contentant de régler la circulation.

La télévision hongroise a retransmis des images du rassemblement dans son bulletin d'informations de lundi soir.

L'écrivain Istvan Csicsvari, auteur dramatique populaire en Hongrie et l'un des chefs de file de l'organisation d'opposition Forum démocratique, a déclaré dans un discours que jamais «les relations entre la Hongrie et la Roumanie n'avaient été aussi mauvaises». «Notre objectif peut être résumé en un mot : liberté pour les Hongrois qui vivent en Transylvanie», a-t-il ajouté.

C'est la seconde fois qu'une manifestation sur le thème de la minorité hongroise de Transylvanie se déroule à Budapest. La première, le 1^{er} février dernier, avait réuni quelque cinq cents personnes devant l'ambassade de Roumanie. La police n'était pas non plus intervenue.

Les dirigeants hongrois ont critiqué de plus en plus ouvertement ces derniers temps la politique roumaine à l'égard des minorités nationales.

Lundi encore, le quotidien du gouvernement Magyar Hirlap réaffirmait que «le plan d'aménagement du territoire roumain suscitait un profond ressentiment au sein de la communauté internationale. Nous élevons la voix contre les violations des droits de l'homme et pour que les gens puissent vivre normalement sur la terre où ils sont nés».

Selon le plan d'urbanisation des régions rurales adopté par la conférence nationale roumaine en 1982, et dont l'application doit commencer en septembre, quelque huit mille villages seront détruits et remplacés par cinq cents centres agro-industriels d'ici à l'an 2000. Le but de l'opération est de gagner 350 000 hectares de terre arable pour augmenter la production de maïs de 2 millions de tonnes. Selon le plan, les futurs centres agro-industriels seront composés de maisons uniformes de deux à cinq étages.

La politique d'assimilation forcée de la minorité hongroise en Roumanie a déjà poussé des milliers de Hongrois de souche à franchir la frontière, plus ou moins légalement, pour se réfugier en Hongrie, provoquant le premier exode d'un pays socialiste vers un autre.

Le numéro un hongrois, M. Karoly Grosz, a vivement critiqué la réforme territoriale roumaine en précisant qu'elle dépassait le cadre des «affaires intérieures» de la Roumanie. M. Grosz aura l'occasion de parler à M. Ceausescu lors de sa visite officielle à Bucarest prévue cet été. — (AFP, UPI, Reuters.)

MYKONOS 1950 F*
*Départ Paris. Prix A/R, à partir de.

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

Jumbo CHARTER SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6^e : 46 34 19 79
PARIS 7^e : 47 05 01 95 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75060 Paris Cedex 02

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire s'est réuni le vendredi 24 juin 1988, sous la présidence de M. Raymond Janot, conseiller d'Etat, président du collège, pour examiner et approuver les comptes de l'exercice 1987.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

Le chiffre d'affaires consolidé des AGF s'élève à 29 186 millions de francs, en hausse de 15 %.

A structure constante, la progression aurait été de 11,9 % : l'acquisition du groupe SENTRY, en Grande-Bretagne, participe, en effet, pour 2,5 % à la croissance du chiffre d'affaires, des changements de méthodes de consolidation de diverses sociétés du groupe y contribuant, d'autre part, à concurrence de 0,6 %.

Le chiffre d'affaires se répartit comme suit par secteur géographique :

Chiffres d'affaires en millions de F	Répartition	Progression par rapport à 1986
Affaires directes en France	22 491	77,1 % + 11,7 %
Acceptations en France	1 690	5,8 % + 7,0 %
Etranger	5 005	17,1 % + 37,2 %*
	29 186	100,0 % + 15,1 %

* Dont incidence de l'acquisition de SENTRY : 17,6 %

Les charges techniques (prestations payées et dotations aux provisions techniques, nettes de cessions en réassurance) et les charges de distribution et de gestion augmentent respectivement de 13,8 % et de 11 %.

Le taux de rendement moyen des placements ressort à 6,9 % contre 9,9 % en 1986.

Le résultat net consolidé (part du groupe) se monte à 1 750 millions de francs contre 1 601 millions en 1986, soit une progression de 9,3 %.

Les principales sociétés du groupe AGF

Les sociétés AGF IART, AGF VIE et AGF SA, ont contribué comme suit à l'activité du groupe :

AGF IART
Le chiffre d'affaires mondial s'établit à 11 272 millions de francs, en hausse de 14,6 %. Cette forte croissance, très supérieure à celle du marché, est particulièrement marquée pour les risques d'entreprises, tandis que le portefeuille automobile accuse une progression de 8 % avec une nouvelle augmentation du parc de véhicules assurés.

Les coûts d'acquisition et de gestion diminuent de près d'un point par rapport aux cotisations.

La société enregistre une diminution de son bénéfice d'exploitation qui s'élève à 43,1 millions de francs (contre 155,9 millions de francs en 1986) en raison de l'alourdissement de la charge des sinistres touchant plusieurs catégories et, notamment, les assurances collectives, la RC générale et le risque tempête.

Les plus-values sur cessions d'actifs, en forte hausse, permettent de compenser la réduction de ce résultat et de maintenir au global un bénéfice équivalent à celui de l'an dernier, 547,8 millions de francs contre 507,1 millions de francs en 1986.

Ce bénéfice permet de distribuer un dividende de 141 100 000 F qui, augmenté de l'impôt déjà payé au Trésor (70 500 000 F), forme un revenu global de 211 600 000 F.

Ce dividende de 141 100 000 F sera versé à raison de :
- 121 678 000 F à la société AGF SA, qui détient 733 000 actions des AGF IART (soit 86,24 %) ;
- 19 422 000 F à la Société centrale des AGF, qui détient 177 000 actions des AGF IART (soit 13,76 %).

AGF VIE
Cette société a repris, dans le cadre de la restructuration du groupe, l'ensemble du portefeuille d'assurance et de réassurance de l'ancienne société AGF VIE. Elle réalise un chiffre d'affaires de 11 787 millions de francs, en hausse de 9,3 % par rapport au chiffre comparable de l'an dernier.

Après trois années de forte expansion la branche Vie Individuelle enregistre une croissance plus modérée, (+ 10,1 %), en raison notamment de l'impact de la crise boursière sur les ventes du contrat MultiSicav, tandis que la branche Groupe progresse de 7,3 %.

Les provisions mathématiques atteignent en France 43 775 millions de francs, avec une progression de 17,3 %, représentant un accroissement de 6 461 millions de francs.

La charge des participations attribuées aux assurés en France s'élève à 2 885 millions de francs contre 2 337 millions de francs en 1986.

Les coûts d'acquisition et de gestion accusent une nouvelle baisse d'un point par rapport aux cotisations.

Les résultats d'exploitation font ressortir un bénéfice d'exploitation de 196,3 millions (non comparable à celui de l'an dernier du fait de la restructuration).

Compte tenu d'importantes plus-values réalisées sur des cessions de valeurs mobilières, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 877,2 millions de francs.

Ce résultat permet de distribuer un dividende de 100 017 600 F qui, augmenté de l'impôt déjà versé au Trésor (50 008 800 F), constitue un revenu global de 150 026 400 F.

Ce dividende, dont 87 400 000 F ont été versés sous forme dacompte en décembre 1987, a été versé, à concurrence de 100 017 568 F, à la société AGF SA, qui détient la quasi-totalité du capital d'AGF VIE.

AGF SA
Au cours de ce premier exercice d'activité de holding, l'ancienne société AGF VIE, qui a pris la raison sociale AGF SA, a encaissé des revenus d'immeubles, de participations et de titres de placement pour 364 millions de francs, dont l'acompte sur dividende versé par AGF VIE de 87,4 millions de francs.

Compte tenu des charges de gestion, le bénéfice net de l'exercice s'élève, après impôts, à 280,9 millions de francs.

Ce résultat permet de distribuer à la Société centrale des AGF qui détient la totalité des actions d'AGF SA un dividende de 251 178 000 F, qui, augmenté de l'impôt déjà versé au Trésor (125 589 000 F), constitue un revenu global de 376 767 000 F.

Ce dividende, dont 87 400 000 F ont été versés sous forme dacompte en décembre 1987, a été versé, à concurrence de 100 017 568 F, à la société AGF SA, qui détient la quasi-totalité du capital d'AGF VIE.

REPARTITION DU BÉNÉFICE DE L'EXERCICE 1987
La Société centrale des AGF, qui détient directement ou indirectement la totalité des actions des deux sociétés AGF SA et AGF IART, doit répartir à ses actionnaires les dividendes qui lui sont versés par ces sociétés dans l'exercice même de l'encaissement, en application de l'article L. 322-12 du code des assurances.

Au cours de la présente année elle doit donc répartir les dividendes qu'elle va recevoir de ces deux filiales au titre de l'exercice 1987 soit 270 600 000 F dont :

- 251 178 000 F en provenance d'AGF SA ;
- 19 422 000 F en provenance d'AGF IART.

Chacune des 22 millions d'actions de 18,50 F de valeur nominale composant le capital social au 31 décembre 1987 recevra donc :

Dividende	12,30 F
Avance fiscale	6,15 F
Dividende global	18,45 F

Chaque action AGF avait reçu au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Dividende net	Avance fiscale	Revenu Global	Nombre d'actions réémises	Valeur nominale
1985	61,40 F	30,70 F	92,10 F	2 200 000	185,00 F
1986	90,00 F	45,00 F	135,00 F	2 200 000	185,00 F
1987*	10,70 F	5,35 F	16,05 F	22 000 000	18,50 F

* Après division du titre par dix, en novembre 1986.

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

FONDS DE COMMERCE boutiques, bureaux, locaux commerciaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances

Tous les lundis, dans le journal «LES ANNONCES»

spécialisé depuis 43 ans

En vente partout 5,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 48-05-30-30

INTROUVABLE!!

AUTORADIO EXTRACTIONNELLE DE POCHE
130 GRAMMES
BLAUPUNKT DENVER SQM 108
4X25 WATT REELS PO-GO-FM-STEREO, Affichage digital, recherche électronique, 15 mémoires, entrées K7-CD

Disponible à prix Discount

SITRUK AUTORADIO 90, rue de Maubeuge
75010 PARIS (Gare du Nord)
Tél. : 45.26.46.46

Collection «Mondes en devenir» dirigée par Edmond JOUVE

LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN
(l'acte unique et le marché intérieur)
2^e Edition

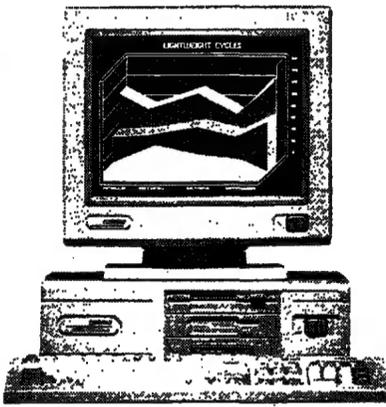
Mise à jour et augmentée
MARIE-FRANÇOISE LABOUZ
13,5 x 20 cm - 510 p. - 198 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

*Quand on rend
la technologie 80386
accessible avant les autres,
les autres suivent.
Mais après.*

à suivre

*nouveau
COMPAQ
DESKPRO 386s.*

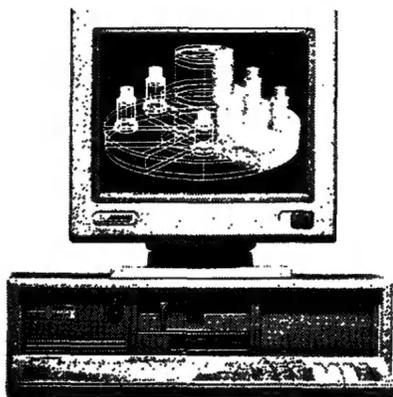


- INTEL 80386SX, 16 MHz, 32 - bit
- unité de disquette 5 1/4 - 1.2 Mo
- 5 1/4 - 360 Ko et 3 1/2 - 1,44 Mo en option
- 1 Mo de RAM, extensible à 13 Mo
- adaptateur graphique VGA (standard)
- disque dur 20 Mo ou 40 Mo ou 110 Mo
- 4 connecteurs d'extension libres
- protection par mots de passe
- 60% plus rapide que la plupart des micro-ordinateurs 80286 à 10 MHz.

Quand on lance
le micro-ordinateur
le plus rapide du monde
avant les autres,
les autres suivent.
Mais après.

ivre

nouveau 25-MHZ
COMPAQ
DESKPRO 386/25



- INTEL 80386, 25 MHz, 32 - bit
- unité de disquette 5 1/4 - 1,2 Mo
- 5 1/4 - 360 Mo et 5 1/2 - 1,44 Mo en option
- 1 Mo de RAM, extensible à 16 Mo
- carte graphique VGA (option)
- disque dur 110 Mo ou 300 Mo
- 6 connecteurs d'extension libres
- 60% plus rapide que la plupart des micro-ordinateurs 80386 à 20 MHz.

Depuis maintenant cinq ans, COMPAQ® bouscule l'industrie de l'informatique. D'abord en concevant les micro-ordinateurs les plus puissants et les plus rapides du monde. Ensuite en battant tous les records de dynamisme et de croissance dans le monde de l'industrie : première société à entrer dans le Top 500 de Fortune au bout de 4 ans seulement, un chiffre d'affaires dépassant le milliard de dollars au bout de 5 ans.

Aujourd'hui, COMPAQ® lance deux merveilles informatiques, largement en avance.

Première merveille : le COMPAQ DESKPRO 386s, premier micro-ordinateur à utiliser le dernier-né des microprocesseurs d'INTEL le 80386SX*.

Cet ordinateur est d'une conception totalement nouvelle qui n'est pas prête d'être rejointe. Il permet à de nombreux utilisateurs de bénéficier facilement des performances offertes par la technologie du microprocesseur 80386.

Deuxième merveille : le COMPAQ DESKPRO 386/25, c'est actuellement le micro-ordinateur le plus rapide du monde; tellement rapide qu'on en connaît beaucoup qui suivront longtemps avant de le rejoindre.

Cette fois, COMPAQ® est en avance de deux ordinateurs en ouvrant deux routes : la plus grande accessibilité, la plus grande rapidité. Les autres finiront par suivre. COMPAQ® restera le premier.

Pour vous faire mieux connaître ces deux nouveaux micro-ordinateurs, plus de 250 Revendeurs Agréés COMPAQ® vous attendent. Pour connaître le vôtre, appelez le : 16 (1) 69.86.71.71 ou écrivez à COMPAQ, 5, avenue de Norvège, 91953 Les Ulis Cedex.

* 80386, 80386SX, 80387 et 80387SX font respectivement référence aux produits INTEL 386, 386SX, 387 et 387SX qui sont des marques déposées de INTEL.

Géphy & Hainier

COMPAQ

à suivre.

Afrique

La libéralisation en Libye

Le « printemps de Tripoli »

TRIPOLI
de notre envoyé spécial

Le colonel Kadhafi aime frapper les imaginations. Il excelle dans la mise en scène, adroit des « coups » médiatiques. Mais, cette fois, lassé, indifférence ou méfiance d'une population qui a appris, en près de vingt ans, à connaître son imprévisible « Guide », ce qui devait mettre la touche finale à une succession impressionnante de gestes spectaculaires fut loin de soulever les foules libyennes. C'est à peine si, en dehors de l'enceinte où se déroulait la cérémonie, l'on savait ce qui s'y passait.

Et, pourtant, il ne s'agissait pas moins, en cette première quinzaine de juin, que d'abolir la peine de mort en Libye, d'y garantir toutes les libertés, d'y assurer « le droit de se déplacer librement partout dans le monde », d'y proclamer haut et fort que « chacun a la liberté est sacrée », que « chacun a droit à une justice honnête et équitable »... bref, d'adopter une charte des libertés et des droits de l'homme, dans un pays dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a jamais été réputé pour le libéralisme de son régime.

Dynamite, bulldozer et défenestration

Un corps diplomatique transporté — presque — au grand complet à quelque 1 200 kilomètres de la capitale, bon nombre de journalistes acheminés par les airs et par la route, des délégations étrangères réunies aux frais de la Jamahiriya, une retransmission télévisée en direct : tout avait été fait pour transformer Beida — localité située à environ 200 kilomètres à l'est de Benghazi — en capitale mondiale de la liberté. M. Yasser Arafat et le colonel Kadhafi lui-même apportèrent, par de longs discours, leur contribution à l'événement qui aurait dû, à en croire certains orateurs, reléguer toutes les précédentes déclarations ou chartes des droits de l'homme dans les musées de l'histoire.

Mais rien n'y fit, pas même une double retransmission télévisée — à vingt-quatre heures d'intervalle — de la même intervention du « guide de la révolution ». Il fallut bien se résoudre à l'admettre : l'enthousiasme n'était pas au rendez-vous, hormis dans l'hémicycle où débattaient les membres du Congrès général du peuple (qui joue le rôle de Parlement), soucieux de parfaire la « charte » — ou « déclaration verte », comme suggéra de l'appeler un délégué — avant de l'adopter à l'issue de deux jours de « débats ».

C'est que, pour trois millions de Libyens, l'essentiel avait déjà été fait. A la manière habituelle du bouilliant colonel : par la dynamite, le bulldozer et la défenestration... de paperasse administrative. L'essentiel, c'est-à-dire, après la libéralisation du commerce, l'ouverture des frontières et la suppression des visas de sortie.

Et, depuis le lundi 4 avril, date à laquelle le colonel Kadhafi annonça la suppression du poste-frontière avec la Tunisie, le « guide » a accumulé les initiatives visant à libéraliser son régime et à faire de la Libye « le pays de la liberté », à l'heure où il se joignait au projet de Grand Maghreb aux côtés de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc et de la Mauritanie.

Destruction de prisons, libération de la plupart des détenus — et de la quasi-totalité des prisonniers étrangers, un ressortissant franco-libanais, M. Abouzaid, restant, à ce jour, détenu, — limitation du rôle des « comités révolutionnaires », suppression des tribunaux d'exception, incitation à l'initiative privée en matière économique, et, enfin, l'annonce, le 25 mai, de la volonté libyenne de mettre un terme à l'aventure tchadienne : autant de mesures concrètes à propos desquelles certains n'hésitent pas à parler de « printemps de Tripoli ».

Mais qu'est-ce qui a bien pu pousser aussi soudainement le chef de la révolution libyenne

dans cette voie inhabituelle ? Ou, comme le demandait tout récemment un hebdomadaire de Tunis, *Réalités*, dans une enquête consacrée au plus remuant des dirigeants du Maghreb, le colonel Kadhafi a-t-il véritablement changé, ou ne fait-il, tel un roseau, que plier ?

« Kadhafi n'avait, en réalité, plus le choix ; et la seule solution qui s'offrait à lui était de pratiquer une politique d'ouverture ou de disparaitre », explique-t-on de source diplomatique à Tripoli, où l'on fait état d'un mécontentement qui ne fait que croître au sein de la population devant l'accumulation des épreuves. Depuis des années déjà, des magasins fermés ou vides. Une pénurie entravée par l'absence d'importations. Une crise alimentée par l'effondrement des revenus pétroliers (22 à 23,5 millions de dollars en 1980, 5,5 milliards en 1987), doublée de dépenses énormes en armements. Un sentiment d'étouffement dû à un encadrement très serré, très efficace, de la part des fameux comités révolutionnaires, garde précieuse du régime. Mais, surtout, un malaise palpable, une épée suspendue au-dessus de chaque famille, un boulet traîné par le diplomate, un gouffre pour les finances libyennes : le Tchad. Combien de victimes les ambitions tchadiennes du colonel Kadhafi ont-elles faites dans les rangs libyens ? Le chiffre est difficile à évaluer, peu de gens oseraient se lancer dans une estimation sérieuse. Mais, à chaque corps de soldat tué récupéré par sa famille, à chaque enterré, cette même question, à voix de moins en moins basse : « Pourquoi toutes ces dépenses, toutes ces épreuves, pour arriver à toutes ces défaites ? » Question que posent également les Tripolitains lorsque, dans la nuit du 15 avril 1986, les avions américains bombardèrent impunément leur ville en dépit de l'importance des sommes englouties dans le surarmement du pays.

Le rôle de l'Algérie

Le mécontentement populaire pouvait-il dégénérer au point de provoquer une explosion ? Certes non, estime-t-on généralement en Libye, même si la saturation était de plus en plus visible. Des signaux se faisaient plus clairs, que Kadhafi ne pouvait plus ignorer, les critiques plus insistantes ; des tracts circulèrent, des incendies ont éclaté que certains eurent vite fait d'attribuer à des cocktails Molotov. Mais plus que d'un mouvement de masse — dont l'éventualité est unanimement déniée — il se devait de sortir de son isolement et éviter l'asphyxie totale, tant à son régime qu'à son pays.

Dans cet effort de persuasion — de « pressions », disent des diplomates, — l'Algérie a tenu une place primordiale. Et le désir manifeste des Algériens de jouer un rôle prépondérant dans le Grand Maghreb en gestation n'est certainement pas étranger à cet effort, en dépit de l'irritation dont ils font preuve en privé devant certains agissements de leur voisin.

Alger se serait également attelé à persuader le colonel Kadhafi de « normaliser » son régime en créant un parti unique. Certains dirigeants libyens pencheraient en faveur d'une telle innovation qui faciliterait incontestablement les relations avec les « pays frères ». Mais la tâche reste ardue tant la contradiction serait flagrante avec la « Bible » de la Jamahiriya — le Livre vert

de Kadhafi, — qui décrit le parti de type classique comme étant « l'appareil de gouvernement de la dictature contemporaine », évidemment incompatible avec l'idée de « pouvoir populaire direct », chère au « guide de la révolution ». Un pouvoir qui ne saurait s'exercer autrement que par les « Congrès populaires de base ».

Les Algériens ne sont apparemment pas les seuls à avoir su convaincre le colonel d'inflechir sa politique. Les Soviétiques auraient ainsi usé de l'influence que leur procure leur situation de fournisseurs d'armes pour suggérer au « guide » cet infériorisme.

« Pourquoi que ça dure »

En tout état de cause, l'heure, en Libye, est à la devise : « pourquoi que ça dure ». Avec un sens aigu du pragmatisme, les Libyens veulent profiter au maximum de cette liberté nouvelle tant qu'elle leur est offerte. Et celle-ci a aujourd'hui pour nom Hâd Djedîr, poste-frontière avec la Tunisie, qu'ils ont été plusieurs dizaines de milliers à passer librement en quelques semaines ; car, de toutes les initiatives récentes de Kadhafi, l'ouverture sur la Tunisie est incontestablement celle qui a le plus favorisé la population.

« Ce qui était impensable il y a encore peu de temps, à savoir prendre sa voiture et monter jusqu'à Djedîr ou Tunis, représente pour les Libyens plus qu'une simple boutée d'oxygène. C'est un véritable vent de liberté », observe-t-on de source occidentale à Tripoli. Mais si la cote de popularité du colonel semble avoir bénéficié de sa politique d'ouverture, les Libyens n'en ont pas pour autant perdu toute lucidité, conscients que le « guide » n'en est pas à un revirement près. Rien, en effet, s'accorde-t-on à dire à Tripoli, ne garantit que Kadhafi ne revienne pas un jour ou l'autre sur ses décisions. Et, si on lui laisse à peu près à abstraire des prisonniers, ce même engin peut tout aussi bien servir à les reconstruire.

Cette prudence est particulièrement manifeste pour ce qui concerne le commerce. Plusieurs mois après la décision du colonel Kadhafi d'autoriser de nouveau — et même d'encourager — le commerce privé, celui-ci ne se montre pas particulièrement florissant. La moitié environ des boutiques de Tripoli ont rouvert, mais, dans la plupart de celles-ci, la poussière des années de fermeture tenait encore l'éclat des objets proposés, rarement d'une grande nouveauté.

C'est que les investissements restent discrets, ne dépassant guère le stade « artisanal », de l'événement d'un homme d'affaires, et, surtout, les importations ne sont qu'embryonnaires. Alors, pour le moment, on se contente souvent de ressortir de vieux stocks, qui ont servi d'escamotés il y a une dizaine d'années, lorsque le « guide » déclara hors la loi le petit commerce privé.

Le « printemps de Tripoli » n'en a pas moins suscité des vocations inattendues... dans l'armée. Nombreux d'officiers, encouragés à la fois par ce que l'on considère ici comme la fin de la guerre du Tchad (même si, dans certaines chancelleries, on se montre circonspect quant aux intentions réelles de Kadhafi vis-à-vis de son voisin méridional) et par la libéralisation économique, se lancent dans le commerce, comme activité d'appoint ou dans une totale reconversion.

Le colonel semble laisser faire, sinon encourager, ce mouvement. N'ayant jamais eu une confiance aveugle en ses forces armées, qu'il a constamment soustraites à un strict contrôle politique, le « guide » ne peut que se féliciter de voir ses officiers, au retour de la malheureuse aventure tchadienne, occupés à commercer plutôt qu'à comploter. Plusieurs précautions valent mieux qu'une, outre que les dépôts de munitions sont toujours placés sous la garde de fidèles du régime, l'armée reste un terrain de prédilection pour les comités révolutionnaires.

YVES HELLER.

TCHAD

La France complète à Abéché son dispositif antiaérien

La France a complété et renforcé son dispositif de défense antiaérienne au Tchad, dans le cadre du plan Epervier, en installant à Abéché, au nord-est du pays, de nouveaux moyens de missiles sol-air Crotale à courte portée.

Depuis la fin de l'année dernière, l'armée française a construit à Abéché une piste d'aviation en dur, longue de 2 800 mètres et large de 30, pour accueillir ses avions de combat les plus modernes qui ne pouvaient, alors, se poser que sur la seule piste de N'Djamena. Aujourd'hui, cette piste d'Abéché est opérationnelle et des moyens antiaériens la protègent, en particulier des missiles sol-air Crotale et des canons de 20 mm.

Outre les batteries mobiles de tir, l'armée de l'air française vient d'installer deux unités d'acquisition

(radars et calculateurs) pour mettre en œuvre les Crotale sans déviation, le cas échéant, déployer ses Mirage F-1 en alerte pour jouer le rôle de radars d'acquisition volants.

Ainsi, la piste d'Abéché, qui est la plus proche des frontières du Tchad avec ses voisins libyen et soudanais, disposera des mêmes moyens antiaériens de défense rapprochée (Crotale et canons) que la piste de N'Djamena, dotée en supplément d'une batterie de missiles sol-air Hawk.

D'autre part, selon le bureau de l'AFP au Gabon, les ministres tchadien, libyen et gabonais des affaires étrangères se réuniront du 5 au 7 juillet à Libreville pour discuter de l'ouverture de relations diplomatiques entre Tripoli et N'Djamena.

« dans l'esprit de la résolution prise lors du dernier sommet de l'OUA ».

SÉNÉGAL

Prochaine table ronde entre le gouvernement et l'opposition

Une « table ronde » entre gouvernement et partis d'opposition au Sénégal s'ouvrira à Dakar, le 4 juillet, rapporte, le lundi 27 juin, le quotidien gouvernemental *le Soleil*. Des invitations en ce sens ont été adressées, samedi, par le président Abdou Diouf aux seize formations d'opposition. La moitié d'entre elles ont fait savoir, lundi, qu'elles refusaient de participer à cette rencontre, dont le principe avait été acquis le 26 mai, après la rencontre entre le président Diouf et M. Abdoulaye Wade, chef de file du Parti démocratique sénégalais (PDS), principale formation d'opposition.

Cette rencontre avait contribué à dénouer la situation politique après plusieurs semaines de vives tensions, marquées par les graves émeutes qui ont suivi les élections générales du 28 février, l'imposition de l'état d'urgence dans la région de Dakar et le procès de M. Wade et de ses collaborateurs.

Les huit petits partis hostiles à une telle « table ronde » ont posé comme préalable la démission du chef de l'Etat, la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections. Parmi eux figurent And-Jeef et le Parti pour la libération du peuple (PLP), dont les dirigeants, MM. Landy Savane et Babacar Niang, s'étaient présentés à l'élection présidentielle. Ces formations estiment que le scrutin de février a été entaché de fraudes graves et que, par consé-

quent, le pouvoir actuel est illégitime.

L'important, dans la rencontre du 4 juillet, est que M. Wade, le plus représentatif des opposants, y participe. Au cours d'un « Club de la presse » de Radio-France Internationale, diffusé mardi, le président Diouf s'a par feuilleté l'idée d'une entrée gouvernementale de membres du PDS. « C'est une question de modalités, je ne peux en préjuger sans en avoir discuté avec tous les partenaires », a-t-il dit.

Le chef de l'Etat sénégalais estime que le dialogue avec l'opposition devra concerner tous les problèmes du pays, sans le contentieux lié aux élections présidentielle et législatives. « Il n'y a pas de contentieux électoral », a-t-il dit. « Les élections sont derrière nous ».

Evouant la crise scolaire, qui paralysait les lycées sénégalais depuis plus de cinq mois et l'université de Dakar depuis mardi, M. Diouf a annoncé certains partis d'extrême gauche, qu'ils aient ou non « utilisé cette force de frappe étudiante et scolaire ». Il a déclaré que la plupart des revendications matérielles ou scolaires avancées par les étudiants et les élèves étaient « justifiées », et que beaucoup avaient été satisfaites. Mais, a-t-il ajouté, il y a « une fuite en avant et un refus de reprendre les cours. [...] Nous avons l'impression de nous heurter à un mur d'incompréhension, et ce n'est pas politique ».

Amériques

ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

Les démocrates recherchent l'unité

WASHINGTON
correspondance

A moins d'un mois de la convention d'Atlanta, les démocrates, animés par un sens d'unité, s'efforcent d'éliminer, ou en tout cas de réduire, les points de friction entre les tendances. Ainsi, les représentants des deux principaux candidats à l'investiture démocrate se sont mis d'accord pour modifier les règles du parti dans un sens qui donne satisfaction à M. Jesse Jackson. Dans les futures conventions, le nombre des « super délégués » désignés par les dirigeants de l'appareil du parti et non élus dans les primaires ou les « caucus » (assemblées régionales) sera réduit de plus d'un tiers. « Une victoire pour le peuple », a déclaré M. Jackson, qui avait soutenu que le système des « super délégués » avait fonctionné à son détriment : avec 29 % des suffrages recueillis dans les primaires, il ne pouvait compter que sur cinquante-cinq « super délégués », alors que le gouverneur Dukakis, avec 42,5 % des suffrages, avait l'appui de trois cent soixante-deux « super délégués ».

En fait, la décision des instances du Parti est un compromis. M. Jackson n'a obtenu qu'un succès partiel : les gouvernements et les parlementaires démocrates continueront d'être automatiquement désignés comme délégués ; seuls les membres du comité national ne le seront plus. Néanmoins, l'état-major du Parti a fait des concessions à M. Jackson, estimant qu'il était important de lui assurer un succès de nature à compenser l'amertume prévisible de ses partisans devant le refus de M. Jackson de revenir pour une campagne de campagne, et le refus de M. Dukakis de mener une mission spéciale d'inspection des propositions de M. Jackson.

programme électoral officiel du parti.

« Le programme, élaboré à Denver, se veut modéré. Il ne prévoit aucune augmentation d'impôts, même si celle-ci devait affecter seulement des sociétés et des individus gagnant plus de 200 000 dollars par an, comme le recommandait M. Jackson. « Nous voulons un programme qui ne nous allie pas un nombre substantiel d'électeurs », a déclaré franchement le sénateur Graham de Floride. Beaucoup de démocrates pensent avec lui que l'engagement de M. Jackson d'augmenter les impôts fut une des raisons déterminantes de sa cuisante défaite à l'élection de 1984. De même, les amis du gouverneur Dukakis, représentant les trois quarts du comité du programme, ont rejeté la suggestion de M. Jackson d'un gel total des dépenses militaires.

Certes, le révérend noir pourra, de la tribune d'Atlanta, reprendre ses propositions sous forme d'appendices qui seront, à coup sûr, rejetés par la majorité de la convention, contrôlée par M. Dukakis. Le gouverneur aura ainsi une très bonne occasion de souligner, à l'attention de l'électorat, que le Parti démocrate a cessé d'être celui qui, traditionnellement, favorise une haute taxation ou une diminution des dépenses militaires.

« Nous sommes d'accord pour être en désaccord », ont déclaré les conseillers de M. Jackson, en ajoutant que leur patron leur recommandait de rappeler à leurs amis que « la victoire finale en novembre était ce qui comptait avant tout ». Jusqu'à nouvel ordre, en tout cas, les amis de M. Jackson ont en maintenant leur position, ne désignant pas vouloir prendre des décisions qui embarrasseraient les propositions de M. Jackson.

HENRI PIERRE.

Proche-Orient

Le conflit entre M. Arafat et Damas

Le camp de Chatila est tombé entre les mains de dissidents prosyriens

BEYROUTH
de notre correspondant

Le camp palestinien de Chatila, où il ne restait plus que des ruines, est tombé, le lundi 27 juin, entre les mains des dissidents prosyriens d'Abou Moussa. Le dernier carré des combattants arafatistes a déposé les armes et a été transféré mardi à l'aube vers le camp d'Aïn-el-Heloueh à Saida, dernier sanctuaire des partisans du dirigeant palestinien au Liban sud.

Les arafatistes tiennent encore le camp de Borj-Barajneh, dans la banlieue sud de Beyrouth, autrement plus vaste et beaucoup moins détruit que celui de Chatila. Mais ils sont encerclés et risquent d'y être, à plus ou moins long terme, pris au piège par leurs adversaires prosyriens, comme cela s'est passé à Chatila. Les arafatistes avaient pris le contrôle de ce camp ou de ce qui en restait au début de mai. Les rares locaux qui avaient survécu à la guerre chilo-palestinienne des années 1985-1988 étaient depuis pillonnés par les prosyriens, fors du soutien de l'armée de Damas, dont le déploiement autour de ce camp a été parachévé par son entrée, le mois

dernier, dans la banlieue sud. La pression syrienne par Palestiniens interposés s'est fortement accentuée au cours des dernières quarante-huit heures, entraînant finalement la reddition des arafatistes.

Les termes de cette reddition ont été négociés par des officiers libyens, brusquement apparus sur la scène sans doute à la suite d'une démarche de M. Arafat auprès du colonel Kadhafi. Finalement, l'évacuation — « honorable » — est intervenue mardi à 4 h 30, en application d'un accord en six points comportant essentiellement, pour les arafatistes, le droit d'emporter leurs armes individuelles — comme en août 1982 lorsque les combattants palestiniens de tous bords évacuèrent Beyrouth-Ouest assiégée par l'armée israélienne — avec la garantie de l'armée syrienne et sous la supervision des officiers libyens.

L'assaut sera-t-il donné rapidement à Borj-Barajneh, ultime bastion des partisans de M. Arafat à Beyrouth ? Ce camp a cessé d'être un sanctuaire, depuis qu'un chapelet de postes syriens l'entoure de trois côtés. Damas, à qui tout réussit ces jours-ci au Liban, pourrait être tentée d'y pénétrer. Mais l'hypothèse

d'une phase de pourrissement préalable est également plausible. Elle correspond mieux aux méthodes consistant à digérer un acquis avant de passer à la phase suivante.

Cela étant, il est souvent arrivé par le passé qu'Arafat, éliminé quel que part au Liban, y resurgisse des mois, voire des années plus tard. Cela s'est produit au sud, où il est revenu en force et où il s'y trouve toujours, au nord, par intérimistes interposés — à leur tour éliminés — et à Beyrouth, où l'éviction de ses troupes eut, en 1982, un retentissement mondial, avant qu'elles ne réapparaissent dans les camps. Les retournements d'alliances auxquelles se livre M. Arafat, qui est en bons termes à la fois avec les chrétiens, les druzes et le Hezbollah au Liban — n'ont d'égal que la constance de son conflit avec le régime syrien, sa rencontre avec le président Hafez El-Assad n'ayant rien changé au fond des choses. Une fois de plus l'OLP a mis Damas en accusation à propos de la chute du camp de Chatila. Le Liban, y compris Beyrouth-Ouest, qui s'enflamme jadis pour les Palestiniens, a assisté sans passion ni émotion à son agissement puis à sa mise à mort.

LUCIEN GEORGE.

ISRAËL

Importantes mesures de sécurité à Jérusalem pour l'anniversaire de l'annexion de la Ville sainte

La police israélienne a pris, le mardi 28 juin, d'importantes mesures de sécurité pour faire face à toute éventualité à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'annexion du secteur oriental de la ville, qui devait être marqué par une grève générale de la population palestinienne. Dans son vingtième communiqué diffusé il y a une semaine, la Direction militaire du secteur a appelé les habitants des territoires occupés à manifester, avec le slogan : de « Jérusalem, capitale de l'Etat palestinien ».

A la suite de heurts entre manifestants et forces de l'ordre, les autorités ont fermé une vingtaine d'écoles en Cisjordanie. La police a, en outre, décidé d'établir des barrières aux entrées de Jérusalem afin d'empêcher les jeunes Palestiniens des territoires occupés de pénétrer dans la ville. Dans la bande de Gaza, le couvre-feu a été prolongé dans plusieurs camps palestiniens.

Par ailleurs, vingt-cinq Palestiniens ont été arrêtés dimanche soir à Jérusalem. — (AFP, Reuter.)

Péle

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie après l'accord Lafleur-Tjibaou

Le président du RPCR, M. Lafleur, et le président du FLNKS, M. Tjibaou, se sont engagés, le lundi 27 juin, à ne pas ménager leurs efforts pour convaincre leurs partisans respectifs du bien-fondé de l'accord conclu, dimanche, à l'Hôtel Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. « Je crois que cela sera relativement vite fait », a déclaré M. Lafleur. « Je passe ce que nous avons fait tout n'est pas bon pour chacun mais il y a du meilleur pour tout le monde... »

« On s'est engagé en tant que responsables de mouvements; il reste à recevoir l'appui de nos mandants », a souligné M. Tjibaou. « Désormais on va tirer dans le même sens, on va travailler pour un même pays. Désormais, il nous est permis d'espérer qu'on va construire ensemble, dans la paix, pour toujours. »

Interrogé sur l'esprit de conciliation de M. Lafleur, le président du FLNKS a répondu: « Nous n'avons pas encore compris ce retraitement mais nous le saluons. Comme il est menacé dans sa santé, il voulait peut-être faire un testament pour ses enfants. »

A Paris, le Parti socialiste a estimé que « l'histoire attribuera au grand seigneur des responsabilités » de MM. Lafleur et Tjibaou, ainsi qu'à l'« efficacité » de M. Rocard.

Tout en jugeant « inutile » le recours à un référendum national, M. Madelin, député général du Parti républicain, a dit « bravo! » à la conclusion de l'accord.

Seule note discordante, en métropole, le point de vue de M. Le Pen selon lequel cet accord serait « doublement antidémocratique » au motif que tous les partis concernés n'avaient pas été invités aux négociations et que le gouvernement ne voulait pas s'en tenir aux résultats du référendum du 13 septembre 1987. De l'avis du président du Front national, « cette politique engage de façon évidente un processus inéluctable d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ».

A l'Hôtel Matignon, on précise que le projet de loi sur l'administration directe du territoire

par l'Etat, pendant un an, à compter du 14 juillet, sera soumis au Parlement « très rapidement » après son adoption par le conseil des ministres du mercredi 29 juin.

Selon des sources indépendantistes, le nouveau haut-commissaire de la République à Nouméa pourrait être l'ancien directeur général de la gendarmerie nationale, M. Jean-Claude Perrier, conseiller d'Etat, qui avait participé à la « mission de dialogue » envoyée sur place par M. Rocard. Il serait assisté de M. Jacques Lékvavé, sous-préfet, originaire de l'île de Tiga (Louté), ancien secrétaire général adjoint du territoire.

Sur place, les seules réactions hostiles émanant de l'extrême droite. La section locale du Front national estime que « la cause indépendantiste a fait un grand pas en avant » et « refuse de tomber dans le piège du consensus à tout prix ».

Le Front calédonien considère, de son côté, que l'accord « ne contient pratiquement pas de garanties pour les loyalistes » et qu'il « hypothèque l'avenir du territoire ».

Dans les milieux indépendantistes, c'est la perplexité qui prévaut. Faute d'informations « claires et précises », le bureau politique du FLNKS a retardé sa prise de position. Toutefois, l'Agence kanak de presse faisait état, lundi, de la « surprise » des militants locaux devant « des résultats aussi rapides qu'inattendus » et de l'existence d'un « sentiment de déception »: « Les militants se demandent, ajoutait l'organe du FLNKS, s'ils ne seront pas une fois de plus trompés. » Exprimant ses réserves sur plusieurs des dispositions retenues dans les deux annexes de l'accord, l'Agence soulignait: « Les militants souhaiteraient une déclaration du premier ministre ou du président de la République pour cadrer la philosophie de ce projet car actuellement la perspective de l'indépendance n'est pas vraiment acquise. Nul doute que le président du FLNKS aura du travail à faire pour faire comprendre aux militants qu'il s'agit d'un compromis dans lequel les acquis font avancer la revendication de souveraineté de manière assez significative et définitive pour s'y engager. »

Un compromis fragile, une certaine « déception » chez les indépendantistes

Jean-Marie Tjibaou vantait les vertus de la coexistence pacifique et Jacques Lafleur exultait la compréhension mutuelle. Jacques Lafleur préférait la conciliation, Jean-Marie Tjibaou en rajoutait. Jean-Marie Tjibaou rendait hommage aux concessions faites par Jacques Lafleur, Jacques Lafleur parlait au passé de ses « adversaires d'hier... »

« Exceptionnel dialogue! C'était le lundi 27 juin sur Europe 1 et TF 1. Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République et le président du Front de libération nationale kanak et socialiste, côte à côte, dialoguaient en partenaires, échangeaient des amabilités. Fantastique renversement de situation! Hier, la violence; aujourd'hui, la fraternisation. »

Tout au long de la journée, Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur n'avaient pourtant cessé de réaffirmer leurs différences politiques. Ils avaient sans cesse répété, l'un et l'autre, que le compromis conclu le 25 juin à l'hôtel Matignon n'était qu'un « mauvais accord » pour chacun des deux camps. Mais les deux hommes, inégalement privilégiés, insistaient sur la nécessité de donner la priorité absolue à la restauration de la paix civile.

Cela dit, Jacques Lafleur retenait surtout que le FLNKS reconnaissait le caractère incontournable de la majorité « loyaliste » et sa prépondérance à Nouméa et dans l'ensemble de la région sud du territoire. Il appréciait que les Canaques acceptent de compter les authentiques Calédoniens d'origine européenne et leurs descendants au nombre des « populations intéressées à l'avenir » du territoire et donc susceptibles de participer au futur scrutin d'autodétermination. Il précisait surtout, à terme, la fin du mouvement indépendantiste, laissant entendre que l'expérience de la gestion du FLNKS dans les « provinces » contrôlées par les amis de Jean-Marie Tjibaou suffirait à rame-

ner la plupart des Canaques vers le giron de la République française: « Chacun va démontrer dans sa région ce qu'il est capable de faire dans une espèce de compétition. Nous, nous allons, je l'espère, transformer notre région en une sorte de paradis économique et social, culturel et humain, expliquait le député RPR dans les colonnes du Figaro. Nous avons d'immenses projets pour faire en dix ans de notre région la vraie vitrine de la France dans le Pacifique de l'an 2000. »

Pendant ce temps, au cours d'une conférence de presse, Jean-Marie Tjibaou faisait exactement le pari inverse. L'accord de Matignon présente à ses yeux plusieurs avantages. Il voit la possibilité pour la communauté canaque de disposer, sous l'arbitrage de l'Etat, juge impartial, des « outils de décolonisation » indispensables pour « préparer une indépendance viable ». Il y trouve la garantie de pouvoir fournir à son mouvement le programme de formation de cadres qui lui permettra, le moment venu, d'accéder à l'indépendance « dans de bonnes conditions ». Il note que les contrats de plan, dont la signature avec l'Etat est prévue pour la période 1990-1993, devraient donner aux régions de l'intérieur de la Grande Terre et aux îles Louté, à tous les points de vue sous-développées, les moyens de faire un « grand bon en avant » pour que, le moment venu, la Kanaky ne se situe pas dans le peloton des pays les plus pauvres du monde.

Jean-Marie Tjibaou, qui a toujours préféré la charrue au fusil, a compris le parti économique, social et culturel que sa communauté pourrait tirer de cet accord-cadre... pour peu que Jacques Lafleur et ses amis acceptent de Michel Rocard ce qu'ils ont toujours refusé d'Edgard Pisani. Cette fois, la formule de l'« indépendance-association » n'est pas mentionnée dans le plan de Michel Rocard, mais Jean-Marie

Tjibaou la discerna en filigrane. Il mise sur l'évolution démographique du territoire, plus propice aux Canaques qu'aux Caldoches, même si, toutes choses égales par ailleurs, aucun renversement démographique n'est assuré, en la faveur du FLNKS, avant... 2010.

Si l'accord de Matignon est appliqué dans l'esprit qui a présidé à sa conception, il se révélera, en effet, encore plus favorable aux Canaques que le plan d'Edgard Pisani. Les Canaques, peu à peu, aidés en ce sens par le pouvoir central, partageront mieux tous les pouvoirs avec les Caldoches. Et s'ils demeurent indépendants à 80% ils finiront par accéder à l'indépendance en douceur. A condition, bien entendu, que le pouvoir central ne change pas d'orientation. Une condition dont le caractère aléatoire — référendum national ou pas — s'échappe à personne, ni à Jean-Marie Tjibaou ni à Jacques Lafleur.

« J'irais planter des ignames » Le plus extraordinaire dans l'accord de Matignon, c'est justement que ces deux joueurs fassent fi de leurs prévisions habituelles pour adhérer franchement à un dispositif dont l'issue dépend de tant de conditions incertaines que l'expérience du passé autorise le scepticisme.

Le comportement personnel de Jacques Lafleur et de Jean-Marie Tjibaou au cours de ces dernières quarante-huit heures est pourtant demeuré d'ambiguïté. Le président du RPCR, a clairement indiqué, lundi, qu'il se porte garant du respect de l'accord par son camp.

Jean-Marie Tjibaou, lui, n'a pas cherché à finasser. Il a avalisé en bloc la déclaration commune par laquelle dimanche par les délégations du RPCR et du FLNKS ainsi que ses deux annexes, sans exprimer la

moindre réserve sur ces textes complémentaires, malgré les réticences de ses propres lieutenants.

Alors que le « second » du FLNKS, Yeiwéné Yeiwéné, venait d'indiquer, lundi après-midi, qu'à ses yeux l'annexe numéro deux, portant « dispositions institutionnelles et structurelles préparatoires au scrutin d'autodétermination de 1998 », ne pouvait être considérée comme « signée » par les délégués indépendantistes, Jean-Marie Tjibaou a dit le contraire.

Au cours de la même conférence de presse, quand Yeiwéné Yeiwéné a estimé que la délégation du FLNKS ne pouvait être engagée par la déclaration faite, dimanche matin, par le premier ministre sur les perspectives de la Nouvelle-Calédonie à moyen terme, le président du FLNKS a dit le contraire. Il est clair que Jean-Marie Tjibaou a l'intention de plaider personnellement pour l'ensemble du « paquet » devant le comité directeur de l'Union calédonienne, le 2 juillet, puis devant la convention du FLNKS le 15 juillet. Il mettra toute son autorité dans ce qu'il considère comme « un engagement militant » de sa part.

Pour lui, seuls l'avis contraire de la majorité des militants du FLNKS ou une réponse négative des Français au futur référendum national sur le projet de loi pourraient « réduire à zéro » cet échafaudage. Jacques Lafleur ne dit pas autre chose: « Si qui que ce soit remettrait en cause un seul point de l'accord, tout l'accord serait déchiré », précise-t-il.

« Le mérite du gouvernement a été de trouver des passerelles d'équilibre entre des positions divergentes des uns et des autres », souligne, pour sa part, Jean-Marie Tjibaou. Que ferait-il s'il était désavoué par sa base militante? « Je rentrerais chez moi à Hienghène, pour

planter des ignames », répond-il en souriant, et Rocard, lui, s'en irait planter des choux... »

Par quelle alchimie magique le « chef terroriste » de la « Kanaky » et le « suppôt du conservatisme » en « Caldochie » se retrouvent-ils ainsi au coude à coude, métamorphosés pour « tirer dans le même sens », selon leur propre expression?

La réponse à cette question relève plus de la psychologie que de la politique. Ce qui réunit aujourd'hui Jacques Lafleur à Jean-Marie Tjibaou, c'est une farouche volonté commune de ne plus voir leur « pays » verser dans la violence. Les morts d'Ouvéa hantent leur sommeil. A plusieurs reprises, au cours des négociations, le président du RPCR a fait allusion à son état de santé, altéré par de fréquentes alertes cardiaques. Il s'est exprimé comme un homme qui, parvenu au crépuscule de sa vie, aimerait « faire quelque chose ». « Quelque chose » pour sortir enfin sa terre natale de l'engrenage infernal qui la mine depuis si longtemps. Pour favoriser une réconciliation historique entre la communauté qu'il incarne et la communauté mélanésienne qu'il a si longtemps négligée. Pathétique prise de conscience...

« Une franche explication » Le président du FLNKS, lui, a été profondément affecté par les dramatiques événements d'Ouvéa. Comme Jacques Lafleur, il dit: « Plus jamais ça! » Chez lui aussi, le politique s'est effacé devant l'homme en cette nuit du 25 au 26 juin.

Mais il n'est pas toujours facile de faire de la bonne politique avec de bons sentiments. Quelque peu débuté par l'aval de principe déjà donné par son président au plan du premier ministre, le numéro deux du FLNKS, Yeiwéné Yeiwéné, n'a pas caché son trouble. Il a même eu

avec lui, samedi, avant le début des négociations à l'hôtel Matignon, une franche explication, comme disent les diplomates pour minimiser les disputes. Il l'a mis en garde contre les conséquences d'un accord conclu trop rapidement, contre les risques d'être enfermé prématurément par un cadre rigide et contre, surtout, les réactions de militants convaincus que l'indépendance était désormais à portée de la main. Une amitié profonde lie ces deux dirigeants de l'Union calédonienne qui se sont toujours parfaitement répartis les tâches à la tête du mouvement indépendantiste.

Ces liens se sont-ils distendus depuis les responsabilités prises par Yeiwéné Yeiwéné dans le déclenchement de l'affaire d'Ouvéa, à l'insu, parfois, de Jean-Marie Tjibaou? C'est possible. Les deux hommes, depuis deux mois, évitent d'aborder le sujet. Il n'en demeure pas moins que, lorsque, samedi, Jean-Marie Tjibaou a menacé de se retirer si son numéro deux refusait de l'accompagner à l'hôtel Matignon, Yeiwéné Yeiwéné s'est incliné. La solidarité a prévalu. Car Yeiwéné Yeiwéné sait bien, comme ses compagnons Léopold Jorédié et Caroline Macheloro, qui partagent ses craintes, qu'une démission du président du FLNKS serait pire, pour le mouvement indépendantiste, qu'un médiocre compromis avec le gouvernement.

Le numéro deux du FLNKS, toutefois, avait convaincu Jean-Marie Tjibaou de rappeler fermement la position du FLNKS dès l'ouverture de la réunion du samedi. C'est ainsi que le président du FLNKS avait remis au premier ministre une lettre ballant sa participation aux conversations. « Cette négociation ne concerne pas seulement la mise au point d'un statut interne d'un territoire de la République, mais également le processus permettant au peuple kanak de retrouver sa dignité dans une souveraineté restituée, pouvait-on lire. Cette négociation concerne au premier chef l'Etat français, depuis cent trente-quatre ans responsable du devenir de la Nouvelle-Calédonie, et les représentants du peuple canaque. C'est dire que l'Etat ne peut pas s'abriter derrière une position d'arbitre. Il n'est pas juge mais acteur (...). Compte tenu des humiliations et des souffrances que nous venons de connaître, il ne nous est pas possible d'engager immédiatement (l'adverbe était souligné) le peuple kanak dans une voie qui n'offre pas de perspective claire sur son accession à la souveraineté (...). Nous sommes un peuple qui a toujours été trompé. L'annonce d'une politique de décolonisation sans explication préalable ne pouvait conduire qu'à la défiance, alors que nous avons tous besoin d'une large adhésion. »

Au terme des négociations, dimanche matin, l'obligation de s'accorder — à la fois avec Jacques Lafleur et avec Michel Rocard — pour construire ensemble une « case nouvelle » l'avait emporté, chez Jean-Marie Tjibaou, sur tout sentiment de défiance. Et le président du FLNKS, qui ne saurait être suspecté de naïveté, se justifiait, auprès de ses lieutenants, avec un argument qu'ils pouvaient difficilement rétorquer: « C'était bâtir la paix ou faire la guerre. »

Artisans de la paix, Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur vont assumer ensemble le « risque d'être condamnés », sur place, par leurs propres troupes. L'avenir du territoire dépendra d'abord de leur capacité de persuasion et d'entraînement. La réussite du plan de Michel Rocard sera entièrement liée à l'accueil qui sera fait à leur bonne volonté moralisatrice dans un territoire nourri de passions antagonistes.

Par un étrange paradoxe, le sort de l'accord de Matignon, qui suscite en métropole un quasi-consensus, va ainsi reposer, ces jours prochains, sur trois hommes aux destins divergents. C'est dire toute son importance, mais aussi toute sa fragilité.

ALAIN ROLLAT.

Ouvéa, deux mois après

Pèlerinage et règlements de comptes

Les quatre militants du FLNKS libérés après avoir été emprisonnés en métropole dans le cadre de l'enquête en cours sur les circonstances de l'attaque de la gendarmerie de Fayoué, le 22 avril, et sur la prise d'otages de Gossana, ont rejoint, le lundi 27 juin, leur île natale. Le chef politique et spirituel de la tribu de Gossana, Djubelly Wéa (le Monde du 21 juin), et ses trois compagnons ont souligné « l'ampleur de la solidarité » qu'il avait rencontrée durant leur séjour forcé dans la région parisienne. Ils ont retrouvé une île qui reste traumatisée par les événements qu'elle a vécus.

NOUMÉA de notre correspondant

Un matin, Grégoire-Célestin, trois ans et demi, a gravement averti sa mère: « Papa est mort, je ne vais plus à l'école. » Son père, Samuel Dao, fait partie des victimes de l'assaut de la grotte de Gossana. Chaque fin d'après-midi, en rentrant des champs d'ignames, les jeunes de la tribu composent des refrains et des danses à la mémoire des dix-neuf « martyrs »: sur le mode de l'épopée, on retracé leur coup de main et leur sacrifice.

Le site de la grotte est maintenant devenu un lieu de pèlerinage. Des délégations de tout l'archipel viennent « faire la coutume » devant le « trou sacré ». Le regard vissé au sol, les visiteurs se recueillent à l'entrée de cette cuvette corallienne encore jonchée de marmittes, de boutelles d'eau minérale, de truelles de combat et de piles électriques. Il est formellement interdit de déplacer

une seule pièce de ce strict ordonnance, sous peine de provoquer le courroux du totem du lieu, un serpent.

Car l'univers des tabous canaques ne souffre aucune entorse. Quelques jours avant la prise d'otages, des adolescents « irresponsables » se sont rendus coupables d'une grave faute coutumière: en se baignant dans un trou d'eau sacré proche de la grotte. Le 22 avril, ils devaient « faire la coutume » avec le propriétaire du trou pour réparer l'offense. Mais, subitement, le commando FLNKS a surgi en trombe de Fayoué et a pris possession des lieux avant que la cérémonie d'excuses n'ait eu le temps de se dérouler. L'équilibre des choses était rompu. Dès lors, l'endroit n'était plus protégé: Alphonse Dianou ignorait que les esprits ne veilleraient plus à l'invincibilité de ses guerriers.

Deux mois après le début de l'affaire, la plaie est toujours à vif. Mais, l'armée disparue, la gendarmerie claquemurée à Fayoué, la colère se retourne aujourd'hui contre les « traîtres ». Une guerre civile harvée a opposé, ces dernières semaines, Canaques FLNKS et RPCR. Une quinzaine de cases ou d'habitations ont été incendiées sur l'île.

Dans le district nord de Saint-Joseph, Téouta, la tribu d'Alphonse Dianou, s'est vidée de ses habitants. Devant l'occupation du village par l'armée, les familles FLNKS avaient traversé la forêt pour se réfugier à Gossana, une tribu « amie ». Puis est venue l'heure des règlements de comptes. Après l'assaut de la grotte, le vieux « porteur de thé » chargé de l'identification des corps a retrouvé les sept morts de Téouta regroupés par clans. « Seul un Canaque collabo-

rait avec l'armée pouvait faire un tel tri », concluent les indépendantistes. Peu après, les familles RPCR voyaient leurs cases incendiées l'une après l'autre. Elles ont dû se replier sur la tribu de Wénéki, dont le grand chef, Bazil est anti-indépendantiste.

Le petit bouc de piste de caillou — à peine 1 kilomètre — qui sépare Gossana de Wénéki est devenu un no man's land enflé par l'espionnage. Les tensions politiques actuelles se greffent sur des clivages ancestraux. Gossana a toujours refusé de faire allégeance aux prétentions de la chefferie de Wénéki: un contentieux qui s'est ensuite doublé, à l'arrivée des missionnaires, d'une rivalité entre protestants et catholiques.

Sur le bord de la route, on peut croiser M^{me} Haewé, dont le fils Martin — le seul « stagiaire libyen » d'Ouvéa — est mort lors de l'assaut de la grotte. Mais la vieille dame n'en continue pas moins d'afficher de solides convictions anti-indépendantistes: « C'est triste les dix-neuf morts de la grotte, mais cela ne serait jamais arrivé s'il n'y avait eu la mort de quatre gendarmes de la brigade. »

Pour l'heure, ce face-à-face crispé reste contenu, codifié selon les règles canaques. Dans le district de Fayoué, au centre de l'île, les choses commencent à tourner à l'aigre après l'incendie de la case d'un militant anti-indépendantiste. Ses amis ont riposté et livré aux gendarmes deux jeunes indépendantistes. Pour stopper l'engrenage, Cyril Wenegé, le grand chef du district, convoquait aussitôt ses « sujets » et rappelait tout le monde à l'ordre. Chacun a admis, raconte un participant, qu'« il ne servait à rien de se déchirer entre Canaques ».

FREDERIC BOBIN.

Rentrée des classes

M. Gilles Walter, enseignant au collège protestant de Fayoué (île d'Ouvéa), nous a adressé la lettre suivante:

« Les écoles viennent de rouvrir leurs portes à Ouvéa. La première récréation a été impressionnante de silence. Les enfants, réunis par petits groupes, se racontaient l'histoire des dernières semaines presque à voix basse. Les mots « justice », « canon », « hélicoptère » revenaient inlassablement.

Le matin même, dans le car de ramassage scolaire, ils avaient tous été foudroyés par les gendarmes mobiles, mitrailleurs à l'épaule. Quelle arme secrète pouvait cacher les cartables, à part la perte d'un père, d'un frère ou d'un cousin? »

Dix-neuf morts, trente-trois prisonniers, c'est beaucoup pour une île de deux mille cinq cents habitants. C'est justice, clament certains. Dix-neuf Canaques morts pour quatre gendarmes, est-ce de l'arithmétique occidentale? Est-ce cela la justice française? »

Pour justifier cette tuerie, le gouvernement de Jacques Chirac a affirmé que la vie des otages était en danger. Pourtant, à Ouvéa, tout laisse à penser qu'il n'en était rien. Des coutumes — présents tels que nattes, manous, casse-tête — avaient été préparés pour leur libération en signe d'excuse. »

De plus, les porteurs de thé, ceux qui apportent le ravitaillement à la grotte, répètent que les otages étaient très bien traités, et tous s'attendaient à une libération après le 8 mai. Qui croire? »

A côté de cette terrible interrogation, deux certitudes habitent les gens d'Ouvéa: l'armée a usé de torture pour découvrir l'emplacement de la grotte et a exécuté après l'assaut trois ravisseurs blessés et un

porteur de thé. Ces certitudes proviennent de très nombreux témoignages. Si ces derniers sont contestés en métropole, ici ils ne sont remis en question par personne, RPCR compris. Pourquoi? »

Dans la culture orale des Canaques, la parole est sacrée et par là aucun habitant de l'île ne peut mettre en doute la parole donnée des témoins. L'idée qu'il y ait eu une désinformation voulue et organisée est un non-sens. Mettre en doute les témoignages de torture et d'exécutions commises, c'est faire injure aux deux mille cinq cents Canaques de l'île, et, par extension, à tous ceux de la Nouvelle-Calédonie; c'est nier leur culture, leur coutume et donc leur existence.

La mise en lumière de la vérité ne pourra pas sécher les larmes des écoliers d'Ouvéa. Elle permettra peut-être d'atténuer leur désir de vengeance et freiner ainsi l'engrenage de la violence. »

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements:

45-55-91-82

poste 4138 - 4324

Politique

La préparation des élections municipales à Marseille

Les militants socialistes choisissent M. Pezet

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Michel Pezet a été désigné le lundi 27 juin, comme tête de liste du PS pour les prochaines élections municipales à Marseille, au terme d'un référendum auquel ont participé près de six mille militants appartenant aux soixante-trois sections de la ville. Il a obtenu 94,77 % des suffrages exprimés (1) face au maire socialiste de Marseille, M. Robert Vigouroux, qui avait publiquement récusé le référendum et à maintenu sa candidature comme tête de liste, passant outre cette procédure.

La désignation de M. Pezet, ratifiée à l'unanimité par le comité directeur fédéral, marque l'aboutissement d'une procédure électoratoire qui avait été décidée le 15 juin par le bureau exécutif national du PS.

Deux approches différentes

Après que des « comités Vigouroux » eurent pris l'initiative d'une campagne en faveur du maire de Marseille, une conciliation avait été vainement tentée vendredi par le bureau exécutif du PS pour amener l'un des deux postulants à se retirer. Dans une lettre adressée au premier secrétaire de la fédération, M. Yves Vidal, dimanche, M. Vigouroux avait alors récusé le référendum, qui ne répondait pas, selon lui, « aux critères qu'exige une normale démocratie ». Dans cette lettre il se prononçait pour un audit de la fédération en suggérant une vérification des méthodes d'attribution des cartes qui avaient fait, dans le passé, l'objet de multiples contestations. « Si ce référendum était entrepris, avait-il souligné, je demanderais à tous mes amis de s'abstenir dans une telle procédure ».

M. Vigouroux n'ignorait pas en fait que le vote des militants ne pouvait que

lui être défavorable. Or, malgré ses consignes, trois sections seulement, animées par des membres du courant Socialisme et République, ont finalement décidé de ne pas prendre part au référendum. Celui-ci constitue un succès pour M. Pezet, qui peut désormais se prévaloir de la légitimité du parti. M. Pezet a toutefois cherché à calmer le jeu en affirmant que le combat qui l'avait opposé à M. Vigouroux était celui de « deux approches différentes de la vie politique » et non pas celui d'« ambitions personnelles ». « Je suis persuadé, a-t-il déclaré, que cela passera et que les militants se rassembleront pour la difficile bataille que nous aurons à mener l'an prochain ».

M. Pezet a également pris soin d'expliquer que sa candidature n'obéissait à aucun sentiment de « revanche » ni à « une volonté de puissance ». « Je me suis incliné devant le vote de dix-neuf collègues », a-t-il ajouté en se référant au choix fait en mai 1986 par les partisans de Gaston Defferre au conseil municipal, qui avait désigné M. Vigouroux comme maire de Marseille. « Aujourd'hui je demande qu'on s'incline devant le vote de près de six mille militants ».

La question se pose néanmoins de savoir ce que va faire le maire de Marseille, qui s'est placé dans la logique d'une liste concurrente à celle de M. Pezet, s'appuyant, comme l'affirment les animateurs des « comités Vigouroux », sur « la majorité silencieuse des Marseillais ».

GUY PORTE.

PROPOS ET DÉBATS

M. Badinter

Talents

M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, invité de « Sept sur sept », sur TF 1, le dimanche 26 juin, a commenté l'élection de M. Laurent Fabius au « perchoir » en soulignant que quatre présidents de l'Assemblée nationale étaient devenus présidents de la République. Tenir à un devoir de réserve de par sa fonction, M. Badinter a indiqué toutefois qu'il « aime beaucoup » M. Fabius, « homme de tous les talents ». Interrogé sur les recours concernant les élections législatives, l'ancien garde des sceaux a déclaré : « Nous procédons très minutieusement, [...] avec beaucoup de scrupules, [...] mais nous essayons d'aller vite, car il n'est pas bon que pèse sur un député la menace d'une invalidation ».

M. Hernu

Stabilisateur

M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, a déclaré, le dimanche 26 juin, qu'il faut « redonner sa cohésion » au Parti socialiste à l'aide de ceux qui sont des « rassembleurs » et faire en sorte que « François Mitterrand puisse appliquer sa politique ».

Selon M. Hernu, qui s'exprimait sur la Cinq, « le moment n'est pas venu de chercher qui sera candidat à la prochaine présidentielle ».

« François Mitterrand est là, et ce parti, qui est le plus grand parti de France, a besoin d'un stabilisateur. » Un groupe, selon M. Hernu, qui devrait compter « des hommes et des femmes de la nouvelle génération Mitterrand », dont Louis Mermaz, Louis Maxandaou, Pierre Meuroy et lui-même.

M. Mermaz

Tarte à la crème

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, le dimanche 26 juin, au « Forum » FR 3-RMC, que l'ouverture « ne doit pas devenir la tarte à la crème de la vie politique française ». « Il faut prendre son temps, a-t-il dit. Il ne faut pas demander à des hommes et des femmes qui ont été élus sur des programmes, sur des démarches, sur des perspectives, de [...] changer brusquement d'attitude. » Selon M. Mermaz, il revient au groupe socialiste « de prendre les initiatives ». Il a observé, « d'autre part », que si les socialistes ne disposent que d'une majorité relative, la gauche atteint la majorité absolue.

La réunion du comité central du PCF

« Moins de bombes, plus d'écoles »

La session du comité central convoqué par la direction du PCF devait s'achever le mardi 28 juin. Lundi, les membres du « parlement communiste » ont entendu un rapport introductif de M. Georges Marchais consacré à la situation politique après les élections législatives et aux priorités du parti. Parmi la dizaine d'interventions du premier jour, celles de MM. Anicet Le Pors, Lucien Sève et Charles Fiterman semblent avoir été les plus marquantes. Le PCF s'apprête à lancer une campagne dans les universités sur le thème : « Moins de bombes, plus d'écoles ».

Le long document présenté par le secrétaire général du PCF s'attache, dans une première partie, à tirer les enseignements des derniers scrutins. Selon M. Marchais, l'objectif de marginalisation du PCF a échoué car « le Parti communiste a obtenu son meilleur résultat depuis 1981 » aux législatives. De même, la tentative de rendre la droite « plus faible et plus fragile » a échoué. M. Marchais réaffirme que « le glissement à droite reste une réalité marquante ». Le dirigeant communiste propose d'engager une campagne en faveur de la représentation proportionnelle qui fera, sans doute, l'objet d'une résolution à l'occasion de cette réunion du comité central.

La deuxième partie du rapport détaille l'attitude que le secrétaire

général suggère à son parti « dans la période qui s'ouvre ». S'appuyant sur une formule utilisée au dernier congrès, M. Marchais propose « une démarche unitaire de rassemblement ». Selon lui, « les résultats des élections indiquent que nos arguments commencent à être entendus ». M. Marchais rappelle longuement le sens politique des plus récentes initiatives politiques du PCF : « Sans cacher aucune de nos craintes, nous avons appelé à voter Mitterrand en concevant cet acte politique comme une main tendue à tous ceux qui ont et auront besoin de se rassembler contre la politique d'austérité et pour le changement ». La démarche fut identique après les législatives « lorsque nous nous sommes déclarés prêts à prendre toutes nos responsabilités dans la situation nouvelle ainsi créée ». Idem quand « le bureau politique a renouvelé cet appel et regretté que François Mitterrand n'y ait pas répondu ».

Enfin, selon M. Marchais, le même souci a inspiré les dirigeants communistes quand ils ont « contribué à déjouer les manœuvres de la droite en votant — sans pour autant, comme nous l'avons loyalement expliqué, nous compter dans la majorité — en faveur de Laurent Fabius » pour la présidence de l'Assemblée nationale. Dernière preuve donnée par le secrétaire général : « En ce qui concerne les élections municipales de l'an prochain, nous sommes favorables à ce

que se poursuive notre coopération avec les autres élus de gauche, et disponibles pour contribuer demain à gérer ensemble dans l'intérêt des gens des collectivités locales où existe une majorité de gauche, si les électeurs en décident ainsi ». Pour autant « ce ne sont pas les communistes », ajoute immédiatement M. Marchais, qui dirigent le pays. Il ne participent ni au gouvernement ni à la majorité, puisque le président de la République ne l'a pas voulu. « Leur responsabilité, insiste-t-il, n'est donc engagée en rien par la politique qui est en cours d'être appliquée au sommet de l'Etat ». Dans ces conditions, le dirigeant communiste invite ses camarades à déployer leur activité « en direction de tous et sur tous les terrains. Et, comme toujours, la priorité des priorités revient naturellement à notre action à l'entreprise ».

« Et nous accordons, comme on le sait, précise-t-il, une grande importance à la contribution que les communistes syndiqués à la CGT apportent à l'activité et au renforcement de celle-ci ».

Une conférence nationale en novembre prochain

M. Marchais propose l'organisation d'une conférence nationale, les 12 et 13 novembre prochains, consacrée à l'amélioration et au renforcement de l'activité du parti, ayant pour thème : « Faisons de chaque cellule, de chaque communiste, un artisan décisif de l'union

pour se défendre, de l'union pour ce qui change ». Déclatant « les menaces d'une nouvelle récession dans les pays capitalistes », ainsi que sur l'emploi en France, le secrétaire général dénonce vigoureusement la perspective de l'Europe de 1992 qui, selon lui, constitue « l'élément principal de la bataille idéologique et politique des forces du capital ». Il engage le comité central à consacrer, « sans trop tarder », l'une de ses sessions à « cette importante question », en rappelant en incidence que « sur toutes les questions essentielles, les choix de classe sont communs aux dirigeants du PS et à ceux de la droite ».

Après avoir réaffirmé « le caractère réaliste » des propositions économiques et sociales du PCF, M. Marchais se déclare favorable à « l'annulation complète de la dette des pays les plus pauvres », en soulignant que « la proposition du président de la République de réduire d'un tiers cette dette demeure très en deçà du nécessaire ».

La dernière partie du rapport a trait aux « batailles politiques immédiates » qui concernent la lutte sociale pendant les vacances d'été, le lancement, « dès à présent », dans les milieux scolaires et universitaires, d'une carte-pétition intitulée « Moins de bombes, plus d'écoles », et surtout la préparation des élections cantonales dont M. Marchais a indiqué qu'il refuserait le report au-delà de l'automne.

O. B.

Histoire : les difficultés recommencent

Si Léon Blum incarne le souvenir du Front populaire, il n'a pas tout fait et tout dit sur le sujet... tout seul. Ainsi, contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 25 juin, il n'est pas le père de la formule « Enfin, les difficultés commencent ! ».

Plusieurs lecteurs, dont deux anciens journalistes — MM. Daniel Mayer, ancien président de la Ligue des droits de l'homme, qui écrivait alors pour le Populaire, et Jean Piat, — qui recueillirent eux-mêmes cette formule, nous rappellent qu'elle fut prononcée par Alexandre Bracke, dit Bracke-Desrousseaux. M. Mayer nous précise que Bracke-Desrousseaux présidait le conseil national de la SFIO réuni à l'hôtel moderne, place de la République, à Paris, lors de la réunion du Front populaire, en mai 1936, lorsqu'il eut ce mot.

Mort en 1955, Bracke-Desrousseaux, grand érudit et orateur réputé, était une « figure » de la SFIO. Fils du chansonnier Desrousseaux, auteur du célèbre Petit Quinquin, Alexandre Bracke avait été un ami de Jules Guesde. Directeur, en 1936, du Populaire, l'organe de la SFIO, philosophe et helléniste, il avait été élu député pour la première fois en 1912 et fut en 1935 vice-président de la Chambre des députés.

J.-L. A.

Le bilan des législatives en Polynésie française

M. Flosse (RPR) battu de 288 voix par M. Vernaudon (div. g.)

Le second tour des élections législatives en Polynésie française, qui a eu lieu le dimanche 26 juin, a surtout été marqué par la défaite de M. Gaston Flosse dans la circonscription est du territoire (le Monde du 28 juin).

L'ancien secrétaire d'Etat n'a pas réussi son pari. Il n'a pas rattrapé le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina, qui fut de ses plus virulents détracteurs au cours de ces dernières années et qui appartient à la nouvelle majorité conduite par M. Alexandre Léontieff, réélu dans la même circonscription face au candidat du RPR, M. Edouard Fritch, député sortant et gendre de M. Flosse.

Bien qu'il y ait eu 3 274 votants de plus que le 12 juin, M. Flosse a été battu de 288 voix. Cette meilleure participation a profité autant à son concurrent qu'à lui-même. M. Vernaudon rassemble 2 111 voix de plus contre 2 224 de plus pour M. Flosse.

Cette nouvelle défaite de l'ancien député RPR, confirme que les « affaires » qui lui sont reprochées, et qui donnent lieu à des suites judi-

Les comités Juquin se dotent d'une coordination nationale

Les comités qui s'étaient constitués pour soutenir la candidature Juquin se sont réunis les samedi 25 et dimanche 26 juin dans le banlieue parisienne. Pour les six cents délégués auxquels s'étaient joints une centaine d'observateurs (PSU, LCR, PAC, « de rénovation »), le mouvement doit continuer. « Sortir du provisoire » a été l'objectif de cette réunion. Une coordination nationale a été mise en place, comptant trois cents délégués environ, elle assurera la transition entre les élections et les assises qui auront lieu en novembre. Elle s'est dotée d'un statut de trente-deux membres et a décidé de se consacrer prioritairement à trois grandes questions : l'emploi, le problème cadéonien et le vote des Irindiens. En revanche, cette coordination n'a encore pris aucune décision pour les prochaines élections municipales.

(Publicité)
Aujourd'hui, plus de 500 dirigeants pensent les nouvelles dimensions des RESSOURCES HUMAINES
La 7^e Conférence Internationale
HAY
sur les défis stratégiques des ressources humaines :
Rome, 17-18 novembre 1988

**Today,
over 500 top Executives
debate
the new dimensions
in Human Resourcing.**

The seventh Hay European Conference
on Global Human
Resource Challenges
Rome, November 17-18-1988.

HayGroup
Hay Management Consultants
Responsable pour la France :
Dorothee THEBAUT - 47.58.45.45

Hay International Conference

Rome - November 17/18, 1988

1992 and beyond

Global Human Resource Challenges



Politique

La limitation du cumul des mandats

Champagne-Ardenne : l'UDF et le RPR se disputent la succession de M. Stasi

REIMS de notre correspondant

Pour se conformer à la législation limitant le cumul des mandats, M. Bernard Stasi (UDF-CDS), député de la Marne et maire d'Épernay, a annoncé, le lundi 27 juin, trois jours après l'inauguration du nouvel hôtel de région, qu'il se démettait de la présidence du conseil régional de Champagne-Ardenne qu'il occupait depuis juillet 1981.

Sont candidats à ce poste MM. Jean Kaltenbach (RPR), maire d'Épernay, conseiller général de la Haute-Marne, vice-président du conseil régional, et Maurice Blin (UDF-CDS), sénateur des Ardennes et rapporteur général de la commission sénatoriale des finances. Le premier argue que l'alternance géographique doit enfin jouer en faveur de la Haute-Marne ; les amis du second rappellent l'accord national aux termes duquel la présidence de la Bretagne revient au RPR et celle de Champagne-Ardenne à l'UDF. Du coup, l'organisation d'une primaire n'est pas à exclure le 12 juillet, jour de l'élection du nouveau président.

M. Charles Fèvre (UDF-PR), député de la Haute-Marne, ayant cédé son siège au conseil régional à M. Le Blanc (RPR), son suivant de liste immédiat, les élus RPR sont désormais plus nombreux que les UDF (douze contre onze). Toutefois, la droite classique ne détient qu'une majorité relative. M. Stasi, qui bien sûr ne pouvait compter sur les cinq suffrages du Front national, avait ses budgets adoptés grâce à la non-participation au scrutin du groupe socialiste (quinze élus), le plus important de l'assemblée régionale.

Quant au vice-président, M. Bruno Bouyg-Broc, également député de la Marne (RPR), il a choisi d'abandonner le mandat de conseiller général qu'il détenait depuis quinze ans.

DIÉRIER LOUIS.

Loire. — M. Jean Auroux, député PS de la Loire et maire de Roanne, s'est démis de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1976. Le candidat socialiste dans ce canton de Roanne-aud devrait être M. Bernard Jayol, maire de Floirac.

Conseil d'Etat

Un « tour extérieur » non politique

« La désignation des titulaires des emplois publics doit se faire sans autre distinction que celle des vertus et des talents », rappelle M. Michel Rocard dans sa « Lettre aux ministres » du 25 mai.

Le Journal officiel du 24 juin apporte un début d'illustration, dans la rubrique « Nominations de hauts fonctionnaires », en désignant au Conseil d'Etat, à l'une de ses nominations, M. Laurent, administrateur civil, jusque-là chargé des affaires sociales au secrétariat général du gouvernement — ne possède aucune attache partisane.

d'une pratique constante, au cours des dernières années, accordant à l'appartenance politique un poids prépondérant. La dernière nomination non politique d'un ministre des requêtes au tour extérieur remonte à 1980. Depuis lors, quatorze tours extérieurs réservés au gouvernement ont été pourvus.

Or la personne désignée — M. Laurent, administrateur civil, jusque-là chargé des affaires sociales au secrétariat général du gouvernement — ne possède aucune attache partisane.

L'opposition face au nouveau gouvernement Rocard

La crise des droites

(Suite de la première page.)
« Depuis le 8 mai, assure avec quelque lucidité Philippe de Villiers, tous les chefs de la droite voient trente-six chandelles. »
Car il y a bel et bien, aujourd'hui, trois démarches, pour trois droites, lesquelles ne correspondent plus aux trois familles d'habités répertoriés, le RPR, l'UDF et le FN.

Expérimentons, dit Raymond Barre : on verra bien ça marche, et ne laissons pas à François Mitterrand le monopole du discours sur « l'ouverture ».
Donnons un contenu permanent à l'URC, disent Valéry Giscard d'Estaing et Edouard Balladur, premier plaidant pour un « comité de coordination », et annonçant même une première réunion pour le début du mois de juillet.

Intéressons-nous à l'extrême droite, et tâchons d'y puiser l'appui qui nous fait défaut, demandent enfin Charles Pasqua et Bernard Pons.

Il va de soi qu'entre ces trois stratégies beaucoup hésitent. Il y a des barrières qui ne veulent pas se rapprocher des socialistes, des « gaullistes » qui reculent toute dérive extrême droitiste et des giscardiens que réveille l'idée de réunir « les deux moitiés de la France ». Et, pour que le brouillage soit complet, aucun des stratégies ne dit tout à fait ce qu'il pense.

Raymond Barre n'a pas encore précisé s'il s'inspire du modèle allemand, et s'il envisage, à terme, une coalition gouvernementale avec l'actuel président. Valéry Giscard d'Estaing n'avoue pas qu'il souhaite avant tout reconquérir le leadership de la droite et spéculer sur ses chances de rassembler en cas de le septennat qui commence serait interrompu. Charles Pasqua, enfin, se garde bien de dévoiler par quels canaux lui parviennent, d'ores et déjà, les messages, sinon les conditions, de Jean-Marie Le Pen.

« bien que, dans ce désordre qui s'installe et qui constitue l'about principal des socialistes, la seule question qui vaille est de savoir comment les droites parviendront à gérer leurs différends. Autant dire que, avant de tracer les contours d'une nécessaire recomposition, il est urgent de prendre la mesure de cette crise. Celle-ci peut faire l'objet, comme on dit aujourd'hui, d'une lecture banale : il y a toujours eu, en France, selon une classification chère à René Rémond, des bonapartistes, des orléanistes et des ultras. Les droites n'ont exercé le pouvoir que grâce à la division des gauches, puis au spectre communiste, ou sous l'égide d'un grand fédérateur. C'est un tel dirigeant qui lui fait défaut aujourd'hui. »

Au fait, n'est-ce pas ce même Michel Noir qui s'est vu, une fois de plus, rappelé à l'ordre par son mouvement « gaulliste », pour avoir évoqué, au lendemain des élections législatives, l'hypothèse de votes favorables à certains textes du nouveau gouvernement ? N'est-ce pas ce même mouvement qui est resté silencieux lorsque Claude Labbé, au même moment, déclarait que « chaque fois que M. Vailly prenait la parole », elle développait l'antisémitisme ? Voilà au moins une indication de tendance, sinon du centre de gravité d'un RPR désormais dirigé par deux « durs », MM. Pons et Juppé. Quoi qu'il en soit de l'arbitrage futur de Jacques Chirac, ce débat fondamental reste ouvert.

Le libéralisme dominant

Il s'ajoute à celui qui sépare ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas, ceux qui souhaitent continuer de vivre derrière les barbelés de leurs certitudes — bien contre mal, la droite contre la gauche, laquelle serait par définition indigne du pouvoir — et ceux qui, au contraire, remettent en cause les vieilles frontières et envisagent sans crainte une coopération à géométrie variable. Ceux-là commencent à peine à s'exprimer (comme en témoigne la création de l'UDC), à charge pour le gouvernement de ne point les décevoir.

La tâche paraît aisée, car au fil du temps, et sous la pression idéologique du FN, la droite a progressivement abandonné à la gauche les idées du centre. Elle est en fait particulièrement difficile, car la droite avait peu à peu absorbé les hommes du centre.

La question est donc de savoir si la droite sera capable de ramener ses électeurs vers une ligne modérée, ou bien si elle se scindera en deux : un bloc conservateur, renforcé et durci par l'appoint de M. Le Pen, et une famille qui le serait moins, et que

manifestement M. Barre aspire à incarner.

Quoi qu'il en soit, le « libéralisme » n'est plus la « potion magique » qu'il fut en 1986. Le libéralisme aujourd'hui est tellement dominant — à preuve l'objectif commun à toute la classe politique : le grand marché unique de 1992 — que plus personne ne peut en revendiquer le monopole. Il reste donc, pour se distinguer, à mettre en valeur ses formes extrêmes. Mais l'inégalité, cher à M. Pauwels, peut-il structurer une stratégie de reconquête du pouvoir ?

Celle-ci est, in fine, tributaire de l'issue de la guerre des chefs qui continue, à peine refermées les urnes du 11 mai. Qui la gagnera ? Valéry Giscard d'Estaing, grâce à la présidence de l'UDF, s'apprête à reprendre du service. Mais il n'est pas sûr que cette promotion suffise à le qualifier. Car, malgré les apparences — il est toujours « sonné » par son échec — Jacques Chirac n'est pas disqualifié. Pas plus que Raymond Barre, comme en témoignent les enquêtes d'opinion. Tous trois devront tout à la fois écarter la génération des presque quinquagénaires, celle de Pierre Méhaignerie et François Léotard, et compter avec elle.

Les inconnues sont si nombreuses, et les cartes si largement redistribuées, que l'on peut se demander celui qui tient le clé de la rénovation de la droite n'est pas... François Mitterrand. Déjà il s'emploie, en recevant non seulement MM. Giscard d'Estaing et Chirac, mais aussi MM. Barre et Méhaignerie, à souligner le « trop-plein ». Il dispose en outre d'un pouvoir d'anathème, contre ceux qui s'acoquinent avec le diable, et d'un pouvoir d'attraction.

Après avoir renoué la gauche et cassé l'adversaire, il lui reste à aider à la recomposition de la droite. Pour mieux asseoir l'alternance douce qu'il a inaugurée au mois de mai dernier.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Défense

La France commandera aux Etats-Unis quatre nouveaux avions-cargos Hercules

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé, le lundi 27 juin à Toulouse-Rosières (Ménerville-Moselle), qu'il avait donné un avis favorable à l'achat, par l'armée de l'air française, de quatre avions-cargos C-130 Hercules pour les besoins du Commandement du transport aérien militaire (COTAM). Ces quatre avions conçus par la société américaine Lockheed devraient être livrés en 1989.

A la fin de l'an dernier, le COTAM avait été autorisé à acquérir six avions-cargos C-130 Hercules par le précédent ministre de la défense, M. Giraud. Les trois premiers exemplaires, qui sont des versions C-130 H capables d'acheminer 11 tonnes à 3 800 km de distance, ont été livrés en décembre 1987 à la base d'Orléans (Loiret) du COTAM. Trois autres Hercules, qui sont des versions C-130 H-30 allongées par rapport à la précédente, devraient être livrés à l'automne prochain. Le COTAM estimait ses besoins à la valeur d'un escadron, soit douze avions.

Sur la base de Toulouse-Rosières, où il s'est fait présenter les différents avions qui équipent les unités de la défense aérienne, des forces aériennes tactiques et des forces

sérieuses stratégiques, M. Chevènement a annoncé qu'il était favorable à l'acquisition de quatre autres Hercules, dans la version « allongée ». Ces appareils neufs (et non pas acquis d'occasion, comme certaines informations le laissent prévoir) devraient être livrés en 1989 au COTAM. Le coût d'un C-130 H-30 est évalué à 22 millions de dollars.

Par ailleurs, le ministre de la défense a indiqué que le chef de l'Etat se rendra, le 12 juillet prochain, sur la base de Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), pour se faire présenter le premier escadron opérationnel de Mirage 2000-N.

Le Mirage 2000-N est la version de pénétration à basse altitude de l'avion de Dassault-Breguet, qui est armé d'un missile air-sol à tête nucléaire capable de larguer une charge thermonucléaire de 300 kilogrammes (quinze fois la puissance de la bombe d'Hiroshima) à une distance de 100 à 300 kilomètres (selon l'altitude) de l'avion qui le tire. Le premier escadron de Luxeuil-les-Bains, qui sera opérationnel le 1^{er} juillet prochain, comprend quinze Mirage 2000-N. Deux autres escadrons, a précisé M. Chevènement, devraient être équipés du même missile air-sol à charge nucléaire.

Les séquences des élections législatives dans la région Centre

ORLÉANS de notre correspondant

La séance du conseil régional du Centre, que préside M. Maurice Doussot (UDF-PR), député de l'Eure-et-Loir, a été le théâtre, le mercredi 24 juin, d'une rude empoignade entre membres de l'UDF, provoquée par le maire de Blois, M. Pierre Sudreau. Motif : le « parachutage » du directeur des services administratifs de la région, M. François Burdeyron, dans la circonscription du Loir-et-Cher, lors des dernières élections législatives.

Parachutage malheureux mais aussi périlleux, puisque M. Burdeyron, jeune loup du Parti républicain, affrontait un ancien parachuté, M. Jack Lang. Candidat investi par l'URC, M. Burdeyron avait distancé, au premier tour, un « dissident » du Parti républicain, M. Pierre Fouquet, soutenu par les responsables locaux de l'UDF et du RPR, et en particulier, par M. Pierre Sudreau, président d'honneur de l'UDF du Loir-et-Cher.

L'ancien ministre du général de Gaulle a vidé son sac sur la campagne menée par le candidat officiel de l'URC : utilisation, selon lui, des services et du matériel du conseil régional, du parc des voitures de la région exécutant un véritable « ballet nocturne et diurne » dans les rues paisibles de Blois. Second grief de M. Sudreau : en qualité d'administrateur civil et de directeur, des services de la région, M. Burdeyron était soumis à l'obligation de réserve et ne pouvait faire légalement acte de candidature.

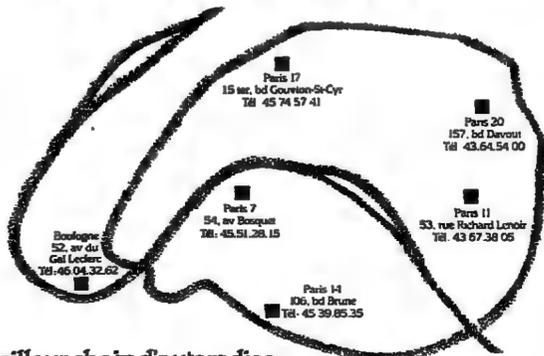
M. Doussot, allié à la rescousse de son ancien directeur qui avait démissionné de ses fonctions au lendemain du second tour, a en toutes les peines du monde à écarter un vote demandé par M. Sudreau, qui, s'il avait été défavorable, aurait peut-être contraint le président de la région à offrir sa démission.

M. Doussot a promis au maire de Blois d'ouvrir une enquête sur les conditions de cette campagne controversée et de déposer un projet de loi à l'Assemblée nationale soumettant les directeurs des services d'une région aux mêmes obligations de réserve que leurs collègues des autres collectivités locales ou des services de l'Etat.

RÈGIS GUVOTAT.

Fnac Autoradio

Nous équipons votre voiture avec beaucoup d'adresse.



Le meilleur choix d'autoradios et haut-parleurs mais aussi d'alarmes et de téléphones de voiture sélectionnés et installés par les techniciens Fnac.

Fnac Autoradio : les tests, le conseil et les garanties.



centre d'éducation permanente de l'Université de Paris I
14, rue Cujas 75005 Paris
Tél. 43.54.67.80 ou 40.46.28.63

REPRISE D'ÉTUDES

DEUG/LICENCE EN DROIT
Saliés en plan de formation ou C.L.F.
1 jour 1/2 par semaine
Inscription en cours
Monique BASTIDE - 40.46.28.56

CAPACITÉ EN DROIT
Accès aux non bacheliers - 1 jour par semaine
Rosa PERIER - 40.46.28.61

La catastrophe de la gare de Lyon

La SNCF et la police judiciaire s'efforçaient, dès le matin du mardi 28 juin, de déterminer les causes précises de la collision ferroviaire la plus meurtrière jamais survenue dans la capitale. Le bilan, encore provisoire de l'accident, intervenu lundi 27 juin à 19 h 04 au troisième sous-sol de la gare de Lyon, s'élevait mardi matin à au moins cinquante morts et trente-deux blessés, dont quinze grièvement, les sauveteurs prévoyant que

les travaux de dégagement se poursuivraient encore toute la journée.

Le train Melun-Paris, qui est venu percuter contre un autre train de banlieue à une vitesse de 70-80 km/heure, s'était arrêté en pleine voie quelques minutes avant la catastrophe. Peu avant Maisons-Alfort, un voyageur avait tiré le signal d'alarme. L'enquête devra déterminer si cet arrêt

a pu avoir des conséquences sur les systèmes de freinage de la motrice, dont la défaillance est à l'origine de l'accident.

L'enquête, qui a été confiée au 7^e cabinet de la délégation judiciaire, dirigé par M. Jean Tesseyre, devra aussi établir pourquoi le train de 19 h 04 à destination de Villeneuve-Saint-Georges, percuté à l'arrêt, n'est pas parti à l'heure prévue. Il faudra enfin tenter de savoir

pourquoi le « train fou » est arrivé sur une autre voie que celle qui lui était destinée. Dernière anomalie : le train de 19 h 04 lui-même n'était pas sur sa voie habituelle.

Le ministre des transports, M. Louis Mermaz, a déclaré, mardi matin, la création d'une commission d'enquête dont il a confié la présidence à M. Christian Malaurie, inspecteur général des transports et des travaux publics.

Un convoi sans frein

La cause immédiate de la catastrophe ferroviaire de la gare de Lyon a été la pression pneumatique insuffisante dont a disposé le mécanicien pour actionner le frein. C'est-à-dire un sabot frottant sur le bandage des roues. Les premières constatations faites par les techniciens de la SNCF font apparaître que cette défaillance a été provoquée par le déclenchement intempestif du signal d'alarme dans le convoi à la hauteur de Vert-de-Maison (Val-de-Marne). Quelques minutes avant l'accident, un passager a tiré le signal, provoquant une chute de pression pneumatique, normale dans ce cas, et un arrêt du train. Le mécanicien a cherché vainement l'auteur de l'alarme, puis il a débloqué ses freins et réarmé le système de sécurité. Quels gestes a-t-il fait ? A-t-il respecté les procédures ? L'enquête dira exactement l'enchaînement des causes.

Elle devra aussi faire apparaître si le matériel roulant était dans un état normal. Certes, les éléments en cause ne sont pas tout jeunes puisque les cent cinquante-cinq « 5300 » (sans motrice et trois remorques) ont été fabriqués de 1966 à 1968 et de 1972 à 1975. Ces automoteurs de banlieue en acier inox n'en sont pas pour autant bons à mettre à la casse. Ce type de matériel peut rester en service sans difficulté pendant plus de trente ans, à condition de faire l'objet d'un entretien convenable.

La SNCF affirme qu'elle respecte scrupuleusement des cycles d'entretien fixés de longue date. Tous les jours, les agents vérifient leur machine selon une liste de vérifications et notent les anomalies sur un carnet de route. Notamment, ils essaient le frein au moment de la sortie du garage. Tous les dix-sept jours, les services d'entretien se livrent à un examen non mécanique. Tous les trois mois, une « visite limitée » a lieu. Tous les six mois, une « visite générale » et tous les ans une « grande visite », qui ausculte la

motrice et les voitures sur toutes leurs coutures.

La SNCF consacre-t-elle assez de temps et d'argent à ce cycle préventif ? Pour son réseau de banlieue, elle a dépensé en 1986, 660 millions de francs sur un total de charges d'exploitation d'environ 4 milliards de francs, soit 16 %. Les premiers calculs laissent à penser que ce budget d'entretien a crû, en 1987, de 1 % ou 2 %. Les syndicats n'ont pas manqué de critiquer la politique de réajustement des comptes de la Société nationale, qui s'est traduite par des économies budgétaires draconiennes. Certains hauts cadres cheminots s'inquiétaient, à l'occasion de chaque discussion budgétaire, de la pression du ministère des finances qui conduisait à limiter aussi les dépenses d'entretien. Le président actuel de la SNCF, M. Philippe Rouvillois, alors directeur adjoint chargé des finances, était allé jusqu'à dire, à l'occasion du budget 1987, qu'on était parvenu à la limite au-delà de laquelle la sécurité du service public était mise en cause. La SNCF devra donc aussi vérifier que l'équilibre financier prévu par le contrat de plan en 1989 ne gêne pas des effets nocifs et même meurtriers.

Pour l'instant, l'heure est à l'analyse plutôt qu'à l'élaboration des remèdes. Parmi ceux-ci figurera la modernisation des signaux d'alarme. Désormais, sur les rames de banlieue de la dernière génération, le voyageur alerte par interphone le mécanicien, et celui-ci arrête le convoi dans la première gare où les secours peuvent être portés, et non en rase campagne. Cette procédure évite les abus.

La SNCF pourra aussi se pencher sur la facilité avec laquelle le train fou a pénétré sur la voie où se trouvait un convoi en partance. Il paraît que la procédure d'aiguillage était normale, puisque le « carré » (arrêt absolu) était mis devant l'arrivant. Vain signal pour un train sans frein.

A. F.

356 trains par jour

Ce sont quelque 8 millions de personnes qui empruntent chaque jour les transports en commun en région parisienne, essentiellement pour se rendre de leur domicile à leur travail, selon une migration quotidienne.

Pour faire face à cette demande particulièrement forte lors de deux pointes (8-9 heures et 18-19 heures), la SNCF et le RATP comptent surtout sur leurs réseaux ferrés. Le RER peut transporter jusqu'à 80 000 voyageurs par heure. En banlieue, c'est la SNCF qui assure l'essentiel des transports puisqu'elle gère un réseau de plus de 900 km, alors que les lignes RER et le RATP dépassent à peine les 100 km. Il faut dire que la SNCF dispose d'une infrastructure servant aussi pour les déplacements nationaux au départ des gares parisiennes de Lyon, Austerlitz, Montparnasse, Saint-Lazare, Nord et Est. Face à une demande croissante et à l'incompatibilité des trafics banlieue et grandes lignes, la SNCF a choisi d'enterrer plusieurs gares

desservant la banlieue. C'est le cas à la gare de Lyon, à la gare d'Austerlitz et à la gare du Nord. Par exemple, la gare de Lyon comptabilise chaque jour 180 000 départs et arrivées dans 356 trains de banlieue.

Le matériel roulant mis à la disposition des voyageurs en grande banlieue est de 3 000 voitures représentant 50 milliards de places-kilomètres par an pour la SNCF et de plus de 900 voitures-kilomètres pour le RATP.

Actuellement, l'offre de transport en commun s'accroît peu, le régime de la circulation automobile ayant réduit à 1 ou 2 % l'augmentation annuelle de la demande. Sous la houlette du Syndicat des transports parisiens, la SNCF et le RATP ont choisi d'interconnecter leurs réseaux pour offrir aux usagers un maillage et des correspondances permettant de se rendre de banlieue à banlieue. Les gares parisiennes représentent les pivots de cette nouvelle politique.

Les réactions

L'accident de la gare de Lyon a provoqué une vive émotion chez les responsables politiques et l'indignation des syndicats. Alors que le président de la République demandait, de Hanovre, où il participait aux travaux du conseil européen, à être tenu informé « heure par heure » du déroulement des opérations de sauvetage, le premier ministre, M. Rocard, le ministre des transports, Louis Mermaz, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, et le maire de Paris, M. Chirac, se sont rendus sur les lieux lundi soir.

« C'est un accident affreux », a déclaré M. Michel Rocard, ajoutant : « On a beau essayer de faire la paix, on ne peut pas la faire contre la nature ou la mécanique ». M. Mermaz, qui s'était rendu gare de Lyon quelques minutes après l'accident, s'est déclaré « très ému et angoissé en attendant de connaître le sort des voyageurs toujours bloqués dans les wagons », saluant « l'action remarquablement efficace des sapeurs pompiers » s'acharnant à « sauver les victimes encore incarcérées dans les voies broyées ».

« C'est une des plus grandes catastrophes ferroviaires de notre temps », a dit de son côté M. Jacques Chirac, qui avait quitté précipitamment le concert de Michael Jackson, au Parc des Princes, pour rejoindre la gare de Lyon dès l'annonce de l'accident.

CGT : « La dégradation du service public »

Les syndicats, tout en s'inclinant devant les victimes, ont demandé que les responsabilités soient clairement dégagées. La fédération CFDT des cheminots a réclamé la création d'une commission d'enquête afin de déterminer « les causes détaillées » de l'accident, rappelant sa requête de la mise en place d'une table ronde associant la direction de la SNCF, les syndicats et le ministre des transports, pour tenter d'améliorer les conditions de transport et de sécurité des chemins de fer. Le syndicat a demandé à la direction et aux pouvoirs publics de dégager tous les moyens tant

Des dizaines de morts dans deux trains enchevêtrés

(Suite de la première page.)

Alors, cinq décès, sept, bientôt dix... Les témoins de cette lutte contre la mort tentée par les pompiers n'ignorait pas, dans la soirée, qu'il faudrait bien, le lendemain, annoncer d'autres chiffres. « Plus de quarante morts », explique un officier de la brigade de Paris, spécialiste dans les grandes catastrophes. « Ils sont plusieurs dizaines lâchés sous », c'est obligé.

Obligé, bien sûr. La rame du 19 h 04, wagon de première classe au 1^{er} étage, était bloquée à la gare de Lyon. Arrivé en retard, parvenu sur le quai quelques secondes après « le fracas de bombe », nous expliquent qu'ils sont nombreux chaque soir à choisir cette voiture, « parce que la vue y est plus dégagée et que l'arrivée à destination est plus agréable ». Ce passager peut aller brûler des cierges dans toutes les églises de banlieue : il a « raté le train », comme il le dit et, après une heure et demie d'angoisse, a enfin appris que son épouse était, elle, rentrée plus tôt, ce jour-là.

Mais d'autres étaient à l'heure, dans cette gare moderne en sous-sol, orange et bleue, décor devenu désolé. Un passager d'un wagon espagnol s'en souvient : « J'avais entendu un cri par les haut-parleurs, juste avant le choc. Le conducteur du 19 h 04, apercevant soudain le convoi fou sortir de l'obscurité, n'a pas eu le temps de sauter sur le quai. Pas plus que les voyageurs de la première voiture, emmurés vivants ou morts, sous les bogies de « la rame percutée ». Longtemps, les pompiers croient avoir localisé toutes les victimes.

Blessés légers, blessés graves éjectés, cinq morts que la tôle en mouvement avait rejetés. M. Jacques Chirac, alerté alors qu'il était au Parc des Princes au concert de Michael Jackson, juste avant l'entrée en scène du chanteur, a lui aussi espéré que cette catastrophe allait rester dans les limites du supportable. Les premiers blessés qu'il a vus passer n'étaient pas trop atteints. Certains restaient conscients. « On n'attendait que quelques râles, explique un pompier. Nous pensions avoir localisé tous les survivants. Tout ce silence était impressionnant. Alors, nous nous sommes mis au travail ».

Les groupes électrogènes ont été mis en marche et les scies à métaux, les vérins, tout ce qui peut servir de pont ou de travail à été mis en action. Les premiers à être accessibles, MM. Jacques Chirac et Louis Mermaz ont d'abord vu passer devant eux des vivants. Puis un vivant et un mort, enveloppés dans un plastique blanc ; puis de plus en plus de silhouettes blanches, allongées sur des brancards. Après 23 heures, les pompiers ne luttent plus avec l'énergie qu'en quelques endroits de l'amas de ferraille. Les derniers survivants supposés, que des pompiers de petite taille ou des jeunes femmes du SAMU ont réussi à placer sous perfusion, ont parfois été sauvés par la mort de leur voisin de siège et, pour revenir jusqu'à eux, il faut bien dégager les morts.

C'est M. Michel Rocard, arrivé après minuit en compagnie de M. Pierre Joxe, le ministre de l'intérieur, qui affrontera le spectacle le plus épouvanté. Le premier ministre lui aussi regarde, halluciné, cet assaut fratricide. « Je suis ému », répète-t-il. « C'est incroyable ! » Mais à lui, les sauveteurs ne prennent plus le peine de cacher l'horrible. « Il reste des survivants, dans ce tou-

beau sur roues, c'est forcément sous des cadavres.

Trop pressés pour ménager les sensibilités, les pompiers, de plus en plus rapidement, blessés eux-mêmes par la ferraille, extraient des corps incomplets pour parvenir, vérin après vérin, comme dans une galerie de mine, jusqu'à deux jeunes gens, conscients mais trop épuisés pour crier et dont les jambes sont broyées sous le métal. Le jeune homme, plus tard, sera amputé, au milieu des vides, par des médecins-pompiers qui hurleront leur impuissance.

Pour une fille de vingt ans, ils se mettent à vingt, tirant sur des cordes, usant de toutes les astuces de la technologie des catastrophes et de la sidérurgie, dans ce tunnel étroit et bas de plafond, pour lui éviter la même opération.

Gare du malheur

A l'air libre, sur le parvis de la gare de Lyon, il y a longtemps aussi que les responsables des secours ont cessé de mentir aux familles. Des gardiens de la paix n'en peuvent plus, moralement, d'écouter les signaux de détresse, lâchés dans des sanglots, de possibles voyageurs de la « rame percutée » de 19 h 04 de descendre constater que le mari ou l'ami est bien au compte des morts.

« C'est toi qui lui dis », prévient un jeune policier à son collègue de recherche qui fouille dans un tas de sacs, de malles, de chausures encombrantes. « Moi, je vais chercher ». Il remontera quand même annoncer la sale nouvelle à une jeune femme assise sur le trottoir, à côté d'un panneau de la Croix-Rouge où ne s'inscrivent bientôt plus que des noms de déçédés.

Dans cette gare du malheur, des signes de chance subsistent pourtant au long de cette nuit qui restera, selon un officier de la SNCF, celle de « la plus grande catastrophe ferroviaire de tous les temps dans la capitale ». Ainsi, les familles, les voyageurs de la gare de Lyon, apprendront que le conducteur du train sans frein, venant de Melun, a alerté, le signal rouge dépassé, ses passagers. Les poussant devant lui, les sauvant, il a refléchi le plus loin possible vers l'arrière de la rame, certain de l'issue, certain du choc, 600 mètres plus loin dans la gare.

Rempart à toute prudence, la direction de la SNCF a, très tôt dans la soirée, énoncé une hypothèse. La plus vraisemblable : 9 kilomètres avant le quai, près de Maisons-Alfort, le train de Melun s'est brutalement arrêté sur sa voie par l'effet du signal d'alarme actionné par un voyageur pour une raison inconnue. La rame est repartie, mais ce coup de frein automatique a peut-être dégradé le système

de freinage à double commande.

Parvenu au feu rouge qui interdit à un convoi l'entrée, la plongée dans la gare souterraine, le machiniste a compris que ses freins ne répondaient plus. Il ignorait simplement, selon les premiers témoignages, que la rame de 19 h 04 pour Villeneuve-Saint-Georges se trouvait encore à quai...

Cette nuit d'horreur restera aussi, dans les annales des catastrophes nationales, comme celle de la vérité dite par des officiers. M. Philippe Rouvillois, président du conseil d'administration de la SNCF, a très vite réuni la presse, sans chercher à masquer ce qui, un étage plus bas, effrayait MM. Jacques Chirac et Louis Mermaz ; depuis près de trente ans, les rames de banlieue charrient leurs millions de voyageurs dans des trains qui peuvent se plus s'arrêter lorsque les commandes automatiques restent muettes. En somme, que les trains peuvent devenir fous.

Le procureur de la République de Paris, M. Michel Raynaud, a lui aussi très vite expliqué qu'une enquête était en cours, les témoins interrogés, les conducteurs entendus, tous les spécialistes de la SNCF consultés. Le plus cru est sans doute le général Godon, commandant la brigade des pompiers de Paris, qui, dès 22 h 30, annoncera que « la pire des hypothèses devait être envisagée ». Des dizaines de morts resteraient comprimés sous la tôle toute la nuit. « S'il y avait des blessés sous l'amas de ferraille, juste après la collision de 19 h 10,

ils sont déçédés à cette heure-ci, écrasés ».

Le général, qui, toute la soirée, encourageait de la voix ses hommes épuisés, ne se trouva que de quelques unités. Un jeune Noir, coincé sous le socle du wagon, était en train de mourir. Sauvée, de justice ; par l'acharnement d'une équipe de pompiers-découpeurs et par la grâce d'une jeune infirmière curieuse, enroulée, tenue à bras le corps par les pompiers. Une femme, vers 24 heures, pleurait doucement, sur son brancard, les mains sur le visage. Sauvée, elle aussi, les vêtements brûlés par la flamme d'un châteaufort.

Les pompiers mûdiront pour longtemps ce quai en sous-sol. « Impossible d'accès », répétait le général. Un mur d'un côté, le long des deux rames encastrées. Un mur, au fond, comme butoir. Un qui sans dégagement pour tout lieu d'intervention. Un plafond peint de couleur vive pour adoucir les inquiétudes des claustrophobes. « Une grue, des systèmes de levage nous seraient bien nécessaires », proteste un officier qui commande au mégaphone une délicat manœuvre, à la main, sur le toit de la rame.

Dans le langage des pompiers, on appelle ces opérations de dentelle dans la ferraille la « déminéralisation des victimes ». Désolée, inutile pour tout dire, pour ce wagon de 19 h 04 écrasé. Le sachant, l'annonce des pompiers avait été, très tôt dans la soirée, ces deux voitures qui n'en faisaient plus qu'une. Ces deux cercueils.

PHILIPPE BOGGIO.



CAMPUS

Les prix de l'électricité

EDF vient de remettre les prix du concours de 100 000 francs avec l'électricité à qui récompense des enquêtes réalisées par des étudiants de juniors entreprises autour du thème « Mieux connaître les avantages et les inconvénients de l'électricité ». Les enquêtes devaient être réalisées par des équipes de deux étudiants et menées dans une entreprise industrielle où l'électricité entre en concurrence avec d'autres sources d'énergie, comme le gaz ou le fioul. Les étudiants avaient pour objectif de mettre en évidence les économies réalisées grâce à l'électricité.

Vingt-quatre candidats ont concouru. Si les responsables d'EDF en regrettent le petit nombre, ils se félicitent de la qualité des études présentées. La première récompense, de 100 000 F, a été remise à Pascal Riche et Thierry Pereira, de Mines Services, pour un procédé de galvanisation de fils chez Tréfilunion. La deuxième prix, de 50 000 F, a couronné l'étude de Robert Callens, de la junior action de l'IFAG-Lyon, pour une torche à plasma chez Peugeot. De nombreux lots ont aussi récompensé les juniors entreprises ayant présenté les études de meilleure qualité, celles ayant présenté le plus grand nombre d'études. Même les étudiants non primés ont reçu un lot de consolation.

Les études réalisées ne vont pas rester lettre morte, puisque EDF a l'intention d'en tirer bénéfice dans ses opérations commerciales.

T. Bd

BTS agro-alimentaire

Le lycée agricole d'Yvetot propose, à l'entrée prochaine un BTS agro-alimentaire par alternance (quarante-quatre semaines au lycée et quarante-sept en entreprise).

Lycée agricole d'Yvetot. Tél. : 35-95-62-60.

Monde arabe

L'Association française pour l'étude du monde arabe et musulman (AFEMAM) tiendra sa troisième session du 4 au 6 juillet à l'Abbaye-la-Tourrette, près de Lyon. Une vingtaine d'ateliers et une sobantaine de communications individuelles dont les sujets vont du Maroc à l'Afghanistan et des problèmes urbains méditerranéens aux conflits contemporains seront présentés ; plusieurs centres de recherche et institutions exposent leurs travaux.

Le programme de cette session, de même que les notes de la session de 1987 peuvent être demandés à la Maison de la Méditerranée, 3-5, boulevard Pasteur, 13100 Aix-en-Provence.

Logistique des systèmes

L'École supérieure d'électricité vient de créer, en formation continue, un master spécialisé en logistique des grands systèmes : L'espace, le nucléaire, le pétrole, l'aéronautique, la défense et les industries du transport sont notamment les secteurs intéressés par ce master.

École supérieure d'électricité, plateau du Moulon, 91190 Gif-sur-Yvette. Tél. : (1) 69-41-80-40.

Des précédents en France

Le télescopage de deux trains de banlieue en gare de Paris-Lyon a eu de nombreux précédents ces dernières années :

- 19 janvier 1981. - Collision entre deux trains de la ligne A du RER à la station d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) : 3 morts, 33 blessés.
- 6 juin 1983. - Deux trains de banlieue qui se suivaient entrent en collision en gare de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) : 135 blessés.
- 13 février 1984. - Une locomotive percutée contre un locotracteur en gare de Lamarche (Vosges) : 1 mort, 3 blessés.
- 3 août 1985. - Collision frontale entre un train Corail et un autorail sur un tronçon unique à Flaugjac-Gare, près de Figeac (Lot) : 32 morts, plus de 160 blessés.
- 31 août 1985. - Déraillement d'un train à Argenton-sur-Creuse (Indre), heurté ensuite par la motrice d'un convoi arrivant en sens inverse : 43 morts, 37 blessés.
- 24 décembre 1987. - Deux trains du RER (ligne C) se heurtent à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) : 1 mort, 13 blessés.

Magistère d'économie

De l'exigence scientifique à la compétence professionnelle

Formation d'excellence en trois ans après le DEUG ou un diplôme équivalent assurée par l'UNIVERSITÉ DE PARIS-I PANTHÉON - SORBONNE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE ET L'HESS

Renseignements et dossier de candidature à demander à MAGISTÈRE D'ÉCONOMIE Bureau 67-12, place du Panthéon - Paris 5^e

Tél. : 46-34-99-44

(Publicité)

SOLDES D'ÉTÉ

ENCORE EN TOUJOURS DES SOLDES !
Quel mois de grâce ! En juin, on commence à tondre moins souvent sa pelouse, on a droit au jour le plus long, on rêve de maillots de bains éblouissants, on laisse sur le choix d'un produit solaire (parce qu'on ne nous a pas lus attentivement), on feuillette les brochures d'agences de voyages, on se voit déjà descendre la passerelle d'un grand oiseau bleu ! Bref, un mois de bonheur, auquel, en point d'exclamation, s'ajoutent ces merveilleux soldes qui vous mettent le lin et la soie au prix d'une vulgaire rayonne !

- **CACHEMIRE**
 A...
 Vivement la pluie, voilà ce que l'on se dit quand on entre dans la boutique Aquascutum, qui solde à des prix tout à fait shocking ! Voici, pour hommes et femmes, le célèbre et classique imperméable doublé, avec une remise de 20 %, la même pour ceux en coton et polycoton. Pour madame, uniquement, encore un imperméable mais réversible, par coton à -30 %. Tout d'est-pour-tant pas plus ici, où l'on propose une remise de 40 % sur tout le pré-
- **DÉPÊCHEZ-VOUS, CHEZ HECHTER...**
 Oh là, il faut faire très vite, même très très vite, si vous voulez profiter des soldes chez Daniel Hechter. Oui, les stocks sont très limités, et, si vous connaissez la mode de ce créateur parisien, vous savez qu'elle est désirable comme tout, et si en plus elle est soldée, alors il y a tout à dépêcher ! Bref, le

grand chic pour hommes et femmes dans des prix chocs et dans les deux boutiques, au 71, rue de Passy à Paris et au centre commercial de Créteil Soleil. Vite !

- **TOUT DOIT DISPARAITRE**
 La plus belle mode italienne doit disparaître ! Voici des bonnes affaires pour vous madame... et aussi pour vous monsieur. Par exemple, pour 100 F : des mini-jupes, des caleçons, des tee-shirts et des bodys en coton... Pour 200 à 250 F : des robes de plage et de plein été. Pour 300 F : des pantalons et jupes en gardiennes de lin et de coton. Signés de Krizia ou de Montana, voici des tee-shirts ! Faites aussi vos achats pour l'hiver, en été, avec des remises de 50, 60, 70 % sur manteaux, jupes, pantalons et ensembles ! 54, avenue Victor-Hugo, Paris 16^e.
- **LE DÉPÔT E. KHANH**
 Nous avons l'adresse qu'il vous faut, pour vous Messieurs. Oui, ici on vend aux particuliers bien que ce soit un dépôt ! Chut, c'est un secret ! Voici des pantalons en coton et lin pour 120 F, des costumes d'été en lin et coton à 650 F, des vestes de même mélange pour 390 F ! Et, en fouillant un peu, vous trouverez aussi du Khanh pour vous madame ! 6, rue Pierre-Lescot, Paris 1^{er}.

chaussures classiques à boucles, style Richelieu. J'oubliais, plein de chemises aussi... 17, rue du Vieux Colombier Paris 6^e, et 66, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e.

- **DES SAHARIENNES A DES PRIX DÉSERTIQUES !**
 Chez Latreille, pour madame d'abord, les robes de style saharienne en toile lavable à 790 F sont maintenant soldées à 490 F ! Tous jours pour madame, une chemise à manches courtes en polyester et coton et en mille coloris à 198 F au lieu de 399 F, des jupes imprimées en coton à 425 F au lieu de 625 F. Pour les hommes, des blousons de différentes couleurs à 499 F au lieu de 660 F, des pantalons en toile à 440 F soldés à 350 F, des vestes légères et le carreau pour 699 F au lieu de 920 F. Aussi un rayon de chaussures très important, 62, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6^e.
- **LE DÉPÔT E. KHANH**
 Nous avons l'adresse qu'il vous faut, pour vous Messieurs. Oui, ici on vend aux particuliers bien que ce soit un dépôt ! Chut, c'est un secret ! Voici des pantalons en coton et lin pour 120 F, des costumes d'été en lin et coton à 650 F, des vestes de même mélange pour 390 F ! Et, en fouillant un peu, vous trouverez aussi du Khanh pour vous madame ! 6, rue Pierre-Lescot, Paris 1^{er}.

- **ATMOSPHÈRE CHEZ HÉMISPHERES !**
 Les soldes chez Hémisphères vont jusqu'à 50 % de remise sur certains articles homme, femme, chaussures et accessoires de la collection été 88 ! Vous qui connaissez, vous y êtes déjà, bien sûr ! Pour monsieur, voici des vestes en lin à 980 F soldées à 680 F. Le pantalon en coton à 390 F au lieu de 540 F et les fameuses chemises avec une remise de 20 à 40 % ! Pour madame, voici une jupe en coton à 390 F au lieu de 620 F, et la robe de vos rêves qui valait 1 630 F ne vous coûtera pas plus de 1 000 F ! Savez-vous tout ? Pendant les soldes, on organise un jeu où vous pouvez gagner une semaine au Japon ! 1, bd Emile-Augier, et 22, avenue de la Grande-Armée, Paris.
- **TROIS FOIS MOINS CHER AU CLUB DES DEX**
 La médaille d'or de l'élégance pourrait être donnée à David Shiff et à son Club des dex. En effet, l'élégance s'y rencontre même deux fois. La première, grâce aux griffes qui s'y trouvent : Dior, Carven, Fath... Mais encore parce que les prix aussi sont très élégants. Oui, ici on vous propose deux costumes en super 100, cette laine ultra-légère et ultra-chic, pour le prix de 4 995 F ! Les deux ! Avec, en plus, un petit cadeau ! Voici encore deux costumes de grande marque pour 2 500 F. On croit rêver ! 4, rue Marbeuf et 58, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris, au 1^{er} étage.

Ça vient de sortir

Ne bronchez pas idiot
 Le guide absolu à amener sur la plage cet été, c'est BCBG, un livre qui raconte le bon chic bon genre vu par Thierry Mantoux aux éditions Hermé. La première édition, parce il y a trois ans, s'est vue lue sérieusement. Au fait, si vous croyez qu'un BCBG est un petit bourgeois coincé, vous n'y êtes pas du tout ! 95 F.

Les légumes d'art
 Si vous vous posez la question de savoir, quand vous êtes au restaurant et voyez tous les légumes présentés d'une manière superbe : mais comment font-ils ? de vous il posez plus, allez directement dans un des magasins Geneviève Leihu qui, justement, vend des ustensils qui font d'un citron, d'un melon ou d'une carotte une œuvre d'art ! Les articles différents de 17 à 30 F. Points de vente : 42-60-83-70.

Chocolat d'été
 Ne perdez pas le goût du chocolat parce que c'est l'été ! Grâce à Pierre Koenig et à ses chocolats d'été ! C'est tout nouveau ! Voici de superbes croûtes au chocolat noir, amer à plus de 65 % de cacao, enrobant des pulpes de fruits : poire, fraise, cassis, citron, ananas, menthe... C'est à ne pas croire son palais ! Chez Pierre Koenig, 11, rue Pasteur, Metz. (16) 97-50-41-33 pour vente par correspondance.

Lingerie années 30
 La lingerie Rochas, c'est tout un programme puisque Rochas en fut presque l'inventeur, du moins pour la lingerie moderne. Et, pour célébrer ce modernisme, voilà que Rochas fait des clips d'œil aux Années folles avec des boutonnages et des gainements de satin. A partir de 175 F le slip jusqu'à 495 F le Body simple. 33, rue François-I^{er}, 75008 Paris.

Gardez vos pulls à vie
 Voici «renov pull», une petite machine qui va changer la vie de vos pulls. C'est un rasoir, enfin presque, qui alevé toutes les peluches de tous poils et donne une nouvelle vie à votre shetland et autre cachemire. L'idée est simple comme tout, il suffisait d'y penser. En vente par correspondance contre 119 F plus la F de frais de port chez Boomerang. Tél. : (1) 43-98-20-38.

Anti-bruit
 Une solution simple et efficace pour enrayer dehors le bruit du piano du voisin, des voitures de la rue ou bien pour pousser des cris primaires sans déranger son environnement ! Voici «Samsphon-Kit», une innovation peu coûteuse qui consiste, en gros, à poser des plaques en suspension dans la pièce que vous souhaitez insoustriser ! Prix pour le m² : 380 F environ. Renseignements : Sempatap, tél. : (16) 89-51-02-22.

Lainez-vous au plus doux
 Une nouvelle laine est née, et pas n'importe laquelle ! Elle vient d'une chèvre du nom de Kinair que l'on élève en Australie et en Nouvelle-Zélande. Cette laine est d'une légèreté folle, d'un aspect brillant et d'une extrême finesse. Bien plus que le plus fin «duvet» de cachemire, vous vous rendez compte ? Elle se tricote en double et triple épaisseur. Demandez le Kinair de Filatura Di Crosa. Grands magasins et spécialistes.

Les nouveaux blancs
 Elle a déjà inventé la peinture qui ne coule pas, Valentine ! Mais elle a encore des secrets dans sa poche et vient de nous en livrer un ! Voici les blancs nuancés, des couleurs blanches dans des tons pastels ultra-tendres portant des noms sublimes comme «Esprit de mauve», «Reflet de perle» ou «Zéphir d'ivoire». Cela ne vous donne-t-il pas envie de prendre un rouleau ? 160 F les 2,5 l. Marchands de couleurs.

Les hommes affaires chez Jigger
 Madame, vous rêvez depuis toujours d'un tailleur de cuir ou de peau, c'est le moment venu pour vous, car, chez Jigger, on en solde à des prix défiant toute concurrence ! Vous en trouverez aussi d'autres, des grandes marques, en pinco-de-galles, ou fantaisie, en manches courtes, de coloris bleu, bleu dur, vert, rouge, jaune, fuchsia... Des ensembles en jersey de coton signés Côte à Côte pour 100 F et, de la même marque, des T-shirts brodés à 50 F ! N'oubliez pas le rayon de chaussures avec des tennis de toutes couleurs à 50 F ! 13, bd Saint-Michel, à Paris.

SOLDES HEMISPHERES



1 Boulevard Emile Augier. Paris 16^e
 22 Avenue de la Grande Armée. Paris 17^e

Ermenegildo Zegna
SOLDES
 Du 2 au 9 juillet 88
 10, rue de la Paix, 2^e - Tél. : 42-61-67-61

daniel hechter
SOLDES
 71, rue de Passy, 75016 Paris
 Centre commercial Créteil Soleil

ABIMODE SN.
 Prêt-à-porter italien hommes et femmes
LIQUIDATION TOTALE DU STOCK

FEMMES	HOMMES
Robe KRIZIA 5.260F — 1.800F	Pantalon à partir de 300 F
Ensemble KOSHINO 2.800F — 1.700F	Costume à partir de 2.000 F
Jupe à partir de 300 F	Chemise à partir de 200 F
Robe à partir de 400 F	Etc.

54, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris
 Tél. : 45-00-01-82

STEPHANE MEN'S DE LUXE
 C'est le prêt-à-porter masculin des grands couturiers
 T. LAPIDUS, P. BALMAIN, Guy LAROCHE, L. FERAUD, COURRÈGES, etc.
De 25 à - 35 % TOUTE L'ANNÉE
SOLDES - 50 % SUR LE PRIX NORMAL
 Mais uniquement dans notre magasin du 130, bd Saint-Germain (cour).
 Ouvert du lundi au samedi, de midi à 19 h 30.

DÉPÔT E. KHANH
HOMMES ET FEMMES
DES GRIFFES DE QUALITÉ
DES PRIX AVANTAGEUX
 UNE ADRESSE A NE PAS MANQUER
 FACE AU FORUM DES HALLES - 1^{er} ÉTAGE - MÉTRO, RER CHATELET-LES HALLES
 (sortie Pierre-Lescot) Parking Forum
 ouvert de lundi au samedi de 10 h à 19 h, 6, rue Pierre-Lescot, 75001 PARIS

Marcel Lassance
SOLDES
 à partir du 22 Juin 1988
 17, rue du Vieux-Colombier Paris (6^e)
 Galerie Point Show
 66, Champs-Élysées

Aquascutum
SOLDES
 à des conditions exceptionnelles de prix ses collections
Imperméables et trench
procédé Aqua 5 Imperméabilisation à vie
 10, RUE DE CASTIGLIONE - PARIS 1^{er}
 OUVERT DE 10 h à 19 h

CLUB des 10
SOLDES - 50%
 Couture hommes et femmes
 Ouverts tous les jours (Dimanche inclus)
 58, Fg Saint-Honoré (ét.) Paris 8^e

cobbler
LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE CHAUSSEUR
SOLDES
 Chaussures
 hommes - femmes - enfants

11, rue Monsieur-le-Prince, 75006	43-29-02-60
40, rue Saint-Honoré, 75001	42-33-98-48
30, rue de Miromesnil, 75008	42-65-82-09
14, avenue Mozart, 75016	46-47-41-46
50, rue du Bac, 75007	42-22-52-21
5, place des Terres, 75017	42-27-09-23

Printemps Haussmann - Party II - Vélizy II - Galeries Lafayette

LATREILLE
 SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
soldes d'été
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
 62 rue St André-des-Arts 6^e
 Tél : 43 29 44 10
 PARKING ATTENANT A NOS MAGASINS

G.P.

Société

JUSTICE

L'assassinat du juge Michel aux assises des Bouches-du-Rhône

AIX-EN-PROVENCE de notre envoyé spécial

Les débats de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône touchent à leur fin. A partir du mardi 28 juin, la parole sera aux gens de robe, avec, dans l'ordre, les conseils des parties civiles : la famille du juge Michel et les syndics de magistrats, le requéreur de l'avocat général, M. André Viangalli, et les plaideurs des avocats de la défense.

Cependant, la cour, après avoir longuement évoqué les circonstances ayant entouré la mort du juge Pierre Michel, a consacré, le lundi 27 juin, une journée à la personnalité des accusés. D'ordinaire, cet aspect du dossier est évoqué à l'ouverture du procès, mais le président, M. Bernard Fayolle, a préféré inverser le schéma habituel. C'est donc plusieurs jours après avoir entendu François Checchi avouer publiquement le meurtre du juge Michel que l'on apprendra que ce petit homme au visage de clown triste était le fils d'un marin. Ouvrier ajusteur, il donnait toute sa peine à sa mère.

A l'armée, il fut le chauffeur du colonel, puis le chef du chômage, les petits métiers et c'est Gilbert Hoareau, l'un des chefs du milieu marseillais, qui lui fit placer des machines à sous. « C'est là que je suis tombé dans

Etats d'âme

la marginalité », a avoué Checchi, qui porte deux tatouages, l'un dédié à sa mère, l'autre à son épouse. Pour les experts, c'est un homme d'une bonne intelligence, aimant la vie et qui voulait « devenir quelqu'un ». Aucun témoin de moralité n'est venu déposer.

Une « force tranquille »

François Girard, trafiquant de drogue, accusé d'avoir, depuis sa prison, donné l'ordre que l'on tue le juge Michel, aurait dû être pêtissier. Issu d'une famille que l'on dit honorable, il avait quatorze ans lors du décès de sa mère et il a, un moment, été placé dans un centre d'éducation surveillée, alors qu'il n'avait encore aucune raison d'être. Il affirme pourtant avoir eu une enfance heureuse et sans problème. Sportif, il sera joueur de football, mais, en 1969, c'est sa première condamnation pour vol et violence à agent et, en 1973, il entre, lui aussi, dans le réseau des machines à sous.

D'une intelligence supérieure à la moyenne, « il sait ce qu'il dit et dit ce qu'il veut dire », selon la formule du psychiatre qui le décrit comme sentimentale, optimiste et sûr de lui. « Il est désemparé que les qualités d'esprit et de psychologie de Girard ne soient mises au service de la délinquance », a noté l'enquêteur de personnalité, en

disant de ce grand blond athlétique : « Il représente la force tranquille par excellence. »

Ce n'est pas le seul paradoxe de François Girard, qui avait confié au psychiatre sa désapprobation de... la toxicomanie. Cette position a provoqué quelques murmures scandaleux dans la salle, qui n'ont pas ému le trafiquant. « Ce n'est pas parce que je touche l'argent de la came que je suis pour la drogue », a soutenu Girard, avant de lancer, sûr de sa logique : « Je ne crache pas dans la soupe ; mais ce n'est pas parce que l'on est marchand de canons que l'on fait l'apologie de la guerre. »

Cette étrange justification venait peu après que les jurés eurent écouté un éducateur, M. Rémi Wernery, venu parler du juge Michel, pour expliquer comment il avait travaillé avec ce magistrat pour faciliter la réinsertion des jeunes toxicomanes. « Moi, quand j'interviens, c'est trop tard », lui disait le juge, qui avait cependant accepté de rencontrer des drogués en dehors de son cabinet. A l'un d'eux, il avait dit : « C'est le juge qui est venu vous voir ; c'est Pierre Michel qui vous serre la main. » M. Wernery a souligné : « Après la mort de Michel, il y a eu des échecs. Les jeunes toxicomanes se sont sentis orphelins. Je n'ai jamais su tant éduquer qu'avec le juge Michel. »

MAURICE PEYROT.

L'un d'eux avait déjà été mis en cause dans l'affaire du Carrefour du développement

Deux policiers sont placés en garde à vue pour une affaire de drogue

Deux inspecteurs divisionnaires de la police de l'air et des frontières (PAF), dont l'un avait déjà été mis en cause lors de l'affaire du Carrefour du développement, ont été interpellés, vendredi 24 juin, dans le courant de l'après-midi, à l'aéroport de Roissy où ils travaillent. Les deux hommes sont soupçonnés d'avoir participé avec un réseau de trafiquants de drogue. Grâce à leur qualité qui leur permet de passer les postes de douane sans être l'objet de contrôles, ils auraient aidé à l'introduction d'un paquet d'héroïne brute de 7 kilos qu'un trafiquant, débarqué vendredi après-midi d'un avion en provenance du Moyen-Orient, voulait faire pénétrer en France.

Les deux policiers, Georges Bechouche et René Baudin, cinquante-deux ans, ont été interpellés à l'aéroport même, par leurs collègues de l'office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS), qui dirige le commissaire Bernard Gravet. Placés en garde à vue dans les locaux de l'OCRTIS, ils devaient être présentés, mardi 28 juin, à M^{me} Christine Coste-Floret, juge d'instruction au tribunal de Bobigny.

Deux autres personnes ont également été interpellées dans le cadre de cette affaire. L'une, Florence Vedan, quarante ans, comptable, est une amie de l'inspecteur Bechoe-

che ; l'autre, Nadi Hafiza, trentenaire ans, est une Algérienne vivant depuis longtemps en Europe, principalement en Espagne.

Correspondants des trafiquants en France, c'est à cette dernière que les deux policiers auraient remis la drogue dont la valeur est estimée à quelque 7 millions de francs.

Les policiers qui ont interpellé leurs deux collègues de Roissy semblaient disposer d'une information précise puisqu'ils surveillaient le secteur depuis quelque temps déjà. Le renseignement leur avait été fourni par un service de police étranger, à la suite de la confiance d'un trafiquant arrêté.

Le faux passeport d'Yves Chelier

Pour l'inspecteur Baudin, cette interpellation est la seconde de sa carrière. Le 20 janvier 1987, en pleine nuit, il était emmené dans les locaux de la brigade financière pour être entendu comme témoin dans l'affaire du Carrefour du développement. Huit mois auparavant, le 19 mai 1986, en compagnie de M. Edmond Raffalli, dirigeant d'un cercle de jeux parisiens, il avait accueilli à Roissy, à sa descente d'avion, un émissaire d'Yves Chelier, alors en fuite au Brésil. Le voyageur rapportait de Rio un rapport accusateur contre M. Christian Nicot, ainsi que deux photos d'identité d'Yves Chelier qui devaient servir à la confection de son faux passeport fourni, sur ordre supérieur, par la DST. Le rapport, parvenu par des voies « mystérieuses » au ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, devait servir à nourrir le scandale du Carrefour du développement.

Interrogé par la brigade financière, puis par la juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michon, l'inspecteur Baudin avait reconnu avoir facilité le passage de l'émissaire d'Yves

Chelier sur la demande du contrôleur général Jacques Delebois, chef du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), avec lequel il avait travaillé plusieurs années auparavant (*Le Monde* du 11 janvier 1987). C'est à la suite de cette audition que M. Jacques Delebois, inculpé de falsification et d'utilisation de faux documents administratifs, avait failli être incarcéré. Mais M. Yves Monnet, procureur général de Paris, s'y était personnellement opposé après une pressante démarche de M. Charles Pasqua auprès de M. Chirac pour que cette arrestation ait pas lieu. Soumis à de fortes pressions, le juge d'instruction avait finalement laissé M. Delebois en liberté sous contrôle judiciaire.

L'inspecteur Baudin, interrogé comme simple témoin, n'avait pas été inculpé. Puis M. Pasqua avait opposé le « secret-défense » — toujours non levé — à la curiosité du juge d'instruction.

G. M.

La demande de mise en liberté du commissaire Jobic est rejetée

M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction au tribunal de Nanterre, a rejeté, lundi 27 juin, la demande de mise en liberté présentée par le commissaire Yves Jobic, inculpé de proxénétisme aggravé depuis le mois de novembre 1987 et que le magistrat avait placé sous mandat de dépôt dans la nuit du 21 au 22 juin (*Le Monde* du 23 juin).

Le policier qui, depuis le début, n'a toute participation à cette affaire, est particulièrement soutenu par le syndicat des commissaires de police. Il a décidé d'intenter appel de la décision de M. Hayat, devant la cour de Versailles.

RELIGIONS

Avant le sacre de quatre évêques par Mgr Lefebvre

Les catholiques traditionalistes semblent de plus en plus divisés

Seize nouveaux prêtres seront ordonnés, le mercredi 29 juin, à Ecône (Suisse), par Mgr Marcel Lefebvre. C'est le lendemain, le jeudi 30, devant 150 prêtres et une foule attendue de 6 000 à 8 000 fidèles, que l'évêque intégriste, en compagnie de Mgr Antonio de Castro Mayer, ancien évêque de Campos (Brésil), consacra 4 nouveaux évêques de la Fraternité Saint-Pie X (*Le Monde* du 17 juin).

Jusqu'au bout, le Vatican aura voulu montrer qu'il avait tout fait pour éviter le schisme. Le cardinal Augustin Mayer, préfet des Congrégations pour les sacrements et pour le culte divin, était encore en visite, à la fin de la semaine, dans des communautés traditionalistes françaises. A Salzbourg (Autriche), où il accompagnait le pape, le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, a déclaré de son côté : « J'espère que tous les catholiques se rendront compte que le pape a fait tout son possible pour éviter cette blessure à l'Eglise. »

Les inconditionnels

En Autriche encore, le supérieur général du séminaire d'Ecône, l'abbé Franz Schmidberger, a fait transmettre au pape un message par l'intermédiaire de l'évêque auxiliaire de Vienne, Mgr Kurt Krenn, personnalité proche des traditionalistes, assurant Jean-Paul II que « la Fraternité Saint-Pie X ne voulait pas de schisme ».

Selon M. Navarro-Valls, porte-parole du Vatican, les fidèles de Mgr Lefebvre dans le monde seraient de 60 000 à 70 000, dont 20 % environ seulement, a-t-il estimé, seraient prêts à le suivre dans le schisme. Les prises de position enregistrées avant les ordinations du 30 juin dans les milieux traditionalistes français permettent de distinguer trois types d'attitudes : celle des inconditionnels de Mgr Lefebvre ; celle des opposants à l'ordination d'évêques et celle des hésitants.

Aucune déclaration publique ne permet pour le moment d'envisager des défections au sein même de la Fraternité Saint-Pie X, qui regroupe 260 prêtres et presque autant de séminaristes en France, en Suisse, en Allemagne de l'Ouest, en Argentine et aux Etats-Unis. Dans la mouvance de la Fraternité, un certain nombre de personnalités et de communautés traditionalistes font déjà savoir qu'elles contestent la validité des excommunications romaines et soutiendront Mgr Lefebvre quoi qu'il arrive.

C'est le cas de l'abbé Coache, directeur d'un bulletin intégriste, *Le Combat de la foi*, qui compterait six mille cinq cents abonnés du Père

Innocent-Marie, prieur des dominicains d'Avrillé (Deux-Sèvres) ; de la Mère Anne-Marie, prieure des dominicaines de Fanjeaux (Aude) ; de Mère Marie-Christine, supérieure de sept carmes intégristes en France et en Suisse, qui est la propre sœur de Mgr Lefebvre ; enfin des abbés Lacazeux (Bourges), Sulmont (Amiens), etc.

Dans une déclaration commune, ils « déplorent et rejettent les erreurs, les hérésies, toutes les compromissions infiltrées dans l'Eglise jusqu'au suprême degré ». Pour eux, l'Eglise de Rome est « défigurée et gangrenée par la secte conciliaire qui prêche une nouvelle religion, celle de l'homme ». Ils contestent l'existence d'un schisme : « Ce sont eux qui refusent le maintien de la tradition inébranlable de l'Eglise qui se séparent d'elle. » L'excommunication de Mgr Lefebvre, « héraut de la foi et brillant défenseur de l'Eglise », sera considérée comme « nulle et non avenue ».

Aussi bien à Ecône que dans les communautés traditionalistes, on évoque aujourd'hui les canons 1323 et 1324 du nouveau code pour plaider l'état de nécessité, qui exempte de toute peine le sujet coupable d'une violation de la loi ecclésiastique. Une note, diffusée le vendredi 24 juin à Ecône, explique que « la persistance, l'ordre et l'activité de l'Eglise sont menacés et lésés d'une manière considérable », notamment dans les domaines de « l'enseignement, la liturgie, la discipline ecclésiastique... ». Dans une situation de nécessité, les pasteurs de l'Eglise peuvent prendre des mesures extraordinaires pour protéger ou rétablir l'activité de l'Eglise ».

Les opposants

Sans remettre en cause leur attachement personnel à Mgr Lefebvre, un certain nombre de personnalités de la famille traditionaliste française se sont déjà déclarées hostiles au sacre d'évêques schismatiques. Elles ont aussi signé un manifeste commun et fondé un groupe, appelé Fidélité et Résistance, qui pourrait avoir une structure d'accueil pour les prêtres et les séminaristes de la Fraternité Saint-Pie X qui, après le 30 juin, pourraient exprimer publiquement leur refus de désobéissance au pape.

A la tête de ce groupe, on trouve un prêtre perpignanais, l'abbé Tourniol-Duclos. Celui-ci avait célébré la messe et prononcé l'hommage au cours de la manifestation en l'honneur de Jeanne d'Arc organisée par le Front national aux Tuileries, le dimanche 1^{er} mai dernier entre les deux tours de l'élection présidentielle. Il a été rejoint par Louis-Marie et Bruno de Bagnières, fils d'Hervé de Bagnières, ancien dirigeant de l'OAS. Le premier des

deux frères est dominicain dans un prieuré traditionaliste à Chéméré-le-Roi (Mayenne). Bruno, ancien saint-cyrien, est un bénédictin ordonné par Mgr Lefebvre, transfuge du monastère de Flavigny (Côte d'Or) rallié à Rome en 1986. « Curé » de l'église Saint-Louis de Port-Marly (Yvelines), occupé depuis dix-huit mois, il est distingué, le 5 avril 1987, en déclarant en chaire à propos de l'évêque de Versailles : « Thomas-Jaruselski, même combat. »

A leur côté, parmi les opposants au schisme de Mgr Lefebvre, on compte aussi M. Romain Marie, dit Bernard Antony, député européen (Clermont-Ferrand), membre du Comité Chrétien-Solidarité et du Centre Henri-et-André-Charlier, promoteur du pèlerinage intégriste annuel à Chartres, puis Yves Daoulat (Présent, La Pensée catholique), les responsables du Nouvel élan marial, organisateurs de pèlerinages dans le Midi de la France.

Ils entendent rester fidèles à la messe de saint Pie V, mais déclarent « ne pas pouvoir suivre Mgr Lefebvre dans sa rupture avec le siège apostolique ». « Qu'on ne compte pas sur nous, ajoute l'appel de Fidélité et Résistance, pour accabler ceux qui se laisseraient tenter par la voie désespérée de la séparation. Mais nous sommes bien conscients d'exprimer la juste position des catholiques en rappelant notre fidélité au Vicaire du Christ et en renouvelant notre détermination de résistance à tout ce qui tend à démolir la foi catholique ».

Ce texte a soulevé une grande colère au sein de la Fraternité Saint-Pie X. « C'est une trahison », dit l'abbé Paul Aulagnier, représentant pour la France de Mgr Lefebvre, ajoutant : « Le Père de Bruo de Bagnières, brillant colonel, avait plus le sens de la patrie que son fils le sens de l'Eglise ». Quand à l'abbé Philippe Laguerie, curé de l'église parisienne occupée Saint-Nicolas-du-Chardonnet, il a déclaré de son côté que « de Bagnières ne représente que lui-même. Ses fidèles de Port-Marly ne sont pas d'accord avec lui. Il aura les plus grandes difficultés à se maintenir, et la Fraternité pourrait récupérer ce lieu de culte ». L'intéressé ne dément pas qu'une réunion « houleuse » s'est tenue le lundi 20 juin dans sa paroisse, mais il assure que des prêtres de la Fraternité, « empêchés jusqu'au 30 juin de le rejoindre », sont déjà prêts à le faire.

Parmi les adversaires de la décision de Mgr Lefebvre, il faut enfin citer l'association *Uma Voce* pour la sauvegarde du latin. Son président, M. Henri Saugier, membre de l'Institut, a écrit au fondateur d'Ecône pour le mettre en garde contre un geste qui aura « des conséquences désastreuses pour l'unité de l'Eglise et l'avenir de la Fraternité que vous avez fondée ».

Une grande partie des fidèles traditionalistes disent « aspirer encore un miracle », et, avant de faire connaître leurs intentions, veulent attendre le sacre d'évêques par Mgr Lefebvre. « Est-ce une trahison ou un acte prophétique ? », s'interroge Dom Gérard Calvet lui-même, prieur du monastère bénédictin de Barroux dans le Vaucluse, l'une des personnalités les moins modérées du mouvement traditionaliste. Il ajoute pourtant : « Quoi qu'il advienne, Mgr Lefebvre restera notre père spirituel. »

Les hésitants

Président de l'association des Amis de Port-Marly, qui occupe l'église Saint-Louis, Christian Marquet avoue lui aussi « ne pas connaître certaines décisions de Mgr Lefebvre ». Nous venons rester obéissants à l'Eglise, dit-il, ce ne veut pas dire soumis en tout. Nous réclamaons la messe et le catholicisme traditionnel, mais nous ne sommes pas un troupeau bélier. »

Le quotidien *Présent*, intégriste et lépéniste, semble également embarrassé. Il publie, sans commentaire, les textes intégraux venant de Rome et d'Ecône. Dans un éditorial en date du 15 juin, son directeur, Jean Madiran, se garde de se prononcer sur la question de l'ordination des évêques. Il dit seulement que « dans la pire hypothèse où Mgr Lefebvre deviendrait schismatique, cela n'entraînerait en rien notre entente cordiale et notre collaboration politique avec lui ». Autre porte-parole de la « tradition catholique », Marc Dem, directeur du nouveau mensuel d'extrême droite, le *Choix du mois*, estime que pour sa part « (il) ne consacrerait pas d'évêques », mais croit, cependant, citant le cardinal Journet, qu'« un schisme suppose plus qu'une simple désobéissance dans la désobéissance... ».

HENRI TINOCO.

« Jean-Paul II met en garde contre le schisme ». — Jean-Paul II, se garde de se prononcer sur la question de l'ordination des évêques. Il dit seulement que « dans la pire hypothèse où Mgr Lefebvre deviendrait schismatique, cela n'entraînerait en rien notre entente cordiale et notre collaboration politique avec lui ». Autre porte-parole de la « tradition catholique », Marc Dem, directeur du nouveau mensuel d'extrême droite, le *Choix du mois*, estime que pour sa part « (il) ne consacrerait pas d'évêques », mais croit, cependant, citant le cardinal Journet, qu'« un schisme suppose plus qu'une simple désobéissance dans la désobéissance... ».

Le procès de Daniel Fazille

Une lettre de M^e Brailly

A la suite du procès de Daniel Fazille, M^e Stéphane Brailly, avocat de l'une des parties civiles, nous écrit :

Dans votre article du *Monde* daté 29-30 mai 1988 relatif au procès de Daniel Fazille, je constate que les citations que vous m'attribuez sont extraites de leur contexte, j'entends apporter les précisions suivantes.

Ma véhémence pour dénoncer les actes d'un pervers et pour révéler sa véritable personnalité ne saurait m'être reprochée.

J'ai rappelé que les méfaits de Fazille ont été jusqu'à ce jour excusés, la cour ignorant même le contenu des précédentes condamnations de l'accusé !

Mes propos enflammés n'étaient destinés qu'à dénoncer une carence de nos institutions à l'égard de tels crimes trop souvent qualifiés d'« attentats à la pudeur ».

En l'absence de volonté concrète de la part de l'accusé de se « soulager », il ne nous restait plus, à

début de neurochirurgie ou de traitement chimique obligatoire, qu'à l'écarter le plus longtemps possible de notre société.

En conséquence j'ai demandé à la cour de condamner Fazille à « via, mais seul ».

Au cours de cette plaidoirie j'ai regretté avant tout l'impuissance de nos institutions judiciaires, pénales et psychiatriques, c'est le raisonnement pour lequel j'ai demandé à mon confrère Agnès Fichot représentante l'association Enfance et partage d'intervenir à nos côtés et de se constituer partie civile dans le procès, pour lequel je me suis opposé à ses lois ciôt.

Je vous prie de croire que tout devant le débât de mon devoir de combattre l'arbitraire ; laisser faire de tels actes, c'était participer à un crime contre l'enfant, contre l'humanité semblable à l'extermination raciale à la torture ou au génocide.

REPÈRES

Espace

Vulcaïn

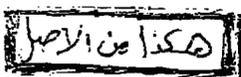
au banc d'essai

Une étape importante vient d'être franchie dans le programme de développement du lanceur européen Ariane-5 avec l'inauguration, à Vernon (Eure), d'un banc d'essai (PF-52) de certaines pièces du moteur Vulcaïn qui propulsera pour la première fois le fusée en avril 1989. Cette installation de 400 millions de francs, gérée par la Société européenne de propulsion, devrait permettre de tester en vraie grandeur la puissante turbopompe — soit l'énergie nécessaire à deux rampes TGV pour aller de Paris à Juvilly — qui alimentera le moteur Vulcaïn en hydrogène liquide. Ce premier pas devait déboucher sur la construction en Europe de cinq autres bancs d'essai, démontrant ainsi, comme l'a déclaré, M. Paul Quilès, ministre des PTT et de l'espace, « que la coopération européenne dans l'espace est une nécessité technique, économique et politique ».

Refugiés

Crédits à l'étude pour l'OPFRA

Le ministre des affaires étrangères envisage de demander, dans le nouveau budget, des crédits supplémentaires pour l'OPFRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), a précisé le porte-parole du Quai d'Orsay après l'annonce du départ du directeur général de cet organisme, M. Jean-Baptiste Brouste (*Le Monde* du 28 juin). Il ne s'agit pas d'une « démission », selon le porte-parole, M. Brouste ayant été nommé, en mai dernier, directeur du Centre international de l'estime. L'intéressé confirme cependant qu'il a « demandé à être déchargé de ses fonctions » neuf mois avant l'expiration de son mandat car, selon lui, l'OPFRA n'a plus les moyens en personnel d'assumer sa mission. Le porte-parole du Quai d'Orsay a reconnu que le rôle de l'OPFRA a considérablement augmenté mais en indiquant que les effectifs du personnel ont crû de 43 % entre 1982 et 1987 et de 8 % entre 1988 et 1988.



La 43^e Biennale de Venise

Les canaux de l'ouverture

La Biennale de Venise, en crise une fois de plus, n'avait toujours pas, il y a six mois, de directeur pour le secteur des arts visuels. Et une fois de plus le miracle s'est accompli. Tout était prêt le 26 juin pour l'inauguration officielle.

Giovanni Carandente, à qui est revenu, en février, la responsabilité de la machine, avait promis d'être efficace. Il l'a été, en directeur qui dirige, quitte à bousculer certaines habitudes de concertation, quitte à entrer dans les commissions et à y imposer ses choix, quitte à resserrer son programme autour de propositions moins ambitieuses que lors des éditions passées. Sans doute peut-on attribuer pour une bonne part au manque de temps la décision d'abandonner le principe d'un thème général, propice aux grandes démonstrations historico-critiques et censé coordonner depuis 1972 l'ensemble des manifestations.

La Biennale, édition 88, n'a donc pas de thème susceptible de provoquer comme toujours débats, discussions et polémiques autour des lectures de l'art moderne et contemporain. Mais elle annonce un autre objectif fort louable : être, pour reprendre l'expression de son directeur, « maison des artistes », en les présentant mieux, en faisant d'eux des vedettes, plutôt que les critiques.

Commencer par les Italiens, à qui a été rendue la totalité du pavillon central, remis dans son état d'origine, pour y faire le point sur la situation d'aujourd'hui, en confrontant des artistes de plusieurs générations, et auxquels ont été ajoutés quelques étrangers travaillant en Italie. Le choix surprend quelque peu, car il n'est pas habituel de retrouver nombre de célébrités issues d'Arte Povera, un seul y figure en force : Kounellis, avec un grand environnement de sacs de charbon, serrés par des rails contre des plaques de métal placées haut, comme des météores sur un temple. En fait, l'exposition se décompose en quatre sections de quatre artistes chacune, et pas un de plus.

L'une propose les nouveaux développements de la peinture abstraite, dont on retient surtout les peintures noires très strictes de Burri et les découpages de formes colorées d'Accardi. La deuxième est vouée aux figures de l'« art-trans », avant-garde, où Paladino, qui dispose d'un espace scandaleusement grand, s'effondre dans l'emphase,

entre Don Judd, Borys et quelques érudites ; où Chia donne dans la peinture tapisserie façon Lurcat, moins la couleur ; où Clements met un peu moins mal ses figures en pots ; où seul Cucchi s'en tire vraiment en martelant de grandes géométries d'or et d'argent.

C'est dans la troisième section, celle des usagers de supports pluri-média, que l'on retrouve Kounellis, déjà évoqué, et le petit monde de Baruchello, un artiste un peu négligé dont les boîtes et les reliefs font semblant de raconter des histoires. La quatrième section est celle de la vague traditionnelle des peintres travaillant entre « nature et mythe », dont Morotoli le céramiste, présent aussi, hors des Giardini, dans une petite exposition historique consacrée au Fronte Nuovo del Arte (aux Archives historiques de l'art contemporain, sur le Grand Canal), un épisode important de l'art italien de l'après-guerre, et dont Gutuso a été une des figures actives.

En hommage à Monet

Restent, pour finir le parcours, les salles des « italianisants » tels le Hollandais Dibbets, toujours fidèle à ses jeux de perspectives complexes, Sol LeWitt, qui donne dans les volumes pleins, non moins complexes, entourés de dessins de murs aux couleurs de cassino ; l'Allemand Lüpertz, devenu à Cortone sculpteur de vieux sujets mythologiques, et Twombly, qui, romain depuis longtemps, obéit à l'envie de faire des panneaux peints qu'on imagine parfaitement adaptables à des intérieurs rococo, dans lesquels il apposerait la note verte et fraîche d'un salon d'été, en hommage à Monet, par nymphéas interposés.

Giovanni Carandente, dont on peut dire pour être gentil au sortir du pavillon italien, qu'il a cherché à planifier une sorte de pluralisme réparateur d'œuvres et de jugements, aimes aussi la sculpture. Il en a voulu parmi les Italiens et plein les jardins. De la grande, signée par des grands, ouvrant dans des directions, là encore, fort diverses, de Chillida à de Kooning, mais mal logés dans le seul terrain neutre du territoire ; l'allée principale, au point qu'on les voit peu.

L'intérêt, certes, mais relatif et limité de l'exposition italienne devrait jouer en faveur des expositions proposées dans les autres pavillons, directement gérés par les pays participants — une trentaine. Comme toujours, on y trouve du bon et du médiocre. Mais, cette fois, peut-être pas exactement où l'attendait l'habitué des Giardini.

ARCHITECTURE

Les grands projets culturels à l'IFA

Au sens large

Une exposition initialement organisée par la mission interministérielle de coordination des grands projets d'architecture et d'urbanisme, récemment convertie en secrétariat d'Etat, présente à l'Institut français d'architecture (IFA) (1) les « grands projets culturels ».

Il faut prendre le terme « culturel » au sens large : ces grands projets ont pour point commun de n'être pas à Paris, tout en ayant en principe comme zone de rayonnement l'ensemble de la France. Tous n'ont pas une architecture remarquable (Paris aussi réserve des surprises...), mais le talent de quelques-uns commande soit les limites culturelles du projet, comme au Centre de recherches sur la Provence antique, d'Henri Girani, à Arles, soit une zone de rayonnement moyennement nationale, comme la médiathèque de Villeurbanne, due au Suisse Mario Botta (Le Monde du 6 février).

LE FESTIVAL DE SAINT-DENIS et l'écran présentent MARDI 28 JUIN à 20h30 LA BOHÈME de Luigi Comencini en présence de BARBARA HENDRICKS l'écran de saint-denis 48.20.99.20

On ne s'étonne pas de retrouver les noms les plus brillants : Sarfati (Centre d'archives du monde du travail à Roubaix), Hauvette (Ecole Louis-Lumière à Marne-la-Vallée), Reichen et Robert (la Grande Halle de Tony Garnier), ou, dans sa version la plus provocatrice, Bancel (Opéra de Lyon). On ne s'étonne pas de voir accéder à une renommée nationale des noms jusqu'à présent moins familiers, comme celui de Patrick Bouchain pour le C.N.A.C. de Grenoble.

Mais, lorsqu'on voit le projet choisi pour le musée de la même ville, et lorsqu'on connaît celui qu'avait proposé Henri Gaudin, on se demande si le label « grand projet » est concevable en toutes circonstances, et si le secrétariat d'Etat aujourd'hui constitué ne devrait pas être plus pointilleux sur la compétence ou la composition de jurys, à l'heure où la décentralisation a donné tant de pouvoirs aux maires. Il ne faut pas encourager les erreurs architecturales, même par pure charité politique.

FRÉDÉRIC EDELMANN, IFA, 6, rue de Tournai, 75006 Paris, jusqu'au 3 septembre. (1) M. Jean Millier vient d'être nommé président de l'IFA, en remplacement de M. Claude Robert, directeur de l'architecture qui occupait provisoirement ce poste depuis trois mois (Le Monde du 10 juin). M. Millier, âgé de soixante et onze ans, a notamment été président du Centre George-Pompidou et de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques. Il s'est fort à fait pour préserver l'autonomie financière de l'Institut et garder ce remarquable centre de recherche et de diffusion à l'abri des appétits, des clans et des intérêts partisans, et pour aider à retrouver son équilibre entre dynamisme et sérénité. Par ailleurs, l'IFA devrait inaugurer, mardi 28 juin, son nouveau Centre d'archives du vingtième siècle, qui ouvrira ses portes aux chercheurs en janvier 1989.

Jasper Johns : « Fall » (1986)



Par exemple, son pavillon allemand, si souvent sur la sellette, la prestation de Felix Droese, aussi précieuse de bonnes intentions soit-elle — paix et désarmement. — vous donne l'envie de fuir, parce que la violence de ses images est sans qualité. Au contraire de ce qui se passe au pavillon hongrois, dont on ne parle d'ordinaire jamais. Trois artistes y sont exposés, dont deux sont vraiment bien : Sandor Pinczehelyi, une sorte de Warhol cubiste et caustique, et Imre Bukta, un inventeur de sculptures d'objets en bois, qui rappelle Tony Cragg, décemment le meilleur de la jeune école de sculpture anglaise.

Structures primaires

Au pavillon espagnol, Susana Solano n'est pas mal non plus. Ses structures primaires, austères, en forme de cages et de cabinets grillagés, sont aussi intéressantes à voir à la lumière des petites pièces d'œuvres, le visage Basque qui ne sculpte plus, mais qui a beaucoup donné et passe pour être un des pères de Chillida.

Autre bon artiste : Markus Rietz, au pavillon suisse. Il a son rythme personnel et son mode intimiste pour traiter de petites choses visuelles. Il est connu, sinon absolument reconnu, comme bien d'autres artistes de la Biennale. Notamment Vallat, que Bernard Coysan, commissaire pour la France, a choisi de présenter, et qui reste très digne et rigoureux dans son propos strictement pictural, mal aimé, aussi conceptuel soit-il.

La France et quelques autres pays, trouvant leur espace trop petit pour montrer ce qu'ils ont choisi de montrer — Balès, Favier, Laget pour la France, la jeune sculpture pour la Hollande, Fédice Vairini pour la Suisse — ont pris des amonces en ville. Ces jeunes artistes nous ramènent à l'esprit général de la section Aperto, dont les quatre-vingt-six participants, sélectionnés par une commission internationale, alignent dans les travées des cordes de l'Arsenal des propos dont il n'émerge vraiment pas grand-chose.

La jeune création d'aujourd'hui, si prompt à s'emparer de tout, et même de ce qui s'est fait très récemment, a débuté des années 70, voire 80, est, selon Aperto 88, néo-conceptuelle, néo-dada, néo-minimaliste ou néo-constructiviste, mais surtout sans dogmatisme. Elle se cherche son sens constructif, son sens ironie du côté de l'objet plutôt que du meuble (la Biennale a bien dû se situer par rapport à la dernière Documenta de Kassel, très design, très urbaine), mais, à l'occasion, peut tinter de la peinture, du croquis, de la sculpture traditionnelle, de l'écrit.

Pour le moment, les ambitions paraissent assez modestes. Mais il faut toujours se méfier des eaux dormantes. Et après tout, les chapeaux ectoplasmiques de Barbara Blum, américaine, triomphante — elle a eu le prix des années de quarante ans — ne sont pas si mal balancés dans son environnement plein d'ondes invisibles. Mais c'est vrai que la Biennale manque de piquant. Et c'est vrai qu'on peut toujours penser que ce genre de grands rassemblements a peu beaucoup de sens aujourd'hui, l'information a bien d'autres façons de circuler. Et c'est faux, car, plus que jamais, partout se fait sentir le besoin d'élargir le champ artistique, d'ouvrir la scène internationale à des pays périphériques. Pour le meilleur et pour le pire : pour le marché, sûrement, mais pas seulement. L'asphyxie réelle menace. Alors, la Biennale de Venise, dont la structure est exemplaire en

matière de confrontation plurielle, peut retrouver le sens qu'elle avait perdu depuis longtemps. Elle s'y essaie cette fois, par exemple en invitant à Aperto des Australiens, ou des Indiens, ou des Soviétiques. En fait, c'est un événement. Comme dans un autre ordre d'idées, la présence des Sœurs de Jasper Johns au pavillon américain (tableaux de 1985-1987). Que d'aucuns disent académiques, mais qui sont d'un très grand artiste qui, à la soixantaine, atteint la plénitude d'un grand classique, qui se pense, réfléchit, médite sur la vie, sa vie, son histoire, l'histoire de la peinture. En toute modestie. Mais oui. Il a le lion d'or. C'est un peu bête, il n'en avait pas besoin. GENEVIÈVE BRERHETTE.

ROCK

Michael Jackson au Parc des Princes

Hollywood en tournée dans les lointaines provinces

64 000 personnes ont assisté, le 27 juin, au premier concert événement donné par Michael Jackson au Parc des Princes.

Notre époque manque, paraît-il, de stars et n'ose même pas se l'avouer. Michael Jackson, en tout cas, est une vraie star. Qui célèbre son trentième anniversaire au sein d'une autobiographie (éd. M. Lafont) et en multipliant les concerts gigantesques à travers le monde.

Michael Jackson a grandi devant un miroir. Sa vie se confond depuis vingt-cinq ans avec la musique. C'est l'histoire d'un petit garçon de cinq ans qui croyait si fort avoir créé pour détruire les gens qu'il est devenu le double de Peter Pan en même temps que le chanteur le plus fêté de sa génération.

Ce qu'il avait entrepris avec ses frères, réunis dans le Jackson Five, avait fait la fortune de ses parents et celle de Berry Gordy, le patron de la firme discographique Tamla Motown. Ce qu'il a réalisé en solo (les albums Thriller et Bad) l'a hissé à la fois au rang de champion toutes catégories du show-biz et à la hauteur d'un capitaine d'industrie octroyant au monde les droits d'édition des chansons des Beatles.

Michael Jackson lui-même est l'un des personnages les plus représentatifs d'un rêve : celui d'une Amérique au sommet de la démesure. En ce sens, il est le frère noir d'Elvis Presley. Comme le « King », Michael Jackson est bien plus qu'un chanteur : un symbole vivant. Comme lui, il donne sur scène le meilleur de lui-même.

Enfin, il est aussi acteur. Il s'empare du public et lui communique l'émotion de la mesure la plus directe. Il saute, grimé, se retorque, réverbère, un essai musical sort ? Décrit comme un clone végétarien, zoophile et trafiqué, un survivant de la chirurgie esthétique, un Martin Gray de l'échecement prophétique culottier, on s'interroge. Qu'est-ce qui va creuser en premier ? Les dents, les implants capillaires, les doigts orthotiques de sparadrap ? Rien de tout cela. Le frère Michael va très bien et n'a pas du tout peur, comme E.T., de vouloir s'échapper à la maison. Et Peter Pan, que l'on sent, n'a jamais frôlé du train de corde façon ni protesté que « Dirty », Diana Ross, l'ait éclairé précocement vers l'âge de douze ou treize ans.

Lui perché beaucoup plus solide que la publicité qu'on lui fait, se ponctue chaque chanson d'un final appuyé, très théâtral, le jante droit tendu, le corps frissonnant sous les sursauts énormes, enthousiastes, de la foule.

Le show au Parc des Princes, réglé à la seconde près, dure cent vingt minutes. Pour les privilégiés qui ont eu le bonheur de voir le spectacle aux Etats-Unis (le Monday dans le 24-25 avril) il y a de notables différences : pas de générique hollywoodien, pas de projection ni de laser, moins de gigantisme dans la mise en scène. Hollywood est en tournée dans les lointaines provinces d'Europe.

64 000 autres personnes sont attendues de mardi 28 juin. La recette brute des deux jours devrait être de 23,5 millions de francs. Michael Jackson est assuré d'une garantie minimum de 10 millions de francs pour les deux concerts, plus 85 % de la recette. CLAUDE FLOUTER.

Le patineur lunaire

Deux écrans géants de chaque côté de la scène occupent la courbe sud du Parc des Princes permettant de distinguer dans un crépuscule brumeux des gros plans fugitifs de l'homme si petit qui surgit dans une gerbe de faux de bengales et de fumigènes. Kim Wilde vient d'assurer une première partie, assez brève et pas trop convaincante, malgré une savante culture de cyclisme noire. Le temps d'installer dans les tribunes et sur le colosseux pelouse bécote environ soixante mille personnes de bonne humeur, venues adorer le fameux zombie du musé-hall mort-dé, dont les absences et les silences sont fracassants. L'homme à la timidité légendaire, Michael Jackson. Est-ce bien lui ? Passé quelques bourrasques de brouillard artificiel, pas de doute. On reconnaît la silhouette mince, barquée de ceintures métalliques, de bracelets et de jarretières cloquées, son déhanchement surdoué, le voix suave et docement épilatrice comme un pantin furieux qui se rattape toujours au bord du dérapage.

C'est sa voix claire, son allure fragile. On s'est tellement demandé dans les journaux écrits ou télévisés s'il était Peter Pan ou E.T. qu'on ne sait plus de quelle matière il est constitué. Va-t-il tenir le coup dans cet orage de décibels auquel l'architecture du Parc des Princes fait, d'échos en réverbérations, un essai musical sort ?

Lui perché beaucoup plus solide que la publicité qu'on lui fait, se ponctue chaque chanson d'un final appuyé, très théâtral, le jante droit tendu, le corps frissonnant sous les sursauts énormes, enthousiastes, de la foule.

Tourbillon magnétique Il a la santé. Tourbillon magnétique, le fesse au vent, il rentre dans une petite tarte, et ressort en loup-garou (pour Thriller), allume des ampoules sur sa veste, disparaît dans une cabine de magicien, grimpe sur une plate-forme pour planer une minute au-dessus des mortels, se déguise en mac de Chicago, tendis qu'un monstre

électrique, un dragon de lumière verte, dansé dans une belle débauche d'effets spéciaux et de pédales propres à faire « s'esbaudir les enfants et les parents. Evidemment, les seuls qui la voient vraiment, les dehors du charbonnier, des musiciens et des techniciens, sont les malheureux du premier demi-heure devant la scène qui paient cher de leur personne pour un supplément de rêlé, et qu'on démesurément, suffoqués de chaleur, au-dessus de la mêlée, dans les bras des vidéastes. Dans les tribunes on n'aperçoit qu'une star pulvérisée sur les écrans, au milieu d'une minuscule bouillotte assourdissante, qui pestillote. Avec un génie certain, il est vrai. C'est dans la dernière heure du show que Jackson démonte tout son talent de danseur, aussi épuisé d'après le plus solennel d'après Fred Astaire, balise tout ce que la démesure d'un tel spectacle entraîne d'égoïsme, et emporte l'adhésion. Avec Beat It et Billie Jean il offre la démonstration de ses dons de chorégraphe expert. Ce choréographe nouveau (the Moon Walk), ces pas glissés en arrière, ce trémoussement inimitable, ces effets de draps, ces gestes symphoniques, ne sont qu'à lui et méritent que « Ron » brève des rigueurs de la RATP, qui s'est parfaitement assommée, juste à l'heure du retour. MICHEL BRAUDEAU.

Le Monde

L'ÉVÉNEMENT 1988
JOHNNY CLEGG & SAVUKA
AVEC EUROPE 1

39 CONCERTS
PLUS DE 500.000 SPECTATEURS

JOHNNY CLEGG
USHESHE UBUYE!

(JOHNNY CLEGG A BIENTÔT)



EUROPE 1

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LA FARCE DU CUIVIER, suivi de LA FARCE DE MAITRE... BARTHELEMY, Tintamarre (48-87-3521)...

Les autres salles

ARLEQUIN (RESTAURANT-THEATRE) (45-89-43-22)... ATELIER (46-06-49-24)... BERRY (43-57-51-55)...

Mardi 28 juin

F. Romani. Mise en scène P.-L. Pizzi... ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20)...

Les concerts

ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-LORETTE... ÉGLISE ST-GERMAIN-DES-PRÉS... ÉGLISE SAINT-JACQUES DU HAUT PAS...

cinéma

75-79-79) : Le Maillot, 17... LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra 2...

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) : Le Cuirassé Potemkine (1925), de Sergueï M. Eisenstein...

LES FILMS NOUVEAUX

BALANCE MAMAN BORE DU TRAIN. Film américain de Danny Devlin... MANIAC COP. Film américain de William Lustig...

PARIS EN VISITES

MERCREDI 29 JUIN : Hôtels du Marais, place des Vogues... JEUDI 30 JUIN : Le Marais, de la place des Vogues...

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SR. MARIE KEYROUZ ENSEMBLE INSTR. DU LIABAN... CHANTS TRADITIONNELS SYRIAQUES ET BYZANTINS

CONCERTS DU PALAIS PRINCIER

17-19 : LAWRENCE FOSTER... 20-21 : MITSUVA ROSTROPOVITCH... 22-23 : SEMYON BYCHKOV

LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Loups... ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO (Fr.-It., v.o.) : La Bastille...

LES EXCLUSIVITÉS

ACTION JACKSON (A., v.o.) : Pathe Marignan-Concordia... LES ANNEES SANDWICHES (Fr.) : UGC Odéon...

LES FILMS NOUVEAUX

MANIAC COP. Film américain de William Lustig... POLICE ACADEMY 5. Film américain d'Alan Myerson...

LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Loups... ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO (Fr.-It., v.o.) : La Bastille...

PARIS EN VISITES

MERCREDI 29 JUIN : Hôtels du Marais, place des Vogues... JEUDI 30 JUIN : Le Marais, de la place des Vogues...

LES EXCLUSIVITÉS

ACTION JACKSON (A., v.o.) : Pathe Marignan-Concordia... LES ANNEES SANDWICHES (Fr.) : UGC Odéon...

CONFERENCES

30, avenue Corentin-Carion (salle Jean Bertin)... 35, rue des Francs-Bourgeois...

ABONNEMENTS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS. Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS LE MONDE ET SES PUBLICATIONS. Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7. ABONNEMENTS 3615 LEMONDE

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi...

Mardi 28 juin

TF 1
20.40 Châtaignier: Attention les dégâts! O. Film italien de E.B. Clucher (1984)...

Bruci Charles Gérard 22.15 Flash d'informations.
22.20 Châtaignier: Rose O. Film américain de Noel Marshall (1983)...

Mercredi 29 juin

TF 1
13.40 Faut-il: Clio ouest. 14.30 Club Dorothée. Spielvan; Goldoni; Silver Hawk; Les chevaliers du zodiaque...

Marc Tasso. 18.55 Starquize. Présenté par Alexandra Kazan. Invités: Amanda Lear, Paul Préboist, Pierre Perret...

Audience TV du 27 juin 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

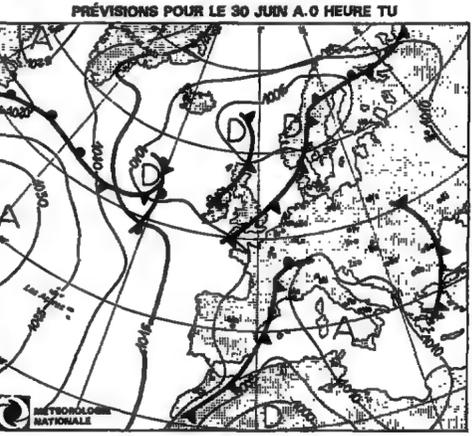
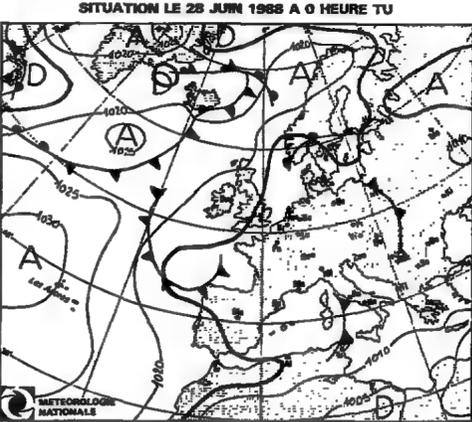
Table with columns for time slots (19h 22, 19h 46, 20h 16, 20h 58, 21h 8, 22h 44) and TV channels (TF1, A2, FR3, CANAL+, LA 5, M6) showing audience percentages.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 28 juin à 0 heure et le dimanche 3 juillet à minuit.
Jusqu'à jeudi, la France restera dans une vaste zone faiblement dépressionnaire...

Nord-Est dans la matinée. Derrière cette zone, plus à l'Ouest, un temps variable avec des averses d'été...



MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with clues in French and English. Includes 'PROBLÈME N° 4775' and 'HORIZONTEMENT'.

Vertical crossword clues in French and English. Includes 'VERTICALEMENT' and 'Solution du problème n° 4774'.

Map titled 'TEMPS PRÉVU LE 29 Juin 88 DEBUT DE MATINÉE' with a legend for weather symbols like sun, clouds, rain, and wind.

Table titled 'TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observés' showing temperature data for various cities in France and abroad.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MAISON à ST-GERMAIN-LES-ARPAJON (91290) à usage d'habitation - Lieudit - Le Pré aux Canes - 39, route d'Aulnay Cce 1 ha 09 a et 34 ca - Mise à Prix 3 000 000 de F

UN APPARTEMENT à BOULOGNE-BILLANCOURT (Hauts-de-Seine) 92, avenue Victor-Hugo de 3 p.p. au 4^e étage et une cave Mise à Prix : 150 000 F

MAISON D'HABITATION à MONTESSON (Yvelines) 9 et 11, rue Alfred-de-Musset Arrondissement de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE Sur 689 m², de 5 p. ppales sur 2 niv., entrées, cuis. 2 s. de b., wc, arage pour 2 voit. Jardin

UN APPARTEMENT dans un immeuble à PARIS-10^e, 58, quai de Jemmapes Bât. C2 7^e étage de 3 pièces, cave et parking OCCUPATION (voir cahier des charges) Mise à Prix : 300 000 F

UN APPARTEMENT à BOULOGNE-BILLANCOURT (Hauts-de-Seine) 13, boulevard d'Auteuil de 3 p.p. au 2^e ét. Une resserre, un parking LIBRE DE LOCATION - OCCUPÉ par l'épouse du saisi

1^{re} PROPRIÉTÉ à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94) comp. PAVILLON D'HABITATION de 5 p. ppales, jardin s. ter. 302 m² 2^e PROPRIÉTÉ à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94) comp. PAVILLON D'HABITATION de 2 p., jardin de lequel se trouvent édifiés 4 boxes autom. s. ter. 267 m²

à CHAVILLE (Hauts-de-Seine) 23, rue de la Monesse 1^{er} lot : APPARTEMENT de 3 pces et cave 2^e lot : PAVILLON de 2 P. constil. la total. du bât. C 3^e lot : UN TERRAIN à BATIR de 123 m² 4^e lot : CINQ BONES dans le bâtiment F

à SAVIGNY-SUR-ORGE (Essonne) 1^{er} lot : UN PAVILLON non achevé 6, allée de la Fraternité LIBRE - Mise à prix : 300 000 F 2^e lot : UN PAVILLON non achevé 8, allée de la Fraternité LIBRE - Mise à prix : 300 000 F

à PARIS (7^e) 56, rue de Verneuil APPARTEMENT de 2 pièces et dépendances au 8^e étage LIBRE - Mise à prix : 500 000 F à PARIS (15^e) 9 et 11, rue Falguière (Villa Gabriel) ATELIER D'ARTISTE LIBRE - M.A.P. : 500 000 F à NEUILLY-sur-SEINE (92) 38 bis, rue Madeleine-Michelis 1^{er} UN LOCAL au rez-de-chaussée LIBRE - Mise à prix : 30 000 F 2^e UN LOGEMENT de 2 pièces au 5^e étage LIBRE - Mise à prix : 200 000 F à PARIS 10^e, 205, rue du Fg-St-Martin 1^{er} APPARTEMENT de 4 pièces au 5^e étage LIBRE - Mise à prix : 200 000 F 2^e UN LOGEMENT de 2 pièces au 6^e étage LIBRE - Mise à prix : 100 000 F

Sports

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Ivan le jardinier

Deux des huit joueuses qui doivent disputer les quarts de finale des championnats de Wimbledon ne sont pas sées se série : l'Américaine Rosalyn Fairbank et la Française Pascale Paradis, qui ont battu respectivement, le lundi 27 juin, la Soviétique Natalia Zvereva et l'Autrichienne Anne Minter. Dans le tableau masculin, Pat Cash, Stefan Edberg et Mats Wilander se sont qualifiés en trois sets secs, tandis qu'Ivan Lendl est resté quatre heures quarante-six minutes sur le court et a disputé soixante-cinq jeux pour l'emporter en cinq manches sur l' Australien Mark Woodforde.

LONDRES de notre envoyé spécial ST'Il avait fallu donner un pronostic sur les huitièmes de finale masculins on aurait écrit sans hésiter que Mats Wilander était le plus menacé de tous les candidats au titre anglais. Le champion des Internationaux d'Australie et de France avait, lundi, en travers de son chemin, pour la troisième levée du grand chelem, Zlobodan Zivjovic. Ce Yougoslave est un poids lourd des courts comme Myke Tyson sur le ring. D'ailleurs, il avait déjà mis KO Wilander à Wimbledon en 1985, lors du premier tour.

Echecs

La Coupe du monde à Belfort

Kasparov frappe trois fois

A quatre rondes de la fin du Tournoi de Belfort comptant pour la Coupe du monde d'échecs, Garry Kasparov a pris une option très ferme sur la victoire finale. Le champion du monde, dépassé par Ehlvest à la huitième ronde (le Monde du 25 juin), a réalisé un exploit dans les trois rondes suivantes en battant successivement Ljubojevic (avec les Noirs), Andersson puis, encore avec les Noirs, Beliavski, lors de la onzième ronde, le lundi 27 juin.

RÉSULTATS Neuvième ronde : Hadsiner-Karpov aj. (61) ; Timman-Ribli 0, 5-0, 5 (14) ; Spassky-Nogueiras 0, 5-0, 5 (41) ; Spassky-Yousouppov 1-0 (39) ; Hjartarson-Sokolov 0, 5-0, 5 (25) ; Ljubojevic-Kasparov 0-1 (39) ; Sokolov-Ljubojevic 1-0 (32) ; Yousouppov-Hjartarson 0-5-0, 5 (48) ; Nogueiras-Spassky 0-5-0, 5 (12) ; Ribli-Speelman 1-0 (67) ; Hadsiner-Timman 1-0 (38) Onzième ronde : Timman-Kasparov aj. (61) ; Speelman-Huebner 0-5-0, 5 (15) ; Spassky-Ribli 0-5-0, 5 (13) ; Hjartarson-Nogueiras 0-1 (30) ; Ljubojevic-Yousouppov 0-5-0, 5 (73) ; Andersson-Sokolov aj. (61) ; Beliavski-Kasparov 0-1 (27) ; Ehlvest-Short 0-5-0, 5 (12).

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

UN LOGEMENT dans un immeuble sis à CLICHY-LA-GARENNE (Hauts-de-Seine) 50, RUE MARTRE au rez-de-chaussée du Bât. A, porte à droite dans l'entrée de l'immeuble, comprenant séjour avec coin-cuisine, chambre, salle d'eau avec water-closet. Mise à prix : 60 000 F

Wander paraissait d'autant plus menacé que Zivjovic avait été à deux points de lui faire mordre la poussière au troisième tour de Roland-Garros, le mois dernier. Sur le gazon, le Yougoslave pouvait s'imposer. Le Suédois pensait néanmoins qu'il avait sa chance : « Les premiers jeux sont très importants. Si Zivjovic a du mal à gagner son service, il doutera, et ce sera plus facile pour moi. »

Le cas de Woodforde aurait aussi dû être traité rapidement. Mais, pour qu'un point soit concluant par l'enchaînement service-volet, encore faut-il que la première partie de ce jeu soit réalisée. Lendl, l'un des plus redoutables serveurs du circuit, a mis au point une procédure exaspérante. Mais, lundi, il avait beau gratouiller les cordes de sa raquette avec l'application d'un rempailleur aveugle, prendre sa respiration comme un héros du Grand Bleu avant de s'enfoncer dans les profondeurs océanes, il a eu 50 % de succès sur sa première balle et la deuxième il a pas attendu vingt et une fois dans le carré qui est sa destination normale.

LES RÉSULTATS DU LUNDI 25 JUIN SIMPLES MESSIEURS Lendl (Tch., 1) b. Woodforde (Aus., 56), 7-5, 6-7 (6-8), 6-7 (4-7), 7-5, 10-8 ; Mayotte (E.U., 13) et Leconte (Fra., 10), 6-4, 7-6 (7-5), match arrêté à Cash (Aus., 4) b. Orlowski (URSS, 148), 6-3, 6-3, 6-3 ; Nogueiras (E.U., 3) et Kuchner (RFA, 89), 7-5, 6-7 (7-8), 6-6, match arrêté ; Edberg (Sué., 3) b. Youl (Aus., 150), 6-2, 6-4, 6-4 ; Medar (Tché., 7) b. Masar (Aus., 64), 4-6, 6-2, 6-4, 6-2 ; Wilander (Sué., 2) b. Zivjovic (You., 23), 6-4, 7-6 (7-1), 7-5.

LES RÉSULTATS DU LUNDI 25 JUIN SIMPLES DAMES Mike Tyson, vingt-deux ans, pour conserver, le lundi 27 juin à Adianto-City, son titre de champion du monde des poids lourds. Son compatriote Michael Spinks, vaincu en trente et un combats, a été envoyé au tapis dès les premières secondes. Etourd par cet assaut initial, il ne put jamais s'opposer à la puissance de son jeune adversaire qui, en moins de deux minutes, a raté une bourse record de 20 millions de dollars (environ 120 millions de francs).

Le Carnet du Monde

Naissances

- Thierry et Isabelle MALVOISIN, Charlotte, ont la joie d'annoncer la naissance de Alice, le 22 juin 1988, 20, rue Yves-Tondic, 75010 Paris.

Décès

- Jeanne Devauchelle, Paul Meunier et Marc Bruu ont la douleur d'annoncer le décès de M^{me} BARGOIN, que ses nombreux amis appelaient Barbara.

- Les amis et la famille de Philippe FRIBOULET ont la douleur de faire part de sa disparition survenue le 23 juin 1988, à Paris.

- M^{me} Bernard MAHIEU, conservateur en chef honoraire aux Archives nationales, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur de l'Ordre des Arts et Lettres, commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand,

- M^{me} Jeanne BOFFETY, survenue le 25 juin 1988.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques : 79 F Abonnement (avec justificatif) : 89 F Contribution diverses : 82 F Inscription minimum 10 lignes (dont 4 lignes de branchement). Les lignes en capitaux grasset sont facturées sur la base de deux lignes. Rens. : 42-47-95-03.

SOUTENANCES DE THÈSES

- Université Paris-II : le mercredi 29 juin, à 17 heures, salle des Conseils, M^{me} Defailly Youdour : « L'action des pouvoirs publics dans le domaine du théâtre et du cinéma en Grèce ». - Université Paris-I : le jeudi 30 juin, à 10 h 30, salle 308, entrée : 1, rue W. Goussin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. M. Nabli Roché : « Explosion artistique et planification à Casablanca ».

ERRATUM

- Dans l'avis du décès de M. Guy PANNETIER, la famille nous prie de préciser qu'il faisait bien lire :

BOUQUINS FEMMES

29, AV. MONTAIGNE, 75008 PARIS 30, FG ST-HONORÉ, 75008 PARIS 47, RUE DE RENNES, 75006 PARIS 9, AV. VICTOR-HUGO, 75116 PARIS FORUM DES HALLES, 75001 PARIS

BOUQUINS HOMMES

30, FG ST-HONORÉ, 75008 PARIS 7, AV. VICTOR-HUGO, 75116 PARIS

Guy Laroche

omi

aris

procha

petro

Anniversaires

le professeur Pierre DUBOIS, docteur en sciences.

Erratum

BOUQUINS FEMMES

BOUQUINS HOMMES

SOLDES

Le Monde SCIENCES ET MEDECINE

Hommes de l'art et de l'argent

Les médecins qui participent à la mise au point et au développement des nouveaux médicaments sont particulièrement « soignés » par l'industrie pharmaceutique.

QUELS rapports entretiennent le corps médical et l'industrie pharmaceutique ? Officiellement, à en croire les porte-parole de ces deux professions, il n'y a pas de problèmes majeurs. Les uns produisent et vendent les médicaments, les autres les prescrivent.

Un aspect pourtant des relations entre les médecins et les laboratoires pharmaceutiques n'est qu'exceptionnellement abordé : la participation par les médecins eux-mêmes - hospitalo-universitaires mais aussi spécialistes libéraux et généralistes - à la mise au point et au développement des nouveaux médicaments. Rien de plus normal que les firmes pharmaceutiques fassent appel aux praticiens pour qu'ils déterminent eux-mêmes la validité d'un nouveau produit. Mais beaucoup de discrétion entourent ces pratiques. Car toutes les expérimentations sont rétribuées, ce qui, parfois, ne va pas sans abus. Chacun le sait, mais on se tait. De ce système, chacun profite.

La revue *Prescrire*, qui dépend de l'UNAFORMEC (l'organisme qui, en France, est chargé de la formation médicale continue), vient de rompre la loi du silence qui entourait ces activités en publiant une lettre d'un médecin généraliste d'Albi, le docteur Jean Doubovetzky. Dans ce document,

le jeune médecin décrit par le menu ce qu'il appelle « sa dignité perdue ».

L'histoire est classique. En juillet 1987, installé à Albi depuis quatre mois, le docteur Doubovetzky reçoit le visiteur médical des laboratoires X... qui lui propose de participer à « un essai clinique de phase IV » avec son produit P 300 « en prévention de l'aggravation des lésions cartilagineuses de l'arthrose ». Le protocole est bien léger, écrit le docteur Doubovetzky, et tient sur une feuille recto. Il n'y a en particulier aucun critère d'inclusion ni d'exclusion, et pas d'évaluation clinique après essai. En récompense, le visiteur médical propose de faire parvenir pour Noël au docteur Doubovetzky soit une caisse de champagne, soit un chèque de 1 000 F. Va pour le chèque !

Trois mois plus tard, nouvelle visite du représentant des laboratoires X... Nouvelle proposition d'expérimentation, mais cette fois avec un « tonique valérian », le R 1000. Cette fois, il n'y a pratiquement plus de protocole d'expérimentation, « il suffit de pointer les patients ». Seule condition : qu'ils ne soient pas moins de cent. C'est que la concurrence est rude, explique le visiteur médical, ajoutant que si le docteur Doubo-



« Un médecin des pauvres », à Krumming, aux Etats-Unis, en 1948.

vetzky ne parvient pas au chiffre de cent, ce n'est pas grave, il lui sera reversé une quote-part, 3 F par boîte prescrite. Nouvel accord du médecin, sidéré de se voir proposer une telle « expérimentation ». Il envoie immédiatement au laboratoire une lettre où il

insiste sur les raisons « personnelles et éthiques » qui l'amènent à dénoncer les deux engagements qu'il avait signés. « Mon cas est-il extrême ? demande le docteur Doubovetzky dans la lettre adressée à *Prescrire*. Est-il isolé ? L'en-

serais surpris : au cours de mes six premiers mois d'exercice, j'ai reçu plusieurs autres propositions d'essai tout aussi « bidon », avec pour récompenses : un stylo de valeur, un « EPU » (Enseigne-

ment post universitaire) de trois jours (tous frais payés pour deux) à Marrakech, un dictaphone... »

FRANCK NOUHL
(Lire la suite page 23.)

L'HYPNOSE CONTRE L'ULCÈRE

L'HYPNOSE n'est pas, comme on le croit trop souvent, une pratique marginale et, toujours, quelque peu sulfureuse. Elle devrait avoir droit de cité en médecine, en particulier dans la prise en charge des malades souffrant d'ulcères gastro-duodénaux. Telle est la principale conclusion d'une toute récente étude réalisée par une équipe de l'hôpital universitaire de Manchester et publiée dans le dernier numéro du *Lancet* en date du 11 juin.

Les médecins britanniques ont étudié l'efficacité d'un traitement par hypnose sur un groupe de trente malades souffrant d'ulcérations chroniques de la muqueuse digestive au niveau du duodénum.

Dans tous les cas, les malades ont, après un bilan médical et endoscopique complet, été traités pendant trois mois par l'un des médicaments anti-ulcéreux parmi les plus efficaces existant actuellement sur le marché. Quinze de ces trente malades ont en outre participé à une série de séances d'hypnose. On les incitait aussi à pratiquer une « auto-hypnose » quotidienne.

Ces séances d'hypnose, expliquent les médecins britanniques, étaient centrées sur l'abdomen des patients. On leur demandait notamment de se masser le ventre et d'imaginer la chaleur résultant de ce mas-

sage en reliant tout ça au contrôle de leurs sécrétions gastriques.

Un an après le début de cette étude, un bilan a été établi. Il est alors apparu que tous les malades traités par les seuls médicaments ont été victimes de rechutes, contre huit seulement (sur quinze) dans le groupe qui a en outre bénéficié des séances d'hypnose.

Sans faire de cette technique une quelconque panacée, les médecins britanniques soulignent que « le recours à l'hypnose pourrait être fort utile comme traitement complémentaire pour les malades chroniques du duodénum ».

La publication de ces résultats devrait, après d'autres, inciter de nombreux spécialistes médicaux français à ne plus considérer cette pratique comme un procédé quelque peu magique dénué de toute base rationnelle.

Une position d'autant plus difficile à comprendre sur le fond que l'hypnose a d'abord été développée en France et que, grâce notamment à de très nombreux travaux anglo-saxons, sa place est de mieux en mieux définie dans le champ du traitement psychosomatique et du traitement de la douleur.

J.-Y. N.

Paris, Texas

Le 15 juillet prochain commencera le forage d'exploration du permis de recherche pétrolière « Paris-Ile-de-France » à Ivry-sur-Seine.

Le site choisi du forage expérimental d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) est un terrain de quelque 3 500 mètres carrés où se dresse encore - jusqu'en octobre - une ancienne centrale thermique d'EDF. Sur ce terrain est déjà implanté le doublet de puits géothermiques qui, depuis 1983, participe à l'alimentation en eau chaude de communes situées au sud-est de Paris. Ce site est tout proche du confluent de la Seine et de la Marne, sur les rives des Péniches et Marcel-Salonne. C'est-à-dire à environ 200 mètres... de l'endroit où se construit actuellement la future imprimerie du Monde.

D'après les responsables d'Elf-Aquitaine - « opérateur » sur la partie sud du permis et attributaire avec Total-Compagnie française des pétroles et BP France de l'ensemble du permis - les usagers de la zone industrielle d'Ivry n'ont pas à trop s'inquiéter. Tout d'abord, le forage des puits géothermiques, en tous points semblables à celui des puits pétroliers, n'a guère soulevé de problèmes. Ensuite, le forage devrait être achevé vers le 10 août. De plus, si des indices prometteurs sont trouvés, les tests et les essais devraient durer quinze jours au grand maximum. Pour la suite, on ne peut rien dire actuellement, sinon rappeler, d'une part, qu'un seul forage sur six ou sept est « intéressant » dans le bassin de Paris, d'autre part que des puits

de production ne sont ni encombrants ni bruyants.

Depuis 1983, on sait que le sous-sol du Bassin parisien est beaucoup plus prometteur qu'on le croyait jusqu'alors. Cette année-là, en effet, Esso-France a découvert le champ de Chaunoy (à 10 kilomètres au nord-est de Meaux). D'une part, les réserves récupérables (1) de Chaunoy sont

très importantes (à l'échelle des champs français) puisqu'elles sont estimées à un peu moins de 10 millions de tonnes. Et surtout elles sont situées dans le keuper, la couche sédimentaire qui constitue le trias supérieur - le premier étage de l'ère secondaire (2). Alors que les petits gisements connus auparavant sont dans le dogger (une des couches du jurassique, plus récent que le trias). La découverte de Chaunoy a donc ouvert aux pétroliers un nouveau domaine d'exploration, celui du trias supérieur.

Dans la zone du permis « Paris - Ile-de-France » où elle est « opératoire », Elf-Aquitaine a fait faire en 1986-1987, par la Compagnie générale de géophysique (CGC), 400 kilomètres de

profils sismiques. L'interprétation de ceux-ci par les géophysiciens et géologues d'Elf-Aquitaine et de Total a révélé un axe structural majeur est-ouest, courant au sud de Paris et passant, notamment, sous Beynes (Yvelines), Meudon (Hauts-de-Seine) et Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Il s'agit d'une flexure faillée, qui a joué depuis le trias jusqu'à nos jours, et qui affecte tous les sédiments empilés là depuis le trias.

La profondeur de cette flexure diminue vers l'ouest. En outre, la flexure est jalonnée de structures fermées par des failles, notamment sous Chennevières-sur-Marne et Ivry-sur-Seine - Alfortville (Val-de-Marne).

Le forage d'Ivry-sur-Seine « vise » cette deuxième structure fermée, qui est située à la profondeur de 1 980 mètres. Le puits sera fait en légère déviation (30°), le puits étant à 970 mètres au sud-est de la verticale du derrick. Il sera long de 2 247 mètres et passera entre les deux puits du doublet géothermique qui va chercher l'eau chaude du dogger. Le coût du forage d'Ivry-sur-Seine est

estimé à environ 9 millions de francs.

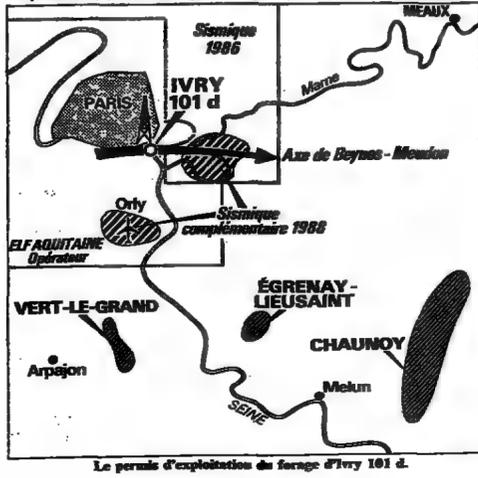
Autre zone jugée éventuellement intéressante, mais qui doit être précisée à la fin de ce mois de juin par 30 kilomètres de profils sismiques complémentaires : un anticlinal repéré sous Orly.

Depuis la découverte de Chaunoy et la mise en évidence de l'intérêt potentiel du keuper, ont été trouvés en 1987, par Elf-Aquitaine, dans le permis d'Evry (Essonne), les petits champs

d'Egrenay-Lieusaint (200 000 tonnes de réserves récupérables) et celui de Vert-le-Grand (1 200 000 tonnes de réserves récupérables), où les forages continuent. Il y a donc une progression des découvertes vers l'ouest.

Certes, il y a aussi des échecs. Mais dans l'ensemble le keuper du trias est assez prometteur pour justifier le forage d'Ivry-sur-Seine.

YVONNE REBEYROL.



(1) Les hydrocarbures, pétrole et gaz naturel n'occupent pas de grandes cavités souterraines comme on le croit encore trop souvent. Ils remplissent seulement les pores minuscules des roches-réservoirs. Les pores sont en communication les uns avec les autres, si bien que la roche-réservoir n'est pas perméable et le pétrole n'est pas extractible. Mais même bien perméable la roche-réservoir ne laisse partir que 20 % à 25 % du pétrole qu'elle contient. Grâce à diverses techniques de « récupération assistée », on arrive à extraire quelques pour cent de plus de pétrole en place. Ce pétrole extractible constitue les « réserves récupérables ». Le gaz est beaucoup plus fluide que le pétrole : 80 % à 90 % du gaz en place est extrait. Pour le gaz, la « récupération assistée » n'est pas nécessaire.

(2) Trias : de - 230 à - 195 millions d'années ; jurassique : de - 195 à - 140 millions d'années.

AU SOMMAIRE DE JUILLET

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- SPÉCIAL VACANCES
- Concours organisé avec la poste.
- Cartes postales : bons baisers de Berck.
- UN POSTER A DÉTACHER.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Fusions européennes

La route vers la fusion thermonucléaire contrôlée est encore longue. Mais grâce au JET, en fonction depuis cinq ans, l'Europe marche en tête.

CONÇU en 1970, construit à partir de 1978, le JET (Joint European Torus), appareil d'étude de la fusion thermonucléaire, a été mis en service en 1983 à Culham, au sud d'Oxford (Grande-Bretagne). Le programme alors minutieusement défini devait être réalisé au 1^{er} juin 1990. Mais on peut toujours planifier la recherche, on ne sera jamais maître des découvertes à venir. Les acquis de ces dernières années, qu'ils viennent du JET ou d'ailleurs, ont été assez nombreux pour imposer des mesures supplémentaires ainsi que des modifications dans les équipements. Le programme assigné au JET s'en est trouvé alourdi et ne peut être mené à bien avant 1992. Bien que les instances européennes n'aient pas encore formellement pris leur décision, il est pratiquement acquis que la date d'arrêt sera repoussée de deux ans. Le JET est donc actuellement à mi-parcours; bon moment pour faire le point de son activité.

On peut considérer la fusion thermonucléaire sous deux angles. Le premier, c'est la promesse d'une énergie presque infinie. Un réacteur à fusion consommerait environ une tonne de lithium et une demi-tonne de deutérium par an — deux matériaux très abondants — pour fournir 5 000 mégawatts électriques, soit la puissance d'une centrale EDF à quatre réacteurs. Mais cette promesse est hypothétique. S'il est maintenant à peu près sûr qu'on saura, vers 2030-2040, produire cette énergie, personne ne peut dire si le monde en aura besoin ou si d'autres sources (surgénérateurs, photovoltaïque, décomposition de l'eau par la lumière...) ne seront pas beaucoup plus économiques.

Le second angle, c'est que la fusion thermonucléaire permet la production de ce quatrième état de la matière que sont les plasmas hyper-chauds. On passe du solide au liquide, puis au gaz, en chauffant la matière, ce qui diminue ou supprime les liaisons entre atomes. Au-dessus de quelques milliers de degrés, ce sont les liaisons atomiques internes qui cèdent : la matière devient un plasma, mélange intime d'électrons et d'ions (atomes plus ou moins déshabillés de leur couverture d'électrons). Si l'on continue à chauffer, tous les électrons atomiques sont libérés, les ions se réduisent à des noyaux nus. Et entre dix et cent millions de degrés, l'énergie de ces noyaux devient telle qu'ils peuvent se heurter, fusionner et se former ainsi en de nouveaux noyaux. Il y a là toute une physique nouvelle pour l'homme, car c'est la physique qui déjà est à l'œuvre dans les étoiles, et le quatrième état de la matière se trouve être le premier dans l'univers. De cette physique,

on ignore encore les applications potentielles, mais elles sont indispensables. Comme l'explique M. Paul-Henri Rebut, directeur du JET, la difficulté de la fusion thermonucléaire est celle qu'aurait connue l'aéronautique débutante si le seul avion capable de voler était le jumbo-jet. Il

Bien qu'en théorie toutes sortes de réactions de fusion soient possibles, en pratique, seule la fusion deutérium-tritium (deux isotopes de l'hydrogène) est à même de produire une énergie abondante à des températures qui ne soient pas trop élevées — quelque cent millions de degrés. Le deutérium est abondant dans l'eau de mer; le tritium, radioactif, n'est pas présent dans la nature, mais on le crée facilement en bombardant du lithium par des neutrons. Or les fusions entre deutérium et tritium créent des neutrons — ainsi que des particules alpha, noyaux de l'atome d'hélium. La recette d'un réacteur est donc simple : enfermer dans une enceinte du deutérium et du tritium; déclencher la fusion en chauffant suffisamment; mettre autour de l'enceinte une couche de lithium, qui arrêtera les neutrons produits et fournira du tritium de remplacement; évacuer la chaleur dégagée et l'utiliser pour vaporiser de l'eau, laquelle actionnera des turbines.

Faire chauffer dans un tokamak

Tout cela serait élémentaire sans le « chauffer suffisamment ». On ne connaît pas de caserole qui supporte cent millions de degrés. Un plasma aussi chaud ne doit entrer en contact avec aucun matériau, faute de quoi il se refroidirait très vite. On utilise donc de très forts champs magnétiques pour constituer une enceinte immatérielle qui enferme le plasma. On constitue un tokamak — acronyme d'une expression russe signifiant à peu près « chambre magnétique à courant électrique ». — c'est-à-dire un anneau torique analogue à une chambre à air. Le plasma enfermé dans la chambre est parcouru par un très fort courant électrique, quelques millions d'ampères. Le champ magnétique créé par ce courant et par divers bobinages auxiliaires comprime le plasma et compense les forces de dilatation, maintenant le plasma éloigné des parois.

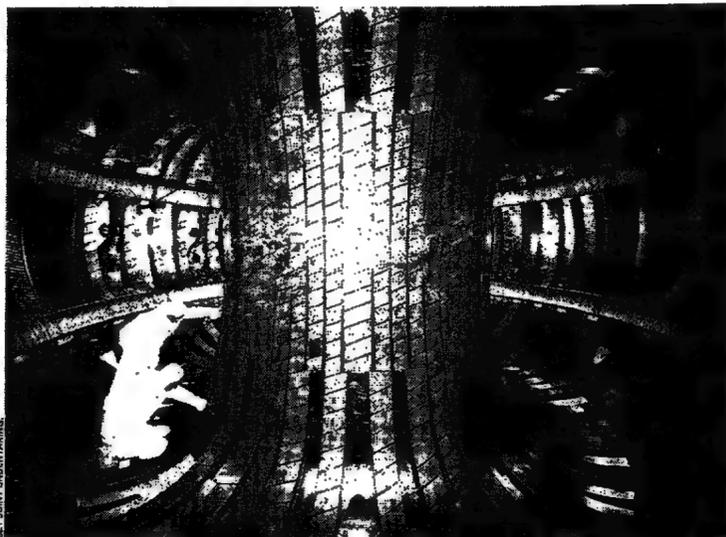
Le JET n'est pas un réacteur à fusion. Il n'a pas de couverture de lithium et n'y atteindra pas les conditions qui permettent une production d'énergie. Celles-ci devraient être approchées, mais leur obtention servira le Next European Torus (NET), un appareil qu'une équipe internationale étudie actuellement à Garching, près de Munich (RFA). Sa construction pourrait débuter en 1994 pour une mise en service

vers l'an 2000. Le rôle du NET serait de montrer la faisabilité technique d'un réacteur à fusion, sans trop s'occuper des coûts. Ensuite viendrait, vers 2020, un prototype de réacteur industriel, DEMO, d'où pourrait dériver une filière.

Ces étapes peuvent paraître longues, mais elles sont indispensables. Comme l'explique M. Paul-Henri Rebut, directeur du JET, la difficulté de la fusion thermonucléaire est celle qu'aurait connue l'aéronautique débutante si le seul avion capable de voler était le jumbo-jet. Il

très raréfié (un trois-cent millièmes de la pression atmosphérique). Toutes les recherches des trente dernières années se résument en une phrase : augmenter le produit de fusion.

Il est commode de prendre comme unité le produit de fusion correspondant à ce point d'équilibre. Quand furent commencées les études sur le JET, vers 1970, la meilleure valeur atteinte était, dans cette unité, de 0,00004. On a obtenu 0,2 pour le JET en 1986 et 0,3 l'an dernier. Cette valeur a aussi été atteinte pour le TFTR, le concurrent américain du JET.



La chambre annulaire du JET.

saurait fallu développer toute la technologie actuelle — profits d'aile, réacteurs, pilotes automatiques... — sur des avions qui ne quittaient pas le sol. C'est véritablement ce qu'on fait au JET.

Pour déclencher la fusion, il faut obtenir des valeurs suffisantes pour trois grandeurs : la densité du plasma, sa température, son « temps de confinement de l'énergie », qui est une mesure de la vitesse à laquelle il se refroidirait en l'absence de moyens de chauffage. Le critère, c'est que le produit des trois quantités dépasse une certaine valeur. On prend en général pour référence le point d'équilibre (*break-even*), qui est la valeur pour laquelle l'énergie libérée par les réactions de fusion est égale à celle qu'il faut fournir pour chauffer le plasma. Ce point d'équilibre s'atteint pour un « produit de fusion » obtenu, par exemple, en multipliant une température de cent millions de degrés, un temps de confinement d'une seconde et une densité des ions équivalente à celle d'un gaz

mais dans des conditions beaucoup moins extrêmes que celles d'un futur réacteur. Un objectif de 0,6 ou 0,7 est réaliste. On sera encore loin de la zone de fonctionnement d'un réacteur, laquelle ne commence en effet que bien plus loin, à ce qu'on appelle l'ignition — c'est l'équivalent de la divergence pour un réacteur nucléaire — pour un produit de fusion dépassant 5. Il reste donc beaucoup à gagner.

Des trois facteurs du produit de fusion, il en est deux sur lesquels on peut directement agir : la densité et la température. La densité dépend essentiellement de la taille du tokamak et de la valeur des champs magnétiques, tous paramètres fixés à la construction. Si le JET fait mieux que le TFTR américain, c'est essentiellement parce qu'il est plus grand et que sa forme est mieux étudiée, ce qui compense largement un champ magnétique plus faible. Cependant, on peut augmenter la densité en cours de fonctionnement en envoyant dans le plasma de

petites billes de deutérium solides. Cette technique, inventée aux Etats-Unis, a été appliquée au JET. On a constaté que la densité est effectivement accrue, mais avec un effet défavorable sur le temps de confinement.

Fours à micro-ondes géants

Quant à la température, c'est affaire de moyens de chauffage. Deux méthodes sont employées. L'une est d'envoyer dans le plasma des atomes de deutérium accélérés à de grandes vitesses. Leur énergie cinétique se répartit

retés qu'il contient. En ce qui concerne le JET, celles-ci sont principalement du nickel, du carbone et de l'oxygène. Leur origine est claire. Le nickel vient des antennes émettant les ondes radio de chauffage, antennes qui sont installées dans la chambre annulaire, au plus près du plasma. Le carbone vient des tuiles de ce matériau qui recouvrent les parois de la chambre. L'oxygène vient des traces d'eau qui peuvent rester dans la chambre. On recouvre actuellement certaines tuiles de carbone d'une fine couche de béryllium, parce que cet élément est moins gênant que le carbone et parce qu'il fixe efficacement l'oxygène. Il est envisagé, l'an prochain, de substituer le béryllium au nickel pour les antennes.

Le progrès principal vient d'une déformation des champs magnétiques, faite à la suite de travaux effectués en RFA sur le tokamak ASDEX. Le confinement du plasma n'est jamais parfait, certains ions s'en échappent et viennent heurter les parois de la chambre, arrachant les atomes qui vont polluer le plasma. La nouvelle configuration des champs magnétiques améliore le confinement sur presque toute la surface du plasma, sauf une petite région où elle le dégrade. C'est donc là que s'échappe l'essentiel des ions, et il est possible de les y capturer par des dispositifs spéciaux qui réduisent la production d'impuretés. C'est ainsi qu'on a pu, en 1987, faire croître le produit de fusion de 0,2 à 0,3.

A quelques mesures mineures près, les modifications apportées aux équipements initiaux sont pratiquement terminées. A l'exception d'une seule, l'automatisation de tous les appareillages qui sera indispensable dans les deux dernières années, quand le JET contiendra effectivement du deutérium et du tritium. Actuellement, on ne met que du deutérium dans la chambre. On évite ainsi de manipuler du tritium radioactif; surtout, il ne se produit presque aucune fusion entre noyaux de deutérium, et donc pas d'émission de neutrons.

Le JET, maintenant prévu pour la mi-1991, où l'on alimentera le JET en deutérium et en tritium, les fusions seront si nombreuses que les neutrons émis créeront dans la salle du JET une radioactivité suffisante pour qu'aucun homme n'y puisse plus pénétrer avant longtemps. Toute intervention ultérieure devra être faite par des robots. C'est à cette automatisation que se consacra la division technique du JET, et aussi à la construction d'une installation de purification du tritium, projet ambitieux puisqu'il faut éliminer chimiquement tout ce qui n'est pas isotope de l'hydrogène, puis faire une séparation isotopique pour distinguer l'hydrogène normal du deutérium et du tritium.

MAURICE ARVONNY.

Avec **Le Monde** sur Minitel

Admissibilité INT Gestion

GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE

LA CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE
propose un grand débat :

« L'HOMME, RÉPARÉ À QUEL PRIX ? »
animé par Henri SANNIER (Arlesienne)

MARDI 28 JUIN à 18h30 (Accès libre)

Avec la participation de : R. TEULADE, président de la Mutualité française; L. AMAN, professeur au Conservatoire national des arts et métiers; P. CHEVALLIER, président de la Mutualité générale de l'éducation nationale; J.-P. DAVAN, président de la Fondation pour l'avenir; M. FARDEAU, professeur d'économie politique à l'université Paris I; C. LABRUSSE, professeur de droit à l'université Paris I, membre du comité national d'éthique; M. MAURY, médecin; A. PATEL, chef du service de Chirurgie Traumatique et Orthopédique de l'Hôpital Raymond Poincaré.

INFORMATIONS: 46 42 13 13

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE
Centre International de Conférences
Salle Louis Armand
Métro: Porte de la Villette

Demain

Retour à la technologie

par PIERRE PAPON (*)

La recherche est redevenue en 1988 une priorité nationale, et il faut s'en réjouir. Cependant, une progression de l'effort de l'Etat, qui doit accompagner la recherche industrielle, ne saurait être qu'un simple prolongement des politiques passées. Le moment est venu de réévaluer les missions scientifiques et technologiques de l'Etat afin de procéder aux inflexions de politique nécessaires.

Dans cette perspective, rappelons d'abord que la logique de l'évolution des sciences et des techniques, tout comme celle de la politique et de l'économie, plaide pour une association étroite dans les stratégies et les décisions de la recherche et de la technologie; elles sont en interdépendance croissante.

Soulignons ensuite qu'il est essentiel de distinguer à l'avenir ce qui relève de chacune des deux grandes missions de la puissance publique. D'une part, celle d'intérêt général de production et de diffusion des connaissances technologiques de base, qui incombe en grande partie au secteur public en liaison étroite avec l'industrie, d'autre part, celle de lancer des programmes d'intérêt public qui sont partiellement ou totalement de la responsabilité de l'Etat (défense, transports, télécommunications, etc.).

De multiples analyses (rapport de l'OCDE sur l'innovation en France, étude sur la recherche académique de l'université du Sussex) et des comparaisons avec l'étranger conduisent à penser que la première mission a été fortement négligée et qu'un réajustement s'impose en sa faveur. En effet, si la recherche dite académique (ou fondamentale), effectuée dans les laboratoires des établissements d'enseignement supérieur et d'organismes comme le CNRS est bien développée en France (elle reçoit 20 % des fonds pour la recherche-développement), il faut constater que la technologie de base (les sciences de l'ingénieur au sens large) ne représente en France que 8,4 % de la recherche académique, au lieu de 11 % en RFA et aux Etats-Unis, 16,5 % en Grande-Bretagne et 22,8 % au Japon. La technologie de base, qui correspond à toutes les connaissances en amont des systèmes industriels et des processus de production (de la robotique aux biotechnologies), a été négligée par les universités en France, sans doute parce qu'elle est considérée comme moins noble, alors que les grandes écoles tardaient à s'intéresser à la recherche. La science pure a son importance, mais elle a aussi

ses intégristes qui confinent la recherche dans l'académisme.

A long terme, il est nécessaire d'accorder une plus grande importance à la technologie de base dans la formation et la recherche publique, car l'industrie a un besoin vital. La création de nouvelles universités de technologie (Compiègne a montré la voie) serait opportune pour développer des approches nouvelles.

Beaucoup plus délicat est le dossier des grands programmes technologiques (nucléaire, aérospatial, etc.) liés à des objectifs propres de l'Etat, qui permettent une vision stratégique du développement scientifique et technologique du pays. Leur succès en France est indéniable, mais la priorité implicite dont ils bénéficient (ils représentent en 1987 un effort financier d'environ 45 milliards de francs, soit 55 % de la dépense publique de recherche-développement) tend aujourd'hui à couvrir les sérieux problèmes de développement technologique de l'industrie française.

A l'avenir, des choix plus draconiens sont nécessaires, avec une meilleure évaluation des objectifs, car la France ne peut pas tout faire. Une plus grande implication de l'industrie dans la planification et la mise en œuvre des grands programmes sont indispensables afin qu'ils jouent

pleinement leur rôle stratégique pour le développement de l'industrie. C'est dire que l'ouverture vers l'industrie d'organismes publics comme le CEA et de la recherche militaire, à peine amorcée, est impérative. Enfin, une exploration systématique de la voie européenne pour ces programmes, y compris pour la défense, devrait être tentée.

Il nous semble qu'un dernier réajustement devrait être réalisé en direction d'une technologie destinée aux « infrastructures d'intérêt public » dans des secteurs comme l'énergie, les transports, l'urbanisme, l'environnement. Ceux-ci requièrent des politiques publiques dont la composante technologique est souvent minorée en France (des approches du type « systèmes » y sont nécessaires).

Celle-ci devrait être un élément important de la politique de recherche de l'Etat, qui devrait consacrer des moyens en croissance, en concertation avec l'industrie. Là encore, la voie européenne mériterait d'être largement explorée.

Le développement de la recherche technologique est incontestablement au cœur d'un débat sur l'avenir du pays, il ne doit plus être éludé.

(*) Ancien directeur général du CNRS.

MÉDECINE

Médicaments à priser

Le nez au service de la médecine : la voie nasale est peut-être une solution d'avenir pour l'administration de substances thérapeutiques

On la croyait pour toujours réservée aux médicaments des voies aériennes supérieures... à la consommation des drogues plus ou moins « dures », ainsi qu'à celle du tabac à priser, une pratique qui connaît, depuis peu, une nouvelle vogue.

publiés dans le Lancet, sont tout à fait encourageants. Les auteurs de ce travail expliquent avoir réussi à multiplier par deux la concentration en glucose dans le sang vingt-six minutes seulement après l'utilisation de 7,5 milligrammes de glucagon administré en spray.

doivent s'administrer plusieurs fois par jour. Une équipe de Boston a déjà obtenu dans ce domaine des résultats encourageants. D'autres travaux concernent l'administration d'hormones thyroïdiennes ou encore, en Suède, une hormone aux effets contraceptifs chez la femme.

Hommes de l'art

(Suite de la page 21.)

Il y aurait donc, ainsi que les nomme le docteur Gilles Bardelay, rédacteur en chef de Prescrire, dans son éditorial, des « ripoux » au sein de la profession médicale ? Etant donnée l'audience de Prescrire il n'est sans doute pas inutile de reproduire ici la conclusion de cet éditorial : « On ne saurait jamais qui, du commercial surmotivé dont l'œil est fixé sur le court terme, ou du médecin sans scrupule ou en difficulté financière, a tenté l'autre le premier. Toujours est-il que certains médecins se comportent actuellement comme de véritables racketteurs de l'industrie et certains réseaux commerciaux de laboratoires comme d'actifs corrupteurs.

tiques existantes. Ces essais portent en général sur plusieurs dizaines, voire, pour ceux de la phase III, plusieurs centaines de patients, et sont conduits selon une méthodologie très élaborée.

cela, des expérimentations n'obéissent à aucun de ces critères mais dont le but évident est promotionnel. Nombre de ces essais, écrit le professeur Dangoumau, « servent à la publicité des produits ». En conséquence de quoi, il estime qu'il faudrait « tendre vers la disparition des « essais promotionnels », de justification scientifique discutable, de méthodologie souvent insuffisante, qui n'ont pour but que de faire connaître le produit aux médecins et de le faire prescrire ».

SECTEURS DE POINTE

Composez votre code secret

Faudra-t-il bientôt être informaticien pour être banquier ?

Pour leurs besoins internes, les banques sont déjà de fortes consommatrices de services informatiques : selon plusieurs estimations, les banques ont sous-traité aux sociétés de services et d'ingénierie informatique (SSII) entre 5,5 et 6 milliards de francs en 1987, soit une croissance de plus de 35 % par rapport à 1986.

diversifient, et entraînent une demande croissante des particuliers, plusieurs banques offrent des systèmes experts aide à l'épargne, sur micro-ordinateurs dans les agences ou à domicile sur minitel.

Des trésoriers mieux branchés

Pour les entreprises c'est l'assouplissement du contrôle des changes et le décloisonnement des marchés financiers qui posent problème ; de nombreux trésoriers ou patrons de PME commerçant avec l'étranger se retrouvent confrontés aux nécessités de la couverture à terme et des options de change ou de taux d'intérêt.

Jean-Pierre Ravisé, directeur du département des marchés au CIC, a donc décidé de donner à quatre cents clients un logiciel de calcul des options sur micro-ordinateur développé pour des besoins internes : « Nous avons constaté une demande croissante dans le domaine des options de la part de dirigeants ou de trésoriers qui souhaitent se protéger de la volatilité des taux de changes, mais ne maîtrisent pas du tout cette technique. Les appels pour avoir le prix d'une option étaient de plus en plus nombreux, mais une faible proportion débouchait sur un achat. »

inéluctable ? Sans doute, car si elle est source de gain de productivité pour les banques, un banquier faisait remarquer qu'elle est aussi à l'origine de nouvelles exigences des clients. « Dans la plupart des cas, l'informatique, nous a fait passer de l'envoi d'un relevé postal tous les huit jours avec vingt-quatre heures de retard au bilan reporting tous les matins à 8 heures sur l'écran du trésorier d'entreprise. »

OLIVIER LANGUEPIN.

Demain

LA PLANÈTE « X »

Un programme spatial américain a connu récemment bien des revers, il a eu à son actif, pendant longtemps, des piteuses déconvenues. Les sondes spatiales Pioneer-10 et Pioneer-11, lancées respectivement en 1972 et 1973, qui détiennent toujours le record de longévité spatiale, et qui continuent de faire entendre leur petite voix depuis les confins de notre système solaire, à plusieurs milliards de kilomètres de la Terre.

MOTS-CLÉS

Depuis un an, les chercheurs du LIMSI (Laboratoire d'Informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur du CNRS) expérimentent avec succès une « clef » vocale dénommée SESAME pour accéder à leur parking. Cette clef d'un genre particulier est fondée sur la technique de la reconnaissance automatique de la parole. Chacun des chercheurs choisit un mot de passe qui lui est personnel et dans un sas, le prononce plusieurs fois devant un micro relié à un système de reconnaissance de la voix. La machine mémorise à trois fois le mot et ses références acoustiques. Le lien avec le système est ensuite réalisé au moyen d'une carte personnelle, type carte de crédit, dotée d'un microprocesseur. Le porteur de la carte se présente à la porte de parking à côté de laquelle se trouve le lecteur de carte et un combiné téléphonique. Il décroche le téléphone. Une voix synthétique lui demande de rentrer sa carte puis de prononcer le mot de passe. Il peut le prononcer trois fois. Le ressemblance est jugée concluante. Le porte-voix. Ainsi qu'on le précise au LIMSI, le système offre deux niveaux de sécurité : le mot de passe et la prononciation correcte.

DEBOUT DANS UN FAUTEUIL

Un nouveau fauteuil roulant permet aux personnes paralysées des membres inférieurs ou victimes de troubles de l'équilibre et condamnées de ce fait à la station assise, de retrouver, à volonté et en quelques secondes, la position debout. Son fonctionnement est entièrement mécanique. Récupérée et emmagasinée dans des vérous à gaz, l'énergie générée par l'action de s'asseoir est restituée pour celle de se lever. Les changements de position se font par un volant intégré entre la roue et le châssis. Outre ses effets psychologiques bénéfiques sur les personnes concernées, auxquelles le fauteuil appelé « Vivre debout » rend une certaine autonomie, d'importants avantages découlent, sur le plan médical, de son utilisation. Prescrit obligatoirement par le médecin, compte tenu de contre-indications possibles, le V.D. n'est pris en charge qu'en partie par la Sécurité sociale. * IDC, BP 1 Chetzange-le-Goubet, 26300 Bourg-de-Péage.

L'ENFANT HANDICAPÉ MENTAL. En finira-t-on jamais avec l'autisme ? (...) Une toute récente découverte américaine, la publication de deux ouvrages essentiels (...) viennent de relancer le débat sur la meilleure conduite thérapeutique à tenir face à cette affection (...). Jean-Yves NAU, Le Monde, 22 juin 88. Stratégies éducatives de l'autisme 145 F. E. Schopler, R.J. Reichler, M. Lansing. Autisme du nourrisson et du jeune enfant 165 F. D. Savage. Autisme du nourrisson et du jeune enfant 165 F. D. Savage. MASSON

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BF La Banque de France

recrute ses **informaticiens** par concours les 17 et 18 septembre 1988

ouvert aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er janvier 1988 et titulaires :

- d'une maîtrise d'informatique (MIAGE, MST...)
- d'un diplôme sanctionnant un premier cycle d'études supérieures (DUT, BTS...)
- d'un diplôme d'une école supérieure d'un niveau équivalent.

Inscriptions reçues du 27 juin au 27 juillet 1988.

Les fonctions confiées à ces agents d'encadrement portent sur tous les secteurs de l'activité «organisation et informatique» de la Banque de France, principalement dans les services techniques mais aussi utilisateurs, à PARIS, pour l'essentiel, ou dans les principaux établissements en province.

Pour tout renseignement sur ce concours - inscription, programme - sur les conditions offertes et les perspectives de carrière, contacter :

Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du recrutement et des concours
31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Tél. 42.92.40.17

ALSTHOM

DIVISION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES
Leader International en matière de systèmes ferroviaires

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS
X, CENTRALE, ENSIMAG, SUPELEC, ENSEEIHT,...

Débutants ou confirmés, ils participeront à des projets d'envergure nationale et internationale mettant en jeu les techniques les plus modernes de l'informatique. Ils travailleront dans un environnement motivant situé en région parisienne et auront la possibilité d'exprimer pleinement leur potentiel en vue d'une évolution rapide.

Connaissances souhaitées :
Langages C, Pascal, Modula II, Ada...
Systèmes VMS, UNIX...
Outils de génie logiciel, stations de travail
Connaissance électronique appréciée.

Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé + photo au Département Affaires Sociales DTRH - ALSTHOM
33, rue des Bâteliers 93400 SAINT-OUEN sous référence 6490.

Ingénieur matériaux
INSA, ENI, A & M, Mines

L'évolution rapide de la technologie des matériaux conduit au développement de nouveaux procédés de fabrication dans l'optique optométrique. Nous souhaitons vous confier le développement d'un de ces procédés, jusqu'à sa mise en application au stade industriel. Dans un premier temps, vous intégrerez l'équipe de développement pour le réaliser parfaitement. Puis vous mettrez en place une unité pilote d'expérimentation pour le tester et le finaliser. Enfin, vous serez responsable de son implantation et de son exploitation industrielle. Ce poste, basé dans l'Est de la France, à proximité de Bar le Duc, constitue l'opportunité de concrétiser un projet dans un environnement de haute technologie, et vous permettra de valoriser vos qualités d'autonomie, d'initiatives et de communication.

Merci d'adresser dossier de candidature sous réf. 176 M à ESSILOR INTERNATIONAL
Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison - Echot 902 - 94028 Créteil Cedex

Développement d'un nouveau procédé de fabrication

ESSILOR

Raychem

Société internationale issue de la Silicon Valley - 10 000 personnes, nous produisons et commercialisons des produits originaux de connectique destinés à des secteurs de pointe : aéronautique, électronique, télécommunications.

Ingénieurs
ESE - ESIEE - Electroniciens...
Responsables développement

Après une première expérience réussie de développement, vous souhaitez valoriser cet acquis et encadrer une équipe de techniciens confirmés. L'interconnexion, la transmission de données, la protection et le durcissement électromagnétiques, les fibres optiques feront partie de votre environnement. Vos principales fonctions seront de définir, mettre au point et adapter les nouveaux produits à nos marchés privilégiés qui sont : la défense, les transports civils militaires.

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats de valeur qui sauront faire preuve d'imagination, du sens des réalités et de goût pour le commercial et la communication.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, envoyez CV, photo et prétentions sous réf. 646M à RAYCHEM, Direction du Personnel BP 8300, 95802 Cergy Saint Christophe.

INTERDESCO

filiale important groupe en plein développement, leader sur son marché

RECHERCHE
pour son laboratoire près DIJON

JEUNE
INGENIEUR CHIMISTE ORGANICIEN

Spéc. : matériaux, polymères thermodurcissables.
Exp. : 2-5 ans formulation polyuréthanes, époxydes

Adresser C.V., photo, prétentions à J.-P. ILLIEN INTERDESCO, 26, bd Paul-Vaillant-Couturier 94200 IVRY-SUR-SEINE

DIGILOG
GROUPE DIGITONE

L'innovation en électronique et informatique

Filiale du Groupe DIGITONE, spécialisée dans les logiciels techniques, recherche

INGENIEURS INFORMATIENS
débutants ou ayant quelques années d'expérience pour travailler sur des logiciels graphiques de traitement du signal et de télécommunications.

Formation en électronique appréciée.

Postes à pourvoir : AIX EN PROVENCE et TOULON.

Merci d'envoyer C.V. et prétentions à : DIGILOG
21, rue Frédéric Joliot - Z.I. - 13763 LES MILLES Cedex.

HOMME PROJETS INFORMATIQUES

Vous êtes :

- passionné par la découverte des besoins des usines et la mise en œuvre des projets pour les satisfaire,
- apte par le travail en équipe et la relation avec les utilisateurs,
- apte dans la conduite des projets,
- INGENIEUR généraliste issu des GRANDES ECOLES,
- débiteur (ou quelques années d'expérience).

Nous sommes :

- un important groupe en mécanique de précision, leader en France dans son domaine,
- une référence nationale reconnue pour la démarche qualité totale et produisant, dans une phase de fort développement pour renforcer notre compétitivité mondiale,
- à la recherche d'un potentiel pour exercer des responsabilités, susceptibles dans des secteurs divers...

Le poste implique que vous soyez prêt à :

- vous engager pour plusieurs années dans des actions d'organisation et d'innovation,
- acquiescer la formation informatique, méthodologique et technique de notre groupe,
- intégrer une équipe de réalisation de projets (environnement : MVS ; IBM 3083 ; 500 terminaux).

Poste à pourvoir en Haute-Savoie.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle à
ORC-Pierre Lichon - s/réf. 6686 - 12, rue Président Carnot - 69002 LYON
qui transmettra.

BOUYER (200 personnes)

SYSTEMES DE SONORISATION/INTERCOMUNICATIONS
RESEAU
recherche

- pour son laboratoire Division Systèmes

INGENIEUR D'ETUDES
(2/3 ans d'expérience)

- formation de base électronique (TELECOM si possible)
- pratique de l'informatique (Langage Pascal/Langage C/Assemblage)
- connaissances apprises : Réseaux de Transmission/Téléphonie Architecture PC.

- pour son laboratoire d'études produits

INGENIEUR D'ETUDES ET DEVELOPPEMENT

- formation de base électronique et électroacoustique (2/3 ans d'expérience dans ces domaines)
- familiarisé avec les problèmes d'industrialisation.

Lieu de travail : Montesson.
Adresser lettre manuscrite + CV :
Etablissement BOUYER - 480, avenue de Paris
92002 MONTAUBAN Cedex.

Société de Pointe en Télécommunications Françaises
(C.A. 2,7 Milliards - 5400 Pers.) - recherche

Ingénieurs débutants
ou ayant 1/2 ans d'expérience

pour participer à la conception de la réalisation de projets de traitement numérique de la parole et de logiciels électroniques digitaux.

Formation : Grandes Ecoles d'ingénieurs
Lieu de travail : 40 km Sud-Ouest de Paris, desservi par RER.
Adresser C.V., détaillé + photo, précisant votre salaire actuel en rapportant la référence DE 86 sur l'enveloppe, à

G.G.S. CARRIERES - GROUPE ALTRON
58, boulevard Gouvion Saint-Oyr - 75017 Paris

recherche pour son Centre d'Equipements

Jeunes Ingénieurs Electroniciens
Grandes Ecoles

Au sein d'une équipe, maîtrisant les techniques les plus avancées des métiers électroniques, vous conduirez l'étude et le développement de nouveaux équipements embarqués.

Ingénieur débutant, vous êtes attiré par l'électronique numérique rapide.

Adresser C.V., rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence EC/1437 à Emmanuel CHEVAL, Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres S.A. MATRA, Centre de MONTIGNY, 3, avenue du Centre, 78182 SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX

MATRA

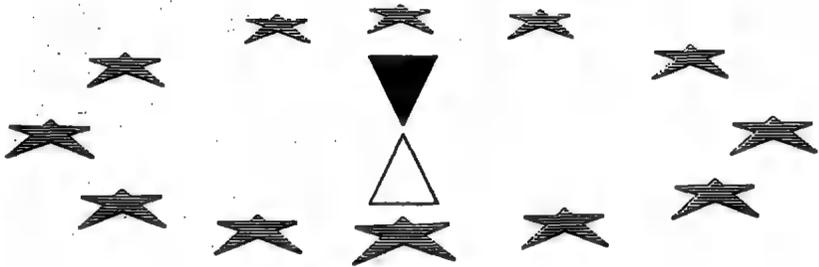
Product

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA RADIOTELEPHONIE EN EUROPE

**IL Y A DES PERSPECTIVES
DANS LESQUELLES
IL FAUT SAVOIR S'INSCRIRE**



PERSPECTIVE EUROPE : un dessin ambitieux pour des hommes passionnés engagés sur des marchés très concurrentiels et de haute technologie. Aujourd'hui, **ALCATEL RADIOTELEPHONE** est leader en FRANCE pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. Afin de mettre en oeuvre ce projet "PERSPECTIVE EUROPE", **ALCATEL RADIOTELEPHONE** cherche à intégrer des

INGENIEURS

disposés à relever un des plus grands défis technologiques de cette fin de siècle : construire avec nous l'EUROPE des radiotéléphones. Nous vous proposons de relever ce défi dans l'un des secteurs suivants :

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • CIRCUITS ANALOGIQUES R.F. • ARCHITECTURE VLSI NUMERIQUES • TRAITEMENT NUMERIQUE DU SIGNAL • DEVELOPPEMENT CIRCUITS LOGIQUES • MICROPROCESSEURS • CONCEPTION ASIC ANALOGIQUES UHF | <ul style="list-style-type: none"> • ARCHITECTURE MULTIPROCESSEURS EN TMS • CONCEPTION CIRCUITS NUMERIQUES • CONCEPTION ET SPECIFICATION SYSTEMES RADIO • INTEGRATION SYSTEMES RADIOMOBILES • LOGICIEL TEMPS REEL |
|---|--|

Ces postes s'adressent à des ingénieurs grandes écoles confirmés (type ENST, ESE...) ayant déjà eu des responsabilités d'encadrement, parlant l'anglais couramment, et disponibles pour des déplacements de courte durée en Europe, mais aussi à des jeunes ingénieurs diplômés d'études type ENST, ESE, INSA, ENSERG, ISEP...
Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant le secteur, à Patrick CELAUDOUX
ALCATEL RADIOTELEPHONE - 56, avenue Jean Jaures - 92707 COLOMBES CEDEX

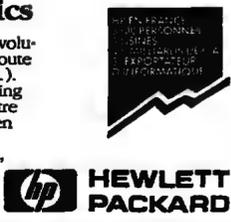


**Composants HP :
Devenez l'expert d'un marché européen.**

Paris ou Stuttgart, HP n'a qu'une exigence : la qualité totale de ses services et de ses produits. La maîtrise de la qualité de ces derniers passe par celle des éléments les constituant. C'est ainsi qu'HP fabrique une grande partie de ses composants et les revend également à ses concurrents qui en apprécient la fiabilité et les performances...

Product marketing engineer in optoelectronics

Responsable du support à la vente, vous appréhendez pleinement le marché et ses évolutions. Cet enseignement vous permet de définir votre stratégie marketing et vente pour toute l'Europe en intégrant les contraintes externes et internes (structures de prix, stocks...). Ingénieur électronique, vous avez acquis une expérience en milieu industriel du marketing composants ou systèmes, de l'ingénierie ou du support, de l'optoélectronique. Votre anglais est courant. Vous rejoindrez notre Centre du Marketing Européen à Boblingen (proche Stuttgart) et vous déplacerez en Europe et aux USA.
Merci d'adresser votre candidature, sous réf. SP8/01/M à Monique d'Hautefeuille, Hewlett-Packard France, ZA du Bois Briard, 91040 Evry Cedex.



USINE 220 PERSONNES
(esprit P.M.I. performante)
au sein d'un Groupe industriel

DE 10.000 PERSONNES & 5 MILLIARDS F/an
FABRIQUANT DES PRODUITS TECHNIQUES DESTINES A
L'AUTOMOBILE ET AUX INDUSTRIES
VILLE UNIVERSITAIRE VALLÉE DE LA LOIRE, recrute

**Ingénieur
CHEF DE PRODUCTION**
(80 directs)

Rattaché directement au Directeur de la Division concernée, IL SERA RESPONSABLE DE LA PRODUCTIVITÉ OPTIMUM DE PLUSIEURS ATELIERS (petites séries).

POSTE ÉVOLUTIF
à terme, dans la Division et dans le Groupe
Un jeune Ingénieur « qui en veut »

- INGÉNIEUR DIPLÔMÉ Mécanicien
- EXPÉRIENCE INDISPENSABLE EN FABRICATION DE PETITES ET MOYENNES SÉRIES
- ATTIRÉ PAR LA VIE EN P.M.I. (avec ses avantages et ses contraintes)... au sein d'un Groupe important

S.C. vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. dét., photo et rémunér.) sous réf. 8862 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Le Conseil régional de Bretagne
recherche son

Chef de projet

Adjoint du responsable informatique, il sera chargé :

- de participer à un projet stratégique pour l'organisation : mise en place du schéma directeur
- d'assurer avec une équipe :
 - la conception et le développement de nouvelles applications.
 - le conseil et l'assistance aux utilisateurs,
 - la coordination des différents intervenants externes,
- de développer les fonctions, organisation et méthodes au sein de la Région.

Cette recherche s'adresse :

- aux diplômés d'études supérieures (écoles d'ingénieurs ou de gestion, M.I.A.G.E.) possédant une expérience professionnelle de 5 années ou + et la maîtrise de l'organisation et de la gestion de projets.
- et ayant une bonne connaissance de l'environnement BULL DPS 7000 et des outils DOAS ET MISTRAL.

Adresser dossier de candidature
(lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions)
à M. le Président du Conseil régional,
3, Contour de la Motte,
B.P. 66 A,
35031 RENNES CEDEX.

AVIGNON

Stratégies et Technologies Nouvelles

Société de Conseil et d'Ingénierie en INFORMATIQUE
IBM 4381-OS/MVS-CICS; Serveur Télématique VIDEOTEK 250 Tz;
INTERTECHNIQUE 8 MINI, IN2 et PCX;
DEC VAXSTATIONS-DECNET-ETHERNET.

Au service de clients majeurs, notre équipe est constituée d'ingénieurs de tout premier plan, spécialistes de haut niveau dans les domaines de la gestion, l'organisation et les nouvelles techniques de communication et de traitement de l'information.

Notre esprit de conquête, l'essor et le dynamisme de notre développement, l'exclusivité de notre savoir-faire, notamment dans le domaine des banques de données localisées et pluridisciplinaires, à partir du système CARINE, nous conduisent à recruter.

INGENIEURS / INFORMATIENS

Diplômés GRANDES ECOLES, M.I.A.G.E. etc. à Fort Potentiel bénéficiant d'une expérience de 3 à 8 ans dans l'INFORMATIQUE ou SPECIALISTES des NOUVELLES TECHNOLOGIES.

SPECIALISTE TELEMATIQUE
Réf. 303

Avec un RESPONSABLE d'ETUDES, vous participerez à la conception et prendrez en main le développement de l'ensemble des applications VIDEOTEK de la Société, vous maîtriserez les outils généralisés et spécifiques de diffusion et de statistiques, et serez l'interface technique pour les CONNEXIONS avec d'autres organismes.

La trentaine, INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, M.I.A.G.E., vous justifiez d'une expérience d'environ quatre ans sur IBM, CICS, GTM, COBOL, HPLI, Protocoles de Communication et connaissez, nous le souhaitons, d'autres Environnements.

SPECIALISTE BUREAUTIQUE
Réf. 304

Au sein du groupe Bureautique, vous serez chargé dans un premier temps de participer à la mise en oeuvre d'un système bureautique de grande envergure et vous gèrerez la réalisation d'interfaces avec les systèmes de gestion, le développement d'applications de gestion documentaire puis l'organisation des utilisateurs. Ulérieurement : L'INTÉGRATION DE NOUVELLES TECHNOLOGIES IMAGE, SON etc. et la PROMOTION DU SAVOIR FAIRE ACQUIS.

La trentaine, INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, M.I.A.G.E., vous justifiez d'une expérience de 3 à 8 ans et êtes immédiatement opérationnel, maîtrisant applications OS/MVS, CICS.

Une définition détaillée pour chaque poste sera adressée aux candidats présélectionnés qui auront adressé : lettre manuscrite, CV, photo sous référence à
François DURAND

FLORIAN MANTIONE INSTITUT
Le Mercure "B", 21, d'AX - EN - PROVENCE, 13763 LES MILLES Cedex.
Confidentialité garantie.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Venez participer à notre nouveau projet.

Hoechst High Chem

La Société Française Hoechst est filiale de l'un des leaders mondiaux de la chimie et de la pharmacie. Elle réalise en France un chiffre d'affaires de 5 milliards tant en produits importés qu'en produits fabriqués. Son activité industrielle s'exerce au sein d'un Centre de Recherches et d'Applications et de 4 usines. Pour son usine de LILLEBONNE (proche du Havre), elle recherche un :

Ingénieur E.C.P - A.M. - I.N.S.A....

Dépendant directement du Directeur de l'Usine il sera intégré à une équipe pluridisciplinaire chargée de l'étude et de la réalisation d'une nouvelle unité de production de Matières Plastiques (120 000 T/an). Le poste sera plus particulièrement orienté vers les schémas techniques et le suivi des approvisionnements pour l'engineering.

Au terme de ce chantier (1990), il accèdera à d'autres responsabilités au sein des Services Techniques de la Société.

Nous recherchons un ingénieur, ayant une expérience confirmée de ce type de poste (Achats - Bureau d'Etudes) et connaissant l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 922 M à la Société Française HOECHST, Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Hoechst Cédex 3, 92082 Paris 13 Défense.



La voie de l'innovation

Nous sommes un important groupe industriel (2,5 milliards de CA, 2000 personnes), filiale d'une entreprise de dimension internationale, spécialisée dans la conception et la fabrication de biens d'équipements. Nous vous proposons de participer à notre expansion en rejoignant notre Direction Financière en tant que

RESPONSABLE DES ETUDES ECONOMIQUES PRODUITS FUTURS

UN INGENIEUR MECANICIEN ARTS ET METIERS, INSA

Vous avez, si possible, une expérience de quelques années en mécanique générale. Nous vous proposons de prendre en charge les études économiques et analyses de nos futurs produits (chiffrages comparatifs, études de rentabilité, études make or buy...)

Vous travaillerez en étroite collaboration avec les Directions Opérationnelles de l'entreprise (Bureau d'Etudes, Achats, Méthodes et Fabrication). Votre sens de l'organisation, votre rigueur complétés par une bonne pratique de la micro-informatique sont des atouts importants pour réussir dans cette activité.

Lieu de travail : proche banlieue ouest de Paris.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature s/n° 39698 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20 rue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01. Transmettra.

S'unir, c'est gagner

REJOIGNEZ LE N° 1 MONDIAL EN INTENSIFICATEURS D'IMAGES POUR LE MARCHÉ MÉDICAL

La Division Tubes Electroniques de THOMSON produit et développe des tubes et dispositifs solides pour les marchés de l'électronique professionnelle. Pour renforcer notre position sur le marché des tubes et capteurs de prises de vue en France et à l'étranger, nous recherchons un :

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

Vous serez responsable de la définition des besoins du client jusqu'à la négociation finale. Vous participerez également à l'analyse du marché et à l'élaboration des prévisions de ventes.

Vous avez une formation d'ingénieur électromécanicien et maîtrisez l'anglais. Vous possédez une première expérience professionnelle, technique ou commerciale et vous êtes motivé par une fonction commerciale autonome.

Vos résultats seront votre meilleur atout pour évoluer rapidement vers une responsabilité plus large sur le marché médical.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à

THOMSON-DTE
Direction du Personnel - BP 305
92102 BOULOGNE-BRIANCOURT Cx.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SECTEUR TERTIAIRE

recherche le

RESPONSABLE DE SON SERVICE ORGANISATION INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous avez acquis une première expérience de 5 ans dans l'organisation, soit au sein d'un cabinet réputé, soit dans le secteur des banques, assurances...

Votre mission sera de mettre en place de nouvelles formes d'organisation intégrant les nouvelles technologies informatiques et d'animer une petite équipe composée de jeunes ingénieurs et de gestionnaires.

Si vous êtes motivé par l'organisation et si vous possédez des aptitudes naturelles à l'encadrement, rejoignez notre société qui vous apportera d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) sous réf. 508505 à COFAP - 20, avenue de l'Opéra 75001 PARIS, qui transmettra.

CR2A

CHEF DE PROJET

Ingénieur de haut niveau (Grandes Ecoles).
Expérience : 4 à 5 ans.
Pluridisciplinaire : compétences informatiques et "Système".

Pour encadrer une équipe de 7 à 8 personnes :

- Suivi de plusieurs ensembles matériels et logiciels
- Conception logiciels et systèmes.
- Spécification,
- Gestion de projets (avancements, coûts, délais)

Lieu de travail : Courbevoie

Faire acte de candidature avec C.V. + lettre manuscrite préférences, date de disponibilité sous la Réf. 064 à

Mme CLAUDEL
CR2A - 19, avenue Dubonnet - 92411 COURBEVOIE CEDEX.

engineering systems international

Société d'Etudes spécialisée dans la mécanique avancée et la simulation numérique recherche dans le cadre de sa forte expansion (Défense, Aérospatiale, Automobile)

INGENIEURS GRANDES ECOLES (X, Mines, Centrale, Ponts, Sup aéro)

RESPONSABLES DE GROUPES DEVELOPPEMENT
• Modèles rhéologiques, Matériaux nouveaux
• Mécanique avancée, Méthodes.
Expérience de 5 ans minimum. Réf. L809 B

INGENIEURS DEVELOPPEMENT/APPLICATIONS
• Mécanique des fluides • Mécanique de la rupture
• Dynamique rapide.
Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience. Réf. L 809 C

Ces postes conviennent à des ingénieurs motivés par des applications industrielles de pointe. La pratique de l'anglais et la connaissance des méthodes numériques sont indispensables. Postes basés proche banlieue sud.
Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. choisie à notre Conseil
315, Bureaux de La Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.

JEUNES INGENIEURS

Vous êtes de formation X. ENST, CENTRALE, SUPELEC... et avez acquis une première expérience de 2 années dans le développement de projets en Informatique Technique.

Vous maîtrisez PASCAL, C ou un ASSEMBLEUR sous UNIX ou VMS.

Autonome, accrocheur, aujourd'hui votre motivation est de progresser encore, d'élargir le domaine de vos compétences.

Rejoignez-nous.

Nous vous offrons :

- l'opportunité d'intégrer une SSII dont les activités auprès des grandes entreprises de la région parisienne sont en plein développement sur des projets à très haute contrainte de fiabilité ;
- la prise en charge de projets en CAO, robotique, conduite de processus, traitement d'image, télécommunications (de la conception à la réalisation) ;
- un plan de formation individualisé qui permettra de valoriser votre expérience, de la faire évoluer.

Si ces offres vous intéressent, nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. s/n° LM 2806 à :

EUROPE INFORMATIQUE
12, rue Godot de Mauroy
75009 PARIS.

GRUPE CHIMIQUE BRITANNIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE nous recherchons pour notre département Chimie & Polymères basé à Clamart (92) un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT HF

VOTRE MISSION :
Vous serez chargé de la promotion technique et commerciale d'une gamme de plastiques technologiques auprès des industries utilisatrices et prescripteurs, des études de marchés et recommandations en matière de stratégie à adopter pour ces produits et de l'appui technique à la force de vente locale en de la Division en Angleterre.

VOTRE PROFIL :
• Vous êtes de formation ingénieur, de préférence chimiste ;
• vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans la conception de moules et de pièces moulées en technopolymères et dans leurs techniques de transformation ;
• une bonne introduction dans les industries utilisatrices serait un atout supplémentaire ;
• votre anglais est opérationnel (écrit et parlé).

Si la perspective de rejoindre un groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la réf. 89/06/CAP à ICI FRANCE - Service du Personnel - 1, avenue Newton 92142 CLAMART.

LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE

SOMMAIRE

■ **Négociations collectives :** la couverture conventionnelle est quasiment achevée, mais on note un certain ralentissement du processus d'individualisation dans les accords salariaux (lire ci-dessous).

■ **Le taux de marge des entreprises a atteint, en 1987, 29,1 %, soit le niveau d'avant le premier choc pétrolier, en 1973 (lire ci-contre).**

■ **Le déficit de la balance commerciale britannique s'est encore approfondi au mois de mai dernier. On reparle à Londres d'une augmentation des taux de base (lire ci-dessous).**

Le vingt-deuxième congrès du CNJA

Les Jeunes agriculteurs veulent rester fidèles à leur rôle d'agitateurs d'idées

Le vingt-deuxième congrès du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) se tiendra du 28 au 30 juin à Saint-Flour dans le Cantal. La place des agriculteurs dans l'Europe de demain est au centre des débats. L'actuel secrétaire général, M. Henri Jouve, devrait succéder à M. Michel Tesseyrou, qui ne se représente pas, à la présidence du CNJA.

En se fixant comme thème d'orientation l'Europe de demain, le vingt-deuxième congrès du CNJA ne cède pas seulement à la mode ambiante qui veut que, des avocats aux pharmaciens, des chefs d'entreprise aux moniteurs de ski, l'ouverture du grand marché de 1993 soit la tarte à la crème des colloques et autres assemblées générales. Depuis ses origines, le CNJA aime dérangier ses aînés et apostropher les hommes politiques sur le devenir du monde paysan. Dans les années 60, il éclaira Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture du général de Gaulle, sur les conditions plus justes d'accès à la terre en faveur des jeunes. Il s'est battu pour faire reconnaître le statut de fermier comme exploitant à part entière, titulaire d'un statut et de droits propres. Dès 1985, le CNJA a, premier, averti les agriculteurs que le temps des garanties illimitées pour produire serait bientôt révolu. On ne parlait pas encore de « stabilisateurs budgétaires » et de « quantités maximales garanties » que Bruxelles a, depuis, imaginé pour barrer la route aux excédents communautaires.

Fidèle à sa jeune tradition, le CNJA, réuni en congrès à Saint-Flour, veut jouer son rôle d'agitateur d'idées. Pour marquer son indépendance d'esprit, il a repoussé les dates initialement prévues (les 7, 8 et 9 juin) pour ne pas mêler ses débats à ceux de l'entre-deux-tours des élections législatives. C'est donc sereinement que les Jeunes agriculteurs vont d'abord se choisir un nouveau président. Elu au congrès de Besançon en 1984, réélu deux ans plus tard au congrès de Montauban, Michel Tesseyrou a en effet décidé de passer la main. L'élection sera une formalité : seul candidat à la succession du président, M. Henri Jouve, secrétaire général du CNJA depuis mai 1986, fait l'objet d'un soutien consensuel de l'organisation. Il n'y aura pas de batailles d'hommes. Place sera faite au débat d'idées.

Bilan critique

« Du point de vue macro-économique, il n'y a pas de spécificité agricole. Nos chances et nos risques sont ceux de tous les acteurs du monde économique », affirme le rapport d'orientation du CNJA. Pour Michel Tesseyrou, comme pour Henri Jouve, l'Europe de 1993 et ses 320 millions de consommateurs doivent être « une nouvelle frontière » pour les entreprises agricoles. « L'état d'esprit d'entrepreneur n'est pas proportionnel à la surface, précise Henri Jouve. Il peut toucher aussi bien des exploitants travaillant sur 70 hectares que sur 200. »

Dans la perspective du marché unique, le CNJA fait le bilan cri-

stique, sinon le procès, des mécanismes de régulation de la politique agricole commune (PAC) en vigueur ou envisagés : la maîtrise physique de la production par les quotas ? L'expérience montre les difficultés de gérer un tel système. S'il se généralise, « il faudrait un fonctionnaire derrière chaque agriculteur », souligne Henri Jouve. Les prix différenciés (une partie de la production payée au prix européen, un autre pays au prix mondial moins élevé) ? L'idée « n'est pas désagréable mais le mode d'emploi reste à trouver ». La taxe de coresponsabilité prélevée sur les volumes produits, en particulier sur les céréales ? Le CNJA qui l'avait défendue en 1981 s'en désolidarise. Elle n'a pas servi, comme c'était prévu, à financer la recherche de nouveaux débouchés. Le gel des terres ? Oui, répond le CNJA, si les terres arables productives sont elles aussi gelées et si les prix agricoles sont aussi bas. « Le jachère doit être accompagnée d'un soutien et d'un bovin pour en mesurer les conséquences sur le marché de la viande », ajoute Henri Jouve.

En contrepartie de ces nombreuses réserves, le CNJA propose deux idées-forces : la réorganisation des filières d'abord. Avec 1 300 groupements de producteurs, 635 associations, 115 Unions de coopératives, 230 syndicats et associations, l'agriculture est à la fois nombreuse et morcelée. « Qui est prêt à dire que 192 groupements de producteurs de porcs, c'est 130 de trop ou à rappeler que les Pays-Bas se satisfont de deux schémas génériques ? demande récemment Michel Tesseyrou (1). Pas les hommes politiques. Coincés entre la néces-

siété de faire et de plaie, ils choisissent souvent le laissez-faire. » Dans le Cantal, on compte 47 coopératives laitières contre 34 dans les Pays-bas. « Il faut améliorer la concentration de l'offre face à la concentration de la demande », estime Henri Jouve. Un impératif qui passe, selon le CNJA, par une dynamisation des coopératives et un abandon de leurs règles les plus sclérosantes à condition d'utiliser les responsabilités d'appel à des financements extérieurs.

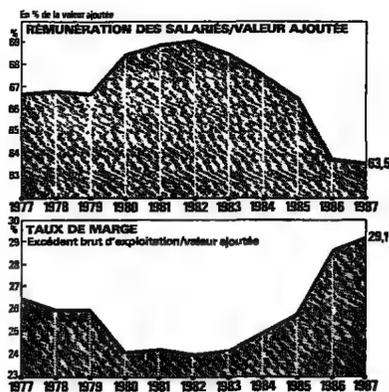
La contractualisation est l'autre orientation majeure prônée par le CNJA. Elle passe par un accord entre le producteur et la coopérative ou le groupement privé sur une quantité, une qualité et un calendrier donnés. C'est à travers une gestion de l'offre concertée et contractuelle que les Jeunes agriculteurs espèrent conjurer l'impératif de maîtrise de production et la nécessité pour eux de préserver un revenu suffisant pour rester à la terre.

« L'agriculture est l'exploitation d'un cycle biologique, végétal ou animal, dans l'exploitation tire plus de 50 % de son revenu », conclut Henri Jouve. Elle fournit des biens alimentaires, des matières premières pour l'industrie et offre des services. Il est temps de redéfinir l'activité agricole. L'agriculteur a les moyens de faire beaucoup d'autres choses, en particulier dans le domaine des services et pour la recherche de la qualité. »

ERIC FOTTORINO.

(1) Interview à *Agra-France*, Numéro 2 155, 18 juin 1988.

Le redressement des comptes des entreprises



Le taux de marge des entreprises a dépassé celui de 1974 qui était de 27,1 %. La même année, au moment du premier choc pétrolier, la part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée était de 66 %.

Le rapport sur les comptes de la nation de 1987

Les marges des entreprises ont retrouvé leur niveau d'avant 1973

Rendu public, le mardi 28 juin, le rapport sur les comptes de la nation 1987 confirme que la croissance « modérée » réalisée l'an dernier a été accompagnée d'une nouvelle amélioration de la situation financière des entreprises. Leurs marges ont retrouvé les niveaux d'avant 1973.

Si la croissance de l'économie française en 1987 (le produit intérieur brut total aux prix de 1980 a progressé de 2,2 %) est comparable à celle de l'année précédente (+2,1 %), elle a cependant été « de nature différente ». L'année 1987 a en effet été marquée par un réajustement entre les différentes sources de la croissance.

Malgré la progression modérée de leur pouvoir d'achat, les ménages ont à nouveau accru leur consommation, mais à un rythme moins soutenu qu'en 1986 (respectivement +2,4 % et +3,4 %). Ils ont pour cela à nouveau puisé dans leur épargne. « Le taux d'épargne subit une nouvelle chute, note l'INSEE, à 12 %, entièrement imputable au taux d'épargne financière qui tombe à 2,8 % ». En revanche, l'investissement des

entreprises (+4,3 %) a tiré l'activité. Les exportations ont progressé au même rythme que le PIB. Cette croissance s'est accompagnée d'une nouvelle détérioration des échanges extérieurs, les importations ayant augmenté de 7,5 %.

L'année écoulée a surtout été marquée par une « modification du partage des revenus sans inflation ». La part revenant aux ménages diminue, ce qui est la conséquence de la modération de la croissance des salaires nominaux et de la hausse du taux apparent de cotisations sociales salariales.

En revanche, la part des revenus des administrations augmente légèrement. Après deux années de baisse, le taux des prélèvements obligatoires a finalement augmenté en 1987 de 0,5 point, ces prélèvements représentant 44,7 % du produit intérieur brut. Cette hausse provient de l'augmentation des cotisations sociales (0,2 point de PIB), de l'accroissement des impôts perçus par la Sécurité sociale (0,1 point de PIB) et de la hausse des impôts locaux (0,2 point au PIB). Malgré les allègements fiscaux, la part des impôts de l'Etat dans le PIB reste constante (17,5 %).

Les entreprises ont, en fait, été les principales bénéficiaires du nouveau partage des revenus. Leur taux de marge (excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée) a augmenté, atteignant 29,1 % (contre 28,6 % en 1986), retrouvant leur niveau du début des années 70, avant le premier choc pétrolier de 1973. Cette nouvelle amélioration de la situation financière des entreprises résulte de la combinaison d'un ensemble de facteurs : la faible progression du coût des consommations intermédiaires (+1,1 %), la croissance modérée de la rémunération des salariés, les allègements d'impôts et la hausse des prix à la production (+2,2 %). Les entreprises non financières ont ainsi accélééré leur effort d'investissement, notamment dans l'industrie (+7,5 %, contre +3,8 % en volume en 1986). Mais, comme le souligne le rapport, « le taux d'investissement des sociétés hors grandes entreprises nationales (15,9 % de la valeur ajoutée) continue de se situer à un niveau inférieur à celui d'avant le premier choc pétrolier (20,6 %) ».

E. I.

Le déficit record de la balance des comptes courants britanniques plaide pour une remontée des taux d'intérêt

La détérioration de la balance des comptes courants britanniques en mai a pris de telles proportions que chacun estimait imminente, à la City, un signal de la Banque d'Angleterre pour amener les instituts de crédit à relever leurs taux de base de 9 %, actuellement à 9,5 %, voire 10 %.

Le déficit record de 1,21 milliard de livres en mai, annoncé, le lundi 27 juin, recouvre en effet deux phénomènes préoccupants pour la Grande-Bretagne : la montée des importations et la baisse des exportations. La poussée persistante des importations, de 2 % en mai, donne la mesure de la surchauffe actuelle et de la boulimie d'achat de produits étrangers des consommateurs. Les revenus de ces derniers, gonflés par les allègements fiscaux accordés par le chancelier de l'Echiquier, mais aussi par une hausse des salaires supérieure à l'inflation, sont à l'origine de ce phénomène qui se traduit, pour le premier trimestre 1988, par une hausse de 5,5 % du pouvoir d'achat réel des Britanniques.

L'autre sujet d'inquiétude vient de la faiblesse des exportations, qui ont chuté de 4,5 % en avril, confirmant les difficultés rencontrées par les exportateurs du fait de l'appréciation de la livre durant plusieurs mois, notamment vis-à-vis du dollar. Il est significatif que les ventes de la Grande-Bretagne sur le marché américain aient enregistré un recul de 14 % en avril et de 13 % en

mai pendant la période mars-mai.

Ces revers se traduisent, pour la balance des comptes courants, par un gonflement persistant des déficits : 4,7 milliards de livres durant les cinq premiers mois de l'année, contre 1,7 milliard un an plus tôt. D'ores et déjà, l'objectif gouvernemental, un déficit de 4 milliards de livres pour l'ensemble de 1988, est dépassé, en dépit de l'apport des échanges « invisibles », en excédent de 2,2 milliards entre janvier et mai. Autant dire qu'à la City on table désormais sur des déficits mensuels moyens de 1 milliard de livres, deux fois plus que les analystes ne l'espéraient au début de l'année.

Confrontées à une telle situation, la Banque d'Angleterre et la trésorerie ne voient qu'une solution : jouer sur le loyer de l'argent pour tenter de calmer les appétits de consommation des Britanniques. Laisser la livre filer favoriserait, certes, les exportateurs mais comporte trop de risques inflationnistes dans un pays figurant en tête de liste des grandes nations industrielles pour la hausse des prix. L'institut d'émission comme le chancelier de l'Echiquier veulent éviter ce piège, en reprenant la régulation du crédit qui leur a finalement assez bien réussi l'an dernier. L'affaiblissement du sterling, qui s'est poursuivi le mardi 28 juin au matin, faisant tomber la devise britannique à 3,10 deutschemarks (contre 3,13 deutschemarks la veille), plaide en faveur d'une telle remontée des taux. Il s'agit de la quatrième en un mois.

F. Cr.

Le bilan de la négociation collective

Les accords d'entreprise ont sensiblement augmenté en 1987

Le bilan annuel de la négociation collective, présenté par le ministère des affaires sociales, est jugé « positif » sur le plan quantitatif, pour l'année 1987 : 5 textes conventionnels au niveau interprofessionnel ; 36 textes de base et 788 avenants (+15 % par rapport à 1986) dans les branches où, pour la première fois depuis 1983, la progression bénéficiaire à tous les thèmes d'accord ; 5 966 accords d'entreprise, en dehors de l'expression des salaires (1), contre 4 890 en 1986, soit une hausse de 22 %.

Dans les branches, le ministère observe que « 74 % des salariés couverts par un texte conventionnel ont été concernés par la signature d'un moins un avenant ». La généralisation de la couverture conventionnelle est quasiment achevée selon un objectif que s'étaient assignés les pouvoirs publics en 1981 et qui avait été relancé par M. Séguin en 1987. L'étude du ministère souligne toutefois qu'il reste « à trouver des solutions pour le principal vide subsistant, à savoir la communication audiovisuelle qui nécessite une structuration patronale dans la branche qui fait encore défaut ».

Si, en 1986, on avait constaté, dans les branches, un recul général du taux de signatures des cinq confédérations représentatives, la tendance est différente pour 1987. Avec un taux de signatures de 57 %, le CFTC reste stable, tandis que la CGT recule de nouveau (-4 %), mais toutes les autres centrales progressent : +1 % pour la CGC, +3 % pour la CFTD et +1 % pour FO.

Pour les entreprises, le ministère se livre, comme à l'accoutumée, à un examen de l'obligation annuelle de négocier qui s'impose depuis 1982 à celles qui ont au moins un délégué syndical. Pour 1987, la statistique porte sur 9 922 entreprises (contre 9 266 en 1986) concernant 4 169 000 salariés. Comme l'indique le bilan, « la procédure de négociation est bien entrée dans les mœurs », puisque 72 % des entreprises assujetties ont négocié conformément à la loi, pourcentage qui se rapproche de celui des deux années précédentes.

La proportion d'entreprises ayant négocié exclusivement sur les salaires s'est encore accrue : 41,4 % en 1987 contre 38,4 % en 1986. De ce fait, le pourcentage de celles qui ont négocié à la fois sur les salaires,

La Commission nationale de la négociation collective devait se réunir mardi 28 juin pour donner son avis sur la revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet. La CGT revendique un SMIC de 6 000 F bruts (alors qu'il est à 4 813,12 F), tandis que la CFDT demande que le salaire minimum bénéficie d'une revalorisation au moins identique au gain de pouvoir d'achat des salaires horaires en un an (+0,8 %), à laquelle s'ajouterait le glissement des prix de mai (0,2 % ou 0,3 %). Mais le gouvernement ne semble pas envisager, sans surprise, de hausse du SMIC supérieure à 0,7 % au 1^{er} juillet. En l'attente de la formation du deuxième gouvernement de M. Rocard, la réunion du 28 juin devait être présidée par le directeur des relations du travail, M. Olivier Dutheillet de Lamotte. Une seconde réunion aura lieu en juillet sur le bilan 1987 de la négociation collective.

sur l'aménagement du temps de travail et sur la durée du travail est tombé de 38 % à 35,9 %. Les résultats de telles négociations se sont révélés souvent positifs : dans 69 % des cas (contre 68 % en 1986 et 62 % en 1984), les négociations d'entreprise ont débouché sur un accord.

Le taux de signatures des syndicats sont assez proches de ceux de 1986, avec une diminution d'un point pour la CGT et FO : 49 % pour la CFDT, 48 % pour la CGT, 41 % pour la CGC, 40 % pour FO et 18 % pour la CFTC.

Tassement de l'individualisation

Le bilan du ministère des affaires sociales analyse également le contenu des accords conclus en 1987, avec, là aussi, quelques évolutions significatives, notamment sur les salaires. Dans les branches, le nombre total d'avenants salariaux a augmenté de 12 % par rapport à 1986. La médiane des hausses de salaires s'est établie à 3 %, mais plus d'un tiers des branches avaient prévu des augmentations comprises entre 3 % et 4 %.

Dans les entreprises, l'étude porte sur un échantillon de six cent six accords de salaires. D'emblée, elle confirme « un certain tassement dans le développement du processus d'individualisation ». Ainsi, 61,5 % des accords (contre 67,2 % en 1986) ont prévu uniquement des augmentations générales uniformes, tandis que 3,8 % (contre 4,8 %) préconisaient une individualisation totale des hausses. Ce sont les accords prévoyant seulement des

augmentations générales différenciées suivant les catégories qui ont le plus augmenté, passant de 6,6 % à 11,7 %. Les accords combinant une individualisation partielle et des hausses uniformes (16 %) ont encore une individualisation partielle et des hausses différenciées (7 %) ont légèrement augmenté.

Le bilan du ministère souligne que « les hausses totales apparaissent plus fortes lorsque interviennent à la fois des hausses générales (différenciées ou non) et des hausses individualisées que lorsqu'il n'y a que des hausses individualisées ou seulement générales ». Globalement, entre 1986 et 1987, « le ralentissement de la hausse totale moyenne des salaires est très sensible » (51,6 % des accords ayant prévu des hausses de 3 % à moins de 3 %). Autres caractéristiques : les clauses de sauvegarde ont fait leur réapparition en 1987 avec, dans certains cas, des conditions très précises de rattrapage de l'inflation. L'intéressement a sensiblement progressé, principalement au bénéfice des PME : 2 630 accords couvrent 730 000 salariés au 31 décembre 1987 contre 1 303 accords et 401 000 salariés deux ans plus tôt.

Après les salaires, le thème principal de négociation reste le temps de travail qui a domé lieu, dans les entreprises, à 2 272 accords pour le volet aménagement et à 251 accords pour la durée du travail. Si 25 accords - légaux pour l'essentiel - ont porté sur le travail de nuit des femmes, la modulation des horaires a connu un développement important depuis la loi du 19 juin 1987. Dans un cas sur deux, la référence pour le calcul de la durée hebdoma-

HÔTEL DU RHÔNE
GENÈVE

Centre ville, au bord du Rhône.
Confort raffiné.
2 restaurants renommés.
Grand parking privé.

1, Quai Turinetti Tél. 41/22/31 98 31
T. 22213 HFNO CH Fax 32 45 58

Compagnie Générale d'Électricité

Réunis en Assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Pierre SUARD le 15 juin 1988, les actionnaires de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) ont approuvé toutes les résolutions qui leur étaient présentées, le rapport de gestion et les comptes de l'exercice 1987.

Suivant la proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée a décidé de verser à chacune des 70.535.391 actions composant le capital social un dividende de 7,50 francs hors impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), conduisant à un revenu global par action de 11,25 francs avoir fiscal compris.

Le dividende de l'exercice 1987 sera mis en paiement à partir du 27 juin 1988.

CGE
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ORDINAIRE
DU 15 JUIN 1988

L'Assemblée a en outre ratifié la nomination comme administrateur de M. Frank DRENDEL, précédemment coopté par le Conseil. Elle a enfin nommé commissaires aux comptes titulaires des sociétés FRINAULT FIDUCIAIRE, représentée par M. Jean-Pierre VINCENT, et ACER-CABINET PAYER & ASSOCIÉS, représentée par M. Francis PAYER, ainsi que leurs commissaires aux comptes suppléants respectifs, MM. Michel ANGOT et Bertrand de FLORVAL.

Résumé de l'allocution du Président

Mesdames, Messieurs,

A l'occasion de cette première Assemblée générale de la CGE réunie pour approuver les comptes depuis que notre Groupe est de retour à la Bourse, je suis très heureux de pouvoir dire aux nombreux actionnaires qui nous ont fait confiance, que les performances de la CGE en 1987 ont été meilleures que ce qui était envisagé il y a un an et que les perspectives d'avenir sont très favorables.

D'une manière générale, 1987 a été une année de grands succès commerciaux pour le Groupe CGE, dont le carnet de commandes représentait plus de 15 mois d'activité à la fin de l'année.

Certes l'année 1987 a été marquée par le krach boursier d'octobre qui n'a pas épargné le titre de la CGE. Mais les excellentes positions du Groupe sur ses marchés et sa solidité financière font que les perspectives d'évolution de son action sont aujourd'hui plus favorables. Le marché financier l'a compris et, alors que l'action CGE avait atteint son niveau le plus bas en janvier dernier, ses cours ont régulièrement progressé depuis. En outre, et nous l'avions clairement indiqué il y a un an, l'acquisition d'actions CGE devait être considérée comme un investissement à moyen terme dans un groupe qui dispose d'importantes perspectives d'avenir. Dans cet esprit, nous pensons que les performances de notre titre ne peuvent être appréciées sur ses fluctuations à court terme.

J'aimerais d'abord rappeler les principaux chiffres et événements de 1987 et du début de 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 127,5 milliards de francs en 1987 contre 81 milliards de francs en 1986. Les ventes hors de France représentent 58 % du total, soit 73,3 milliards de francs. L'Europe constitue 77 % du marché global du Groupe, les États-Unis 18 % et l'ensemble des pays développés 90 %.

En 1987, le Groupe CGE a renforcé son potentiel technologique avec des efforts totaux de 15 milliards de francs, dont un tiers d'investissements corporels et deux tiers de dépenses de recherche et développement.

Le résultat consolidé global du Groupe approche 3,4 milliards de francs et a pratiquement doublé par rapport à 1986, alors que la marge brute d'autofinancement s'est établie à 8,3 milliards de francs et s'est accrue de 86 %. La part du Groupe dans le résultat consolidé est de 1,8 milliard de francs et a augmenté de 58 %. Le bénéfice consolidé par action s'est établi ainsi à 27,80 francs.

La structure du bilan a été renforcée en 1987, grâce aux augmentations de capital réalisées dans le cadre de la privatisation. Ainsi les capitaux propres s'établissent à plus de 27 milliards de francs contre 19 milliards de francs à fin 1986. Parallèlement, les dettes financières à long terme ont regagné de 19 milliards de francs à 14 milliards de francs.

L'année 1988 a bien commencé pour la CGE. Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre a atteint 23,4 milliards de francs, en augmentation de 21 % par rapport au premier trimestre 1987. Les commandes enregistrées au premier trimestre s'établissent à 26,1 milliards de francs et progressent de 41 %.

Plusieurs succès techniques et commerciaux importants ont pu être obtenus dans les premiers mois de l'année. Ainsi, Alstom a reçu la commande d'une centrale thermique en Chine et a sorti la première rame du TGV Atlantique en avril, le programme du TGV Nord avait été lancé, quant à lui, fin 1987.

Fransatome a obtenu une commande en Chine pour le montage de la centrale nucléaire de Daya Bay, dont elle fournit tous les équipements. CGEE Alstom, associée à d'autres sociétés du Groupe, a remporté des contrats d'entreprise électrique au Chili, au Venezuela et en Indonésie.

En télécommunications, les filiales d'Alcatel ont reçu des commandes de centraux téléphoniques numériques pour la Chine, la Corée du Sud, le Chili, le Mexique, le Yémen du Nord, l'Égypte, l'Équateur, en France, Alcatel CIT réalisera le projet pilote du réseau numérique à intégration de services (RNI) de l'administration des PTT.

Alcatel Espace, qui a fourni la charge utile du satellite Télécom 1 mis en orbite en mars dernier, a reçu la commande des satellites Télécom 2.

Le début de 1988 a également été marqué par plusieurs opérations stratégiques majeures.

La Générale Occidentale a entrepris de céder ses actifs dans les secteurs non prioritaires. C'est ainsi qu'elle a déjà vendu la société de distribution alimentaire américaine Grand Union et une partie de son patrimoine forestier. Parallèlement, la Générale Occidentale a renforcé ses positions dans l'édition et les médias, en constituant, en association avec CEP Communication, le Groupe de la Cité qui est le deuxième groupe français d'édition. Ce double mouvement a permis de recentrer les activités de la Générale Occidentale sur les secteurs stratégiques du Groupe tout en dégagant un cash-flow substantiel pour des opérations futures.

Alcatel NV s'est également concentrée et renforcée dans ses grands métiers. Ainsi, l'activité d'électronique "grand public" de sa filiale allemande Standard Elektrik Lorenz, a été cédée à la société finlandaise Nokia. Parallèlement, Alcatel s'est renforcée dans le domaine des câbles où la filiale américaine Alcatel NA a acquis les activités de câbles de télécommunications d'Ericsson aux États-Unis et où Câbles de Lyon a pris le contrôle de la société italienne Manuli.

Le renforcement du Groupe implique, comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, une motivation sans cesse accrue de ses salariés. 100.000 d'entre eux sont devenus actionnaires de la CGE, le fonds commun de placement auquel certains ont apporté leurs actions est aujourd'hui le deuxième actionnaire du Groupe.

Pour continuer à renforcer cet attachement, votre Conseil d'administration a décidé aujourd'hui d'offrir aux salariés la possibilité de souscrire à nouveau à une augmentation de capital de la Compagnie qui leur sera réservée. Cette augmentation de capital se fera selon une formule semblable à celle qui avait remporté un très grand succès lors de la privatisation, mais étendue aux salariés des filiales étrangères.

Le fonds commun de placement du personnel, ainsi renforcé, constitue un actionnaire particulièrement stable de votre Groupe. Avec ses représentants au Conseil d'administration il devient un acteur privilégié du consensus indispensable au succès de toute entreprise.

J'aimerais pour conclure vous donner quelques raisons supplémentaires d'avoir confiance dans l'avenir de votre Compagnie.

Les difficultés économiques de la fin de 1987 ont eu peu d'effet sur l'activité du Groupe dont la large implantation dans plusieurs grands pays développés est un atout important. Grâce aux bonnes performances commerciales récentes, le volume d'activité devrait connaître une légère progression en 1988, de l'ordre de 3 à 4 % à structures comparables.

En ce qui concerne les résultats, il est trop tôt pour annoncer des prévisions détaillées. Je rappelle qu'il y a un peu plus d'un an, au moment de la privatisation de la Compagnie, nous sortions d'un exercice 1986 où le bénéfice consolidé avait représenté 2,1 % du chiffre d'affaires, que nous espérons alors atteindre au moins ce même taux en 1987, et que nous nous orientons vers un objectif de 3 % en 1990.

En 1987, nous avons largement dépassé l'objectif de 2,1 % que nous avions fixé à un an, puisque le bénéfice consolidé a représenté 2,7 % du chiffre d'affaires. Cette performance et les potentialités du Groupe nous autorisent aujourd'hui à penser que, sauf événement conjoncturel imprévu, particulièrement défavorable, le bénéfice consolidé devrait atteindre 3 % du chiffre d'affaires avant 1990.

Au vu des bons résultats de 1987 et de la qualité des perspectives financières et industrielles du Groupe, le Conseil d'administration vous propose aujourd'hui de fixer le dividende par action à 7,50 francs hors avoir fiscal en augmentation sensible par rapport aux 6,67 francs qui avaient été annoncés comme dividende prévisible lors de la privatisation.

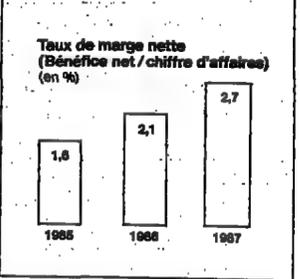
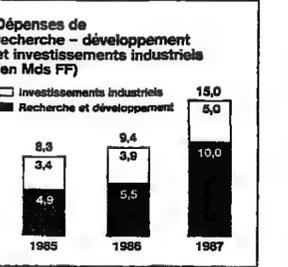
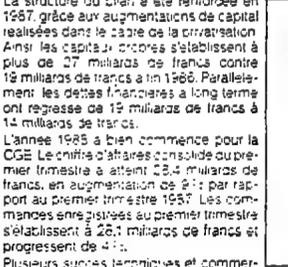
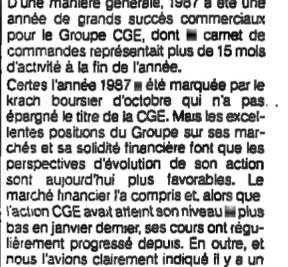
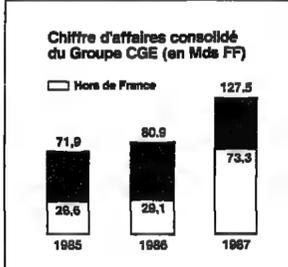
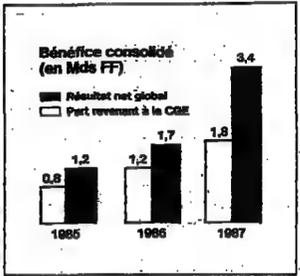
Si vous approuvez cette proposition, la distribution totale aux actionnaires s'élèvera à 529 millions de francs, représentant 29 % du bénéfice consolidé (part Groupe), soit un taux de distribution qui se compare honorablement à celui d'autres grands groupes industriels. Pour l'avenir, la Compagnie s'efforcera de continuer à mettre en œuvre une politique de dividende traduisant l'amélioration attendue des performances et de la rentabilité.

L'exercice 1987, marqué par la privatisation et la restructuration du capital, a été particulièrement actif et fructueux pour votre Groupe. Grâce à votre fidélité et au dévouement du personnel, il poursuit son développement.

Ses résultats financiers progressent et continueront à le faire. Il se dote de moyens supplémentaires pour jouer avec succès son rôle dans la redoutable concurrence mondiale qui prévaut sur tous les marchés. A ces éléments favorables pour la CGE, j'ajoute les déclarations très précises des plus hautes autorités de l'État qui ont affirmé qu'il ne saurait y avoir de nouvelles nationalisations. C'est donc dans la stabilité que votre Groupe poursuivra sa stratégie de progrès en France et à l'étranger et qu'il répondra à la confiance que vous lui témoignez.

LA CGE EN DIRECT :

- MINITEL : 36.15 code CGE
- Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



Pierre SUARD



Économie

TRANSPORTS

L'accident de l'Airbus A-320 à Mulhouse

Trop bas, trop lent, trop tard

La réputation de l'Airbus A-320, après l'accident qui a fait trois morts, le dimanche 26 juin, à proximité de l'aérodrome de Mulhouse-Habsheim, ne devrait pas être entamée. Les premières constatations de l'enquête font apparaître que l'appareil volait trop bas. La stéréification de son commandant de bord devant l'absence de réaction des moteurs, lorsqu'il les a sollicités pour reprendre de l'altitude, n'était donc pas justifiée, tout comme était trop hâtive la mise en cause du fonctionnement du « cerveau » informatique du dernier-né d'Airbus Industrie formulée ici même (Le Monde du 28 juin). Les compagnies Air France, British Airways et Air Inter avaient suspendu le vol de leurs Airbus A-320 dans l'attente des résultats de l'enquête. Elles les ont remis en service le 28 juin.

Le procureur de la République chargé de l'affaire l'a dit. Le ministre des transports l'a confirmé. Le directeur de l'aviation civile l'a souligné : contrairement à ce que l'on pouvait croire sur la foi des premiers témoignages, l'Airbus volait trop bas, à 10 mètres au-dessus du sol environ. L'analyse des deux « boîtes noires » de l'appareil a permis au ministre, M. Louis Mermaz, de déclarer, après avoir rendu hommage au sang-froid avec lequel l'équipage avait organisé les premiers secours : « L'avion s'est présenté à moteur réduit, à une altitude de 10 mètres et avec un angle d'incidence prononcé. A la remise des gaz, la remontée en puissance s'est effectuée normalement. Aucun élément disponible ne permet de mettre en doute le bon fonctionnement de l'appareil en exploitation normale. Aucun arrêt de vol ne s'impose ». Interrogé sur une éventuelle faute de pilotage, le ministre s'est retranché derrière la commission d'enquête dont il vient de nommer les membres : « Non, je ne peux pas faire une telle déclaration. Pour le moment, je dis seulement que cet

accident n'est pas dû à la technologie et que le fonctionnement de l'Airbus A-320 n'est pas en cause. »

Vingt-quatre heures après la chute du Ville-d'Amsterdam, les pouvoirs publics avaient donc arrêté leur ligne de conduite : d'abord, défendre cet avion européen dont le succès commercial représente la clé de voûte de l'industrie aéronautique civile du Vieux Continent ; ensuite, laisser à la justice le soin de déterminer les responsabilités, pour ne pas froisser la corporation des pilotes de ligne et ne pas alourdir les pénalités financières de la catastrophe pour Air France.

Les boîtes noires parlent

Cet intérêt national et européen bien compris pouvait jeter une suspicion sur les prémices ainsi dévoilées de l'enquête. N'y avait-il pas trop d'intérêts industriels en jeu pour faire porter le chapeau à d'autres qu'aux membres de l'équipage ? Airbus, le ministère, Air France, n'allaient pas succomber à la tentation de « charger » les hommes pour sauver la réputation de l'appareil et les milliers d'emplois qu'il représente ? La machine n'avait-elle pas induit son commandant de bord en erreur ?

Le contenu des « boîtes noires » semble balayer ces hypothèses. La boîte qui contient les paramètres du vol et celle qui enregistre les conversations dans le poste de pilotage permettent aux spécialistes de mettre en cause le comportement de l'équipage.

Avant le décollage de Mulhouse, le commandant et son copilote tombent d'accord pour faire un passage avec leurs cent trente passagers à 100 pieds d'altitude (30 mètres) au-dessus des spectateurs, l'avion étant cabré à son angle maximum de 17 degrés. Notons que les pilotes d'essai de l'appareil qui se livrent à

une telle démonstration des capacités des ordinateurs et des réacteurs de l'aviation procèdent toujours à vide et à 300 pieds (100 mètres). Les deux hommes prévoient aussi de couper, juste avant l'exercice, le système automatique de remise de gaz, pour conserver la maîtrise de la manœuvre. La mise hors jeu de cette sécurité est strictement interdite par les règlements.

L'avion arrive de Mulhouse en vue du petit terrain de Habsheim où se tient le meeting aérien. Le commandant débranche la sécurité. Il sait parfaitement à quelle altitude il se trouve, car une voix synthétique lui indique régulièrement qu'il descend au-dessous des 30 mètres prévus par son plan de vol officiel.

Tout est anormal dans le vol : il évolue à 10 mètres d'altitude au lieu des 30 mètres prévus ; la vitesse de l'Airbus est de 216 km/h alors qu'elle aurait dû se stabiliser à 255 km/h ; les deux réacteurs sont à 28 % de leur puissance, alors qu'ils ne devaient pas descendre au-dessous de 40 % ; le commandant se laisse surprendre par la faible longueur (1 000 mètres) de la piste qu'il survole et ne remet les gaz qu'à la moitié de celle-ci. On entend cette conversation : Le copilote : « Fais attention au poteau ! ». Le commandant : « Pas de problème. Ten fais pas ». Bruit des moteurs qui remontent en puissance et puis : « Merde ! ». Bruit du crash au milieu des bêtises hauts d'une douzaine de mètres bordant le terrain.

L'ordinateur discipliné

Il s'est passé cinq secondes - c'est-à-dire moins que ne le prévoit le manuel de vol de l'Airbus - entre le moment où les gaz ont été remis et celui où ils ont donné le maximum de poussée. Les moteurs ont donc parfaitement répondu, mais ils étaient hors d'état de tirer l'Airbus et ses cent trente-six passagers et

membres d'équipage du véritable tour où les avaient placés un excès de confiance et une indiscipline incompréhensibles chez des pilotes, instructeurs à Air France.

Chacun tirera la leçon de la catastrophe à sa manière. Pour sa part, M. Mermaz a déclaré qu'il n'aurait aucune appréhension à monter dans un Airbus A-320, mais qu'il laisserait à son successeur le soin de décider s'il est normal qu'un avion de ligne rempli de passagers participe à un meeting aérien. Les Européens respirent : leur avion ne subira pas de dommages commerciaux du fait de la catastrophe d'Habsheim. Les compagnies clientes d'Airbus sont rassurées par le contenu des « boîtes noires ». Il n'y a qu'à Air France et dans les syndicats de navigants que le moral restera en berne.

On a trop suspecté - et parfois à juste titre - les automatismes qui ont fait de l'Airbus A-320 l'avion civil le plus moderne du monde pour ne pas souligner la façon dont ils se sont comportés à Habsheim. S'il n'y a eu « que » trois morts dans la chute, c'est notamment parce que les ordinateurs ont maintenu cabré l'appareil dans une position qui lui a évité le décrochage et un choc frontal avec le sol. Cette fois-ci, la machine s'est révélée plus disciplinée que l'homme.

ALAIN FAUJAS.

Les réactions syndicales

Les organisations syndicales continuent de privilégier l'hypothèse de la défaillance technique pour expliquer la chute de l'Airbus A-320 d'Air France. M. Alain Duclos, président du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), craint que, « pour des raisons de sauvegarde de notre industrie, on préfère rechercher la faute du côté du pilote » et rappelle qu'il « a fallu l'intervention des pilotes pour que les ingénieurs d'Airbus Industrie acceptent que la commande de vol puisse se faire manuellement sur les A-320. Malheureusement, rien de tel n'a été prévu pour la remise de gaz et tout doit passer par l'ordinateur ! »

M. Maurice Cherret, président du Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (SNPNAC), évoque les automatismes « ultra-perfectionnés » de l'appareil et souligne que « cet appareil a été construit pour faire plaisir aux ingénieurs ».

L'intersyndicale du personnel navigant d'Air Inter et le Syndicat des pilotes de l'aviation civile (SPAC) estiment que l'accident prouve qu'ils ont raison de réclamer la présence d'un troisième homme, le mécanicien, dans le poste de pilotage. Pour M. Robert Trilling (SNPL Air Inter), « un officier mécanicien présent dans le cockpit aurait pu sauver l'appareil ».

Les syndicats de pilotes (SPAC et SNPL) et de mécaniciens (SNO-MAC) ont demandé à être associés aux travaux de la commission d'enquête chargée d'examiner les causes de l'accident. M. Daniel Tenenbaum, directeur de l'aviation civile, a refusé cette revendication, estimant qu'il n'était pas dans la tradition d'inclure des syndicalistes dans une commission d'enquête.

A Toulouse

« On sait que l'avion est fiable »

TOULOUSE
de notre correspondant

L'Aérospatiale ressemble en ce temps de malheur qui vient de détruire l'un de ses derniers rejets à ces maisons d'antan qui se ferment sur leur douleur, rentrent leurs angouilles derrière murs et grilles et attendent dans le désarroi que viennent des jours meilleurs. L'usine de Saint-Martin-du-Rouch à Toulouse, qui assemble les Airbus pour le compte du consortium européen, est demeurée toute la journée de lundi interdite aux journalistes.

Le vendredi 24 juin encore, Airbus-Industrie et L'Aérospatiale célébraient, en présence du ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss, président du conseil de surveillance du consortium, la vente de trois Airbus A-310 à l'Allemagne de l'Est. Les premiers pas des constructeurs européens dans un pays de l'Est.

Lundi, les mêmes se murèrent dans le silence, après la disparition en Alsace de leur dernier-né, ce petit A-320 si prometteur technologiquement, si contesté par certains pilotes. « On ne vient pas filmer dans la maison d'un mourant », a expliqué à une équipe de télévision un des responsables de la communication. La propos est à mettre au compte de l'émotion, voire de l'agacement, à sentir monter le doute sur la fiabilité des produits de cette usine. La sortie des salariés, en fin d'après-midi, trahissait bien cet état d'esprit. « Je pense que certaines informations diffusées hier étaient mensongères, accuse un ingénieur. Les journalistes ont été trop rapides à tirer des conclusions. Je défends absolument le société, et L'Aérospatiale doit veiller à ce qu'on ne dise pas n'importe quoi. » D'autres cherchaient à prendre rapidement la large. « Je ne suis pas compétent », lance un conducteur derrière ses lunettes de soleil. « Je ne sais

rien. Je n'ai rien à dire, je ne sais pas comment ça c'est passé », ajoutent quelques autres.

A la sortie de l'usine, certains consentaient à perdre quelques secondes, histoire de se raconter, d'évoquer l'unique sujet de conversation qui, toute la journée, avait mobilisé les esprits dans les bureaux et sur les chaînes de montage. « C'est un accident qui me touche, d'autant que c'est le premier accident d'un Airbus qui entraîne la mort de passagers », avoue un autre ingénieur. Mais quel que soit leur poste à la production, la grande majorité des employés affirme d'abord leur confiance dans les appareils qu'ils fabriquent.

« Nous sommes très forts »

Ces lointains cousins des pionniers de l'aéronautique ne s'abandonnent pas facilement au doute. « Je pense que c'est une défaillance humaine, car la technologie d'Airbus-Industrie est vraiment au point », proclame un agent technico-commercial. « On sait que l'avion est fiable, et on espère bien que l'enquête prouvera que cette catastrophe ne provient pas d'un problème technique », ajoute un jeune homme. Un autre technicien traduit à sa manière le sentiment dominant : « Ça a été dur. On a parlé de cet accident toute la journée. Après tout, c'est notre boulot, c'est notre vie, c'est notre fierté... Nous sommes très forts. Airbus est un bel outil. »

Mais, sous ce sentiment d'appartenance à la caste des défricheurs du ciel dont l'exploit collectif se mesure aujourd'hui dans les parts de marché conquises, point parfois une inquiétude. « Cet accident est regrettable, et j'espère que l'enquête n'y est pour rien. Je veux croire qu'il n'y aura pas trop de conséquences car, pour nous, ce serait dramatique », conclut l'un d'eux.

GÉRARD VALLES.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM

ALSTHOM ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 23 JUIN 1988

d'option de 1 mois à compter du 30 juin 1988 expirera le 30 juillet 1988. Le Conseil d'Administration, réuni le même jour, a fixé, conformément à la loi, le prix d'émission de ces actions à 284 F.

ALLOCATION DU PRÉSIDENT DESGÉORGES (Principaux extraits)

Alsthom a pu, en 1987, améliorer sa position dans un environnement qui demeure difficile. Trois chiffres caractérisent l'exercice : un montant de commandes supérieur de 8,1 % à celui de 1986, un chiffre d'affaires à structure constante en hausse de 7 % et un résultat consolidé, part Groupe, en progression de 12 %.

Renforcer l'internationalisation
Plusieurs opérations de structure importantes ont été concrétisées pendant les premiers mois de 1988. En Espagne, un programme très ambitieux de rénovation et de développement du réseau de chemin de fer a été élaboré, dont la première étape s'est traduite par le lancement d'un important appel d'offres pour du matériel grande vitesse, destiné notamment à l'équipement de la ligne Madrid - Séville. Dans le cadre de cette opération et aux termes d'un accord négocié avec l'organisme public espagnol "Institut Nacional pour l'Industrie", Alsthom reprendrait ses filiales industrielles, MTM et Ateinsa, dans le cas où le regroupement constitué avec ces sociétés serait attributaire de ces commandes. Un projet d'accord de rachat des activités du groupe Schläumberger en France et à l'étranger dans le domaine des réducteurs de mesure et des relais de protection est en cours de finalisation. Cette opération renforcerait les positions de la Division Appareillage électrique qui se situerait ainsi au premier plan mondial dans les domaines concernés. Elle renforcerait également l'implantation internationale d'Alsthom puisque près de la moitié du chiffre d'affaires repris, voisin de 570 millions de francs, est réalisé hors de France (Belgique, USA, Mexique, Brésil).

Ces opérations s'inscrivent parfaitement dans les orientations stratégiques qui guident nos actions : nous développer dans les métiers dans

lesquels nous pouvons occuper, au plan européen et mondial, une place de premier plan, nous développer dans des activités faisant appel aux plus hautes technologies et renforcer nos implantations à l'étranger.

La cession de 51 % de notre filiale S.E.M.T. Fietstick aux groupes allemands MAN et MTU, qui est intervenue définitivement en mai,

illustre pour sa part notre volonté de nous désengager des secteurs dans lesquels les conditions ne sont pas réunies pour qu'Alsthom occupe une position de leader.

Améliorer la rentabilité L'activité commerciale du Groupe depuis le début de l'année 1988 se développe de façon satisfaisante et équilibrée entre nos principales divisions. Pendant les cinq premiers mois de 1988, le Groupe a enregistré 61 milliards de francs de commandes. Le chiffre d'affaires est de 9,8 milliards, ce qui représente, à structure comparable, une augmentation de 11 % sur celui constaté l'an dernier sur la même période. Le déroulement satisfaisant de nos opérations depuis le début de l'année et les perspectives que nous entrevoyons pour le deuxième semestre m'amènent à considérer que l'exercice 1988 sera marqué, sauf événement grave imprévu à ce jour, à tout le moins par une consolidation des niveaux de prise de commandes, de chiffres d'affaires et de résultat que nous avons atteints en 1987. Je suis confiant dans le fait que les actions de restructuration et de redéploiement que nous menons actuellement en France et à l'étranger permettront la réalisation de l'objectif d'amélioration de la rentabilité que nous poursuivons pour les années à venir.

CHIFFRES-CLÉS (en millions de francs)	1986	1987
Chiffre d'affaires consolidé	23.722	28.237
Investissements	558	607
Recherche-Développement	980	993
Effectifs	48.572	47.899
Résultat net consolidé (part Groupe)	391	437
Dividende global par action (en francs, avoir fiscal compris)	24,75	24,75



ÉNERGIE

M. Fauroux et le contentieux sur le gaz algérien

« C'est aux compagnies de négocier »

M. Roger Fauroux, qui visitait dimanche 26 juin la Foire internationale d'Alger, a estimé que le contentieux gazier opposant les deux pays depuis un an et demi à propos de la révision des contrats d'approvisionnement en gaz naturel était « d'abord un problème commercial classique ». « Ce n'est pas d'abord aux ministres de négocier, a-t-il précisé, il y a deux grandes entreprises : la Sonatrach et Gaz de France. Il faut qu'elles se mettent autour d'une table et qu'elles travaillent. (...) Il faut engager le plus vite possible une négociation pour aboutir à une solution qui donne satisfaction aux deux parties. »

Le ministre français a rencontré au cours de cette brève visite le premier ministre algérien ainsi que le ministre algérien du commerce, mais pas le ministre de l'énergie. Il a indiqué qu'il avait fait avec le premier ministre algérien un « tour d'horizon » des relations économiques entre les deux pays. « Nous sommes convenus, a-t-il dit, qu'il avait un intérêt commun à développer nos relations économiques et politiques sur tous les plans. Il n'y a pas de raison que cela ne se fasse pas, les deux chefs d'Etat étant soucieux de développer ces relations. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les télécommunications de demain, la sécurité de la pierre.

INVESTISSEZ

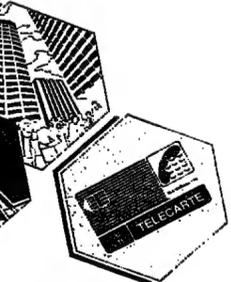
Tout en contribuant au financement des télécommunications, CREDITEL poursuit activement sa politique de constitution d'un patrimoine immobilier de qualité.

EMPRUNT 9,10 %

juin 1988
de F 380.000.000
en 76.000 obligations de F 5000 nominal

Prix d'émission : 100 %, soit F 5000 par obligation.
Date de jouissance et de règlement des souscripteurs : 18 juillet 1988.
Intérêt annuel : 9,10 %, soit F 455 par obligation.
Taux de rendement actuariel : 9,10 %.
Durée totale : 8 ans.
Amortissement : En 2 ans, par tranches annuelles égales, à partir du 18 juillet 1995.
- soit par remboursement au pair pour la moitié au moins des titres à amortir chaque année ;
- soit par rachats en Bourse.
Cotation : Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 88-321 en date du 22 juin 1988 est tenue sous presse à la disposition du public. BALO du 27 juin 1988.



CREDITEL

Société de Financement par Crédit-bail pour les Télécommunications
Société anonyme au capital de F 400 000 000
Siège social : 35, rue de Rome - 75008 Paris
RCS - PARIS B 300 500 071 - APE : 6122

Marchés financiers

BOURSE DU 28 JUIL

Cours relevés à 15 h 15

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Premier cours', 'Dernier cours', and '% +/-'. It lists various companies and their stock prices.

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

27/6

Table with multiple columns for 'Comptant', 'SICAV', and 'Étrangers', listing various financial instruments and their values.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table containing exchange rates and gold market data, including columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', and 'MONNAIES ET DEVISES'.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-81-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le sommet d'Hanovre. - Première rencontre à Paris Chavènement-Scholz. 4-5 L'ouverture de la conférence du Parti communiste d'URSS. 8 Le camp de Chatila est tombé entre les mains des dissidents pro-syriens. - Le « printemps » de Tripoli.	9 L'avenir de la Nouvelle- Calédonie après l'accord Lafleur-Tjibou. 10 La réunion du comité cen- tral du PCF. 11 La succession de M. Stasi au conseil régional Champagne-Ardenne.	12 La catastrophe de la gare de Lyon. 14 Un policier placé en garde à vue avec un collègue pour une affaire de drogue. 20 Sports : les Internationaux de tennis de Grande- Bretagne.	15 Arts : la 43 ^e Biennale de Venise. - Rock : Michael Jackson au Parc des Princes. 16 Cinéma : Balance maman hors du train, de Dany De Vito. - « Digressions », par Ber- nard Frank. - Communication.	27 La rapport de la Commis- sion des comptes de la nation. - Le 22 ^e congrès du CNJA. 28 L'accident de l'Airbus A-320 à Mulhouse. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées .. 24-26 Campus 12 Carnet 20 Echecs 20 Météorologie 19 Mots croisés 19 Radio-télévision 18 Spectacles 18	• Admissibilité aux grandes écoles, IN'T Gestion, ECOLIS 36-15 tapes LEMONDE • Tous les congrès du baz 88 BAC 36-15 tapes LM

Les banques centrales interviennent pour faire baisser le dollar

Après quelques timides essais dans l'après-midi de lundi, les banques centrales sont intervenues vigoureusement, le mardi 28 juin, pour faire baisser le dollar, avec, en tête, la Bundesbank, qui s'était alarmée de voir le cours de la devise américaine dépasser 1,80 deutschemark, contre 1,70 deutschemark il y a une quinzaine de jours. En conséquence, le dollar qui, lundi matin, s'était élevé à 1,83 deutschemark, 131,70 yens et 6,16 francs, est retombé brutalement à 1,80 deutschemark, 130 yens et 6,09 francs.

Dans le cas de l'Allemagne, on sait que la Bundesbank juge inflationniste une baisse sensible du deutschemark, dont l'effet est de renchérir les importations et, du même coup, les prix intérieurs. Tout se passe comme si les grandes puissances industrielles étaient convenues, en dernier lieu, au sommet de Toronto, de fixer des limites implicites aux variations du dollar. Dans le cas de l'Allemagne, on parlait d'une fourchette de 1,60 deutschemark-1,80 deutschemark. A Paris, l'effet des interventions a fait remonter le cours du deutschemark, de 3,366 F à 3,38 F.

Par ailleurs, des rumeurs de hausse des taux d'intérêt continuent à courir, contribuant à déprimer les marchés financiers et les Bourses de valeurs. A Londres, où la livre a perdu près de 1 % après l'annonce d'une aggravation du déficit commercial (lire page 43), on estime que la Banque d'Angleterre pourrait relever à nouveau son taux directeur, porté de 8 1/2 % à 9 % la semaine dernière - on parle d'un demi-point ou même d'un point tout entier. Les taux à court terme allemands continuent de monter doucement, tandis qu'au Japon les autorités persistent à démentir un relèvement, mesure que tout rendrait nécessaire. Aux Etats-Unis, enfin, la baisse du dollar et la crainte de la sécheresse ont fait monter les rendements des bons du Trésor, celui de l'emprunt à trente ans passant de 8,85 % à près de 9 %.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 juin
Repli

Tout comme lundi, la prudence restait de mise à Paris où les investisseurs ont réagi à la forte baisse de Wall Street tout en demeurant perplexes sur l'évolution du dollar. L'indicateur instantané qui affichait dès l'ouverture une perte de 0,94 % reculait jusqu'à 1,1 % durant la matinée. En hausse, on notait Damart (+ 2,92 %), Silic (+ 1,74 %), Darty ADP (+ 1,4 %), et Interbill (+ 1,27 %). En baisse, figuraient Cédélec (- 4,3 %), Ficht Bauche (- 4,17 %) et Casino (- 3,75 %).

LE BACCHUS GOURMAND

Son chef : Thierry Coué
21, rue François 1^{er} - Face Europe 1
Réservations : 47.20.15.83

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F
PANTALONS 850 F VESTONS 1 460 F
3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A C D E F G H

La conférence du Parti communiste soviétique

« Nous avons sous-estimé la gravité de la stagnation » déclare M. Gorbatchev

La première partie du rapport présenté, le mardi 28 juin, par M. Gorbatchev devant la conférence nationale du PC soviétique a été consacrée à la situation économique. Notant que « la réforme du système de gestion (...) est en cours », que « le revenu réel par habitant a recommencé à s'accroître » et que « nous avons réussi à stopper le glissement du pays vers une crise économique, sociale et intellectuelle », le chef du Kremlin a cependant constaté : « Il faut dire franchement que nous avons sous-estimé toute la profondeur et toute la gravité des déformations et de la stagnation qui ont marqué le passé (...). En trois ans, nous aurions pu faire beaucoup plus que nous n'avons fait dans les principaux domaines de la restructuration ».

Parlant de l'agriculture et de l'approvisionnement en produits alimentaires, M. Gorbatchev a estimé que les résultats obtenus n'étaient pas satisfaisants. Incriminant à ce sujet « l'incompréhension, les retards bureaucratiques, quand il ne s'agit pas d'un refus pur et simple de mettre en œuvre les réformes », il a insisté sur le nécessaire développement du système des contrats de travail, qu'il a défini comme « l'élément-clé de la politique agricole ». Nous devons, a-t-il dit, faire « en sorte que les paysans soient maîtres chez eux ».

Parlant d'autres secteurs de l'économie, M. Gorbatchev a encore dénoncé « des velléités non dissimulées de dénaturer le sens de la réforme ». « Sous forme de commandes d'Etat, a-t-il dit par exemple, on a pratiquement maintenu la vieille pratique des plans de production obligatoires ». Le secrétaire général a mis l'accent sur le problème de la réforme des prix, élément essentiel de la réforme économique et qui n'est pas actuellement résolu. Assurant que les propositions

à ce sujet seront soumises à la concertation populaire, il a ajouté : « Le changement des prix de détail ne doit en aucune circonstance entraîner une baisse du niveau de vie (...). Les ressources que l'Etat paie aujourd'hui sous forme de subventions seront entièrement rendues à la population sous forme de compensations ».

M. Gorbatchev aborde alors les perspectives de « la rénovation du socialisme » et se félicite de l'apparition d'« une nouvelle atmosphère sociopolitique, une atmosphère d'ouverture, de liberté, de création et de discussions ». Il regrette cependant les lenteurs des transformations enregistrées dans les secteurs de la science et de l'éducation, rappelant les freins hérités de « la période de prédominance des méthodes autoritaires et administratives de gestion ».

A propos de la culture, le secrétaire général note que se sont ouverts « des débats sans précédent par leur ampleur, leur franchise (...) sur les moyens de rénover le socialisme, sur l'histoire et les temps modernes ». « C'est merveilleux », dit-il, avant d'ajouter : « En gros, les processus dans le domaine de la culture se développent sur une base saine. Mais nous ne serions pas objectifs (...) si nous disions qu'ils vont sans contradictions ni pertes, qui dépassent parfois le cadre des valeurs socialistes... Mais on est loin de vouloir dramatiser la situation. D'ailleurs, il n'y a pas de raisons particulières pour cela ».

Au chapitre de la politique extérieure, M. Gorbatchev critique, là aussi, les méthodes du passé : « Il arrivait, dit-il, que des décisions très importantes étaient prises par un nombre restreint de personnes sans une analyse collective détaillée (...). Cela entraînait une réaction inadéquate aux événements interna-

tionaux (...), votre aboutissant à des décisions erronées ». Le rapporteur rappelle « la nouvelle pensée politique » qui inspire désormais la politique extérieure de l'URSS et évoque, à cet égard, les résultats déjà obtenus en matière, notamment, de désarmement. Il note que le départ du contingent soviétique d'Afghanistan constitue « un jalon important dans le règlement politique des conflits régionaux menaçant la paix mondiale ».

« Si le système politique reste figé... »

Traitant ensuite de la réforme du système politique en URSS, M. Gorbatchev évoque les « déformations graves » qui ont suivi la révolution d'octobre et « qui ont rendu possibles l'omnipotence de Staline et de son entourage, les actes de répression et l'arbitraire ». Il regrette que « les processus de démocratisation se développent lentement ». « Il faut avoir conscience que, si le système politique reste figé, sans changements, nous n'arriverons pas à mener à bien la perestroïka ».

Le chef du Kremlin reprend à son compte la plupart des propositions figurant dans les « Thèses » déjà approuvées par le comité central et soumises à la conférence, en particulier en ce qui concerne l'accroissement du pouvoir des soviets (assemblées élues) et « une juste répartition des fonctions entre le Parti et l'Etat ». Il suggère, dans ce cadre, que « les premiers secrétaires du Parti communiste deviennent les présidents des présidium des soviets ». Cette proposition signifie implicitement que le secrétaire général du parti pourrait devenir également le chef de l'Etat soviétique, en tant que président du présidium du soviet suprême. Au cas où les députés refuseraient d'approuver la nomination du premier secrétaire, « le parti devrait en tirer les conséquences ».

Un renforcement de la légalité socialiste, a poursuivi M. Gorbatchev, doit « exclure toute possibilité d'usurpation du pouvoir et d'abus du pouvoir, permettre de contre-carer le bureaucratisme et la formalisme, de garantir la protection des droits et libertés des citoyens ».

M. Gorbatchev s'est longuement étendu sur le chapitre des libertés politiques et des droits de l'homme, évoquant notamment la question des relations entre l'Eglise et l'Etat. Citant les principes de Lénine, il a assuré : « Quelle que soit la religion qu'ils professent, tous les croyants sont des citoyens de l'URSS à part entière ».

Le secrétaire général du PC soviétique refuse cependant que les principes de la démocratisation et de la glasnost puissent servir à des « fins antidémocratiques ». « Certains, dit-il, croient que de cette manière on peut résoudre tous les problèmes, allant de la révision du tracé des frontières à la création de partis d'opposition (...). Le comité central du parti considère que de tels abus de la démocratisation sont en contradiction profonde avec les tâches de la « perestroïka », et vont à l'encontre des intérêts du peuple ».

Sur le vif

Surmenage

Vous avez circulé en ville ces jours-ci ? Dingué, non ? Des embouteillages, des bouchons à n'en plus finir, les rues noires de monde, les magasins pris d'assaut. Impossible de se faire servir. Les vendeuses, on sait pas où elles sont, en tout cas pas derrière leurs rayons. Remarque, les clients, pareil. Elles sont pas derrière leurs bureaux. Elles se baladent. Elles ont bien raison. Pas question d'arriver à l'heure au fameux rendez-vous européen de 1993, alors autant pas se bousculer.

On se pointe tard, on se tire tôt. On traîne sa fiemme entre les toilettes, la cantine, la photocopieuse et la machine à café. On enchaine les congés-maladie. On fait le pont entre les jours fériés, les jours récupérés et les jours de migraine. On appelle son chef un jeudi matin : Ecoutez voir, je me sens pas bien, je suis patraque, ou mon gosse est patraque, ou la nourrice de mon gosse est patraque. J'essayerai de venir demain, mais je promets rien. Ou est-ce qu'il peut dire ? Il va pas exiger un certificat médi-

cal pour une absence de vingt-quatre heures. Il va bougonner dans le bigophone : Ben, soignez-vous. Et bon week-end !

Une fois qu'on est dans la boîte, on peut se permettre n'importe quoi. C'est pour y entrer que c'est coton. Le fils d'une de mes copines, un même de seize ans, apprend boucher dans la région parisienne. Vous savez combien il bosse ? Soixante-cinq heures par semaine ! C'était à prendre ou à laisser, il a pris, bien obligé. Il va se lever aux aurores, et se coucher, épuisé, après le journal télévisé. Il va trimmer, il va marmer. Pour apprendre un métier, qu'il pourra pas exercer. Quand il aura fini son stage, son patron va l'envoyer péter. Pourquoi voulez-vous qu'il engage un gamin boucher alors qu'il peut s'offrir quatre apprentis pour le même prix.

Remarque, faut pas se plaindre. En France, dès qu'on a fini ses classes et ses stages, dès qu'on est sorti de l'adolescence, terminé, on fourit plus rien. On a la vie pour récupérer.

CLAUDE SARRAUTE.

A l'Assemblée nationale

M. Giscard d'Estaing réélu président de la commission des affaires étrangères

M. Valéry Giscard d'Estaing a été réélu, le mardi 28 juin, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. A la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn (PS) devient président et M. Alain Richard (PS) rapporteur général du budget. Les autres présidents de commissions sont M. Michel Sapin (PS), lois ; M. Jean-Michel Boucheron (PS), défense ; M. Jean-Marie Bockel (PS), production et échanges.

L'élection de M. Giscard d'Estaing aux affaires étrangères a été acquise par 26 voix contre une à M^{me} Catherine Lalumière (PS) et une à M. Alain Peyrefitte (RPR). Les socialistes ont voté blanc.

Grève sur la ligne A du RER. — La ligne A du RER (Saint-Germain-en-Laye-Bolsey-Saint-Léger-Marne-la-Vallée) était perturbée mardi 28 juin au matin par un mot d'ordre de grève des syndicats CGT et CFDT. Vers 8 h 30, le trafic n'était assuré qu'à 45 %, mais il était assuré à 80 % à 10 heures. Les syndicats CGT et CFDT veulent faire pression sur la direction qui doit discuter ce 28 juin, avec l'ensemble des organisations des contreparties (prime ou aménagement du temps de travail) à la mise en place du système d'aide à la conduite, à l'exploitation et à la maintenance (SACEM). Ce contrôle automatique de la vitesse devrait permettre, aux heures de pointe, de faire circuler trente trains par heure au lieu de vingt-quatre actuellement. Il sera appliqué à horaires interchangeables à partir de la fin septembre et avec les nouveaux horaires fin novembre début décembre. Un mouvement de grève contre des punitions affecte également les lignes 2 (Dauphine-Nation), 4 (Clichoncourt-Orléans), 10 (Boulogne-Austerlitz) et 11 (Châtelet-Mairie-des-Lilles) du métro parisien où le trafic n'est assuré qu'entre 80 % et 90 %.

M. Gilles Ménage nouveau directeur de cabinet du président de la République

M. Gilles Ménage, préfet, directeur adjoint du cabinet du président de la République, a été nommé, le mardi 28 juin, directeur de cabinet.

[Né le 5 juillet 1943 à Bourg-la-Reine, M. Gilles Ménage, marié et père de quatre enfants, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENEA dont il est sorti en mai 1969 (promotion « Jean-Jaurès »). Nommé sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne, puis, en juillet 1970, directeur du cabinet du préfet de la région Limouzin, préfet de la Haute-Vienne, il est, en juillet 1974, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, M. Lelong, avant d'en devenir successivement chef de directeur du cabinet. Le 1^{er} mai 1975, il est chargé de mission au cabinet du préfet de Paris ; deux ans plus tard, il est nommé directeur du cabinet du secrétaire général de la préfecture de Paris. Il y restera jusqu'en juin 1981, date à laquelle il est appelé comme conseiller technique auprès de M. Mitterrand. Le 3 août 1982, il devient directeur adjoint de son cabinet.

Titulaires préfet le 13 mai 1983, M. Ménage est chevalier de l'Ordre national du Mérite.]

Titularité préfet le 13 mai 1983, M. Ménage est chevalier de l'Ordre national du Mérite.]

Assassinat de l'attaché naval américain à Athènes

Un attaché naval américain, le capitaine William Norbin, a été tué dans un attentat à la voiture piégée, le mardi 28 juin, à Athènes. L'attentat n'a pas été immédiatement revendiqué. Il s'est produit peu après 8 heures, dans le quartier de Kéfallari, près de Kifissia, une banlieue résidentielle du nord de la capitale grecque.

L'attaché naval américain, âgé d'une cinquantaine d'années, venait de quitter son domicile. Sa voiture a explosé peu après qu'il eut démarré.

Le numéro du « Monde » daté 28 juin 1988 a été tiré à 541 170 exemplaires

SCIENCE & VIE

ECONOMIE QUI POSSÈDE LES 200 PREMIÈRES ENTREPRISES FRANÇAISES ?

Dossier complet sur l'actionnariat après les OPA, les fusions, etc.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT :

• SANTÉ BUSINESS

Notre santé les intéresse...

• SOCIAL : le revenu minimum en 10 questions

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

MON ROYAUME POUR CE PRIX-LÀ !

14 900 F HT

ÉCHANGE de votre Macintosh Plus pour un Macintosh SE
disque dur 20 Mo interne

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4 • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03